



BROADPEAK

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 250 833,72 euros

Siège social : 3771, Boulevard des Alliés – 35 510 Cesson-Sévigné

524 473 063 RCS Rennes

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2024



BROADPEAK

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 250.833,72 euros

Siège social : 3771, Boulevard des Alliés – 35 510 Cesson-Sévigné

524 473 063 RCS Rennes

**RAPPORT DE GESTION
COMPRENANT LE RAPPORT DE GESTION DU GROUPE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale annuelle en application des statuts et de la loi sur les sociétés commerciales pour vous rendre compte de l'activité de Broadpeak (ci-après la « **Société** ») et du groupe qu'elle constitue avec ses filiales, détenues en totalité, la société de droit canadien Broadpeak Video Systems Canada Incorporated, la société de droit américain Broadpeak Video Systems Corporation et la société de droit singapourien Broadpeak Asia Pacific Limited (ci-après ensemble les « **Filiales** »), au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir, et de soumettre à votre approbation les comptes annuels et les comptes consolidés du groupe constitué par la Société, ses Filiales au cours dudit exercice.

L'ensemble constitué par la Société et ses Filiales est dénommé ci-après le « **Groupe** ».

Les états financiers du Groupe présentés au 31 décembre 2024 intègrent donc en intégration globale les comptes de la Société et de ses Filiales.

Les convocations prescrites par la loi vous seront régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur seront tenus à votre disposition dans les délais impartis.



TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 -	Activité de la Société et de ses Filiales et évolution des affaires au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024	4
1.1	Présentation générale de l'activité du Groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024	4
1.2	Situation de l'activité et analyse de l'évolution des affaires	5
1.3	Impacts de la guerre en Ukraine et nouvelles mesures douanières	8
1.4	Résultats de l'activité, progrès réalisés et difficultés rencontrées.....	9
1.4.1	Résultats économiques et financiers de l'ensemble consolidé	9
1.4.2	Résultats économiques et financiers annuels de la Société et proposition d'affectation du résultat.....	11
1.5	Activité en matière de recherche et développement et de production	11
1.6	Activités polluantes ou à risque d'ordre environnemental.....	12
1.7	Principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée et gestion des risques financiers	12
1.8	Événements importants survenus entre la date de clôture et la date d'établissement du rapport.....	19
1.9	Évolution prévisible et perspectives d'avenir.....	20
CHAPITRE 2 -	Filiales et participations	21
2.1	Activités des filiales de la Société	21
2.2	Prise de participations significatives dans des sociétés ayant leur siège social en France ou prise du contrôle de telles sociétés	22
2.3	Aliénation d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées.....	22
CHAPITRE 3 -	Informations sur les délais de paiement.....	23
CHAPITRE 4 -	Montant des dividendes distribués au cours des trois derniers exercices	24
CHAPITRE 5 -	Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices.....	25
CHAPITRE 6 -	Répartition du capital et actions d'autocontrôle	26
6.1	Répartition du capital au 31 décembre 2024	26
6.2	Franchissement de seuils légaux	26
6.3	Actionnariat salarié au titre des Plans de la société.....	26
6.4	Informations relatives à l'autocontrôle	27
CHAPITRE 7 -	Rapport sur le gouvernement d'entreprise	28
7.1	Composition du conseil d'administration et de la direction générale	28
7.2	Rapport sur les délégations en matière d'augmentation de capital au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024	32
7.3	Conventions conclues avec les mandataires sociaux	38
7.4	Déclaration sur le gouvernement d'entreprise	38
CHAPITRE 8 -	Opérations réalisées par les dirigeants sur leurs titres	42
CHAPITRE 9 -	REMUNERATIONS ET AVANTAGES ATTRIBUES AUX MANDATAIRES SOCIAUX ET PARTICIPATIONS AU CAPITAL	43
9.1	Rémunérations et avantages attribués aux mandataires sociaux.....	43
9.2	Participation au capital des mandataires sociaux	45
CHAPITRE 10 -	Rapport spécial sur les options de souscription ou d'achat d'actions et sur les attributions gratuites d'actions.....	46
10.1	Options de souscription ou d'achat d'actions	46
10.2	Attributions gratuites d'actions.....	47
10.3	Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (« BSPCE »).....	47
CHAPITRE 11 -	Mandat des commissaires aux comptes	48
11.1	Commissaire aux comptes.....	48

11.2 Commissaires aux comptes ayant démissionné, ayant été écarté ou n'ayant pas été renouvelés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024	48
CHAPITRE 12 - Liste des conventions réglementées.....	49
12.1 Nouvelles conventions réglementées conclues au cours de l'exercice 2024.....	49
12.2 Nouvelles conventions réglementées conclues depuis la clôture de l'exercice 2024	49
12.3 Conventions réglementées approuvées par l'assemblée générale des actionnaires, mais dont les effets se sont poursuivis au cours de l'exercice 2024.....	49
12.4 Cautions, avals et garanties donnés par la Société à des tiers.....	49
12.5 Conventions conclue entre un mandataire social ou un actionnaire détenant plus de 10% des droits de vote de la Société et une filiale, hors conventions courantes	49
CHAPITRE 13 - Informations diverses	50

CHAPITRE 1 - ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES ET EVOLUTION DES AFFAIRES AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Vous trouverez ci-dessous les informations requises en application des articles L.232-1 II et R.225-102 du Code de commerce.

1.1 PRESENTATION GENERALE DE L'ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Depuis sa création, Broadpeak (ci-après la (« **Société** »)) a bâti son développement sur une mission : déployer à l'échelle mondiale des solutions logicielles permettant de diffuser en streaming le contenu que les gens adorent avec une qualité d'expérience exceptionnelle. Ces solutions s'adressent aux principaux acteurs mondiaux du marché : grands opérateurs TV et télécoms, plateformes mondiales de diffusion (« OTT ») mais aussi nouveaux médias du monde de l'entreprise, du sport ou du divertissement.

A fin 2024, Broadpeak comptait plus de 150 clients dans 50 pays représentant un parc de plus de 200 millions d'utilisateurs à travers le monde. Parmi ces clients figurent des références telles que Bouygues Telecom, Orange, TF1, Telecom Italia, BT Group, Deutsche Telekom, Intigral, StarHub TV+, Mediaprima ou Megacable. Broadpeak compte 296 collaborateurs dans 23 pays. La société est implantée essentiellement en France (siège à Cesson Sevigné près de Rennes) mais également aux Etats-Unis (Denver), au Canada (Ottawa), au Brésil (Sao Paulo), à Singapour et Dubaï. Broadpeak réalise environ 90% de son chiffre d'affaires à l'International. Depuis 2015, Broadpeak affiche une croissance annuelle moyenne de plus de 27%.

Si la Société a été créée en 2010, sur la base d'un essaimage issu de Technicolor (devenu Vantiva, entré au capital en 2012), c'est dès 2009 que Messieurs Jacques Le Mancq (actuel président directeur général), Fabrice Bellanger (actuel Directeur des ventes internationales), Dominique Colombel (actuel directeur Technique et R&D), Pierre-Jean Guéry, Pierre Parioleau et Ronan Riou (tous trois ingénieurs dans la Société) ont initié les premiers développements. Les six co-fondateurs ont tous été salariés de Technicolor (actionnaire à hauteur de 10,9% du capital), ou avant cela de sociétés évoluant dans le secteur, et ont fait partie des équipes qui ont participé au lancement des premières solutions de streaming sur les réseaux ADSL.

Forts d'un prix au 12^{ème} concours national d'aide à la création d'entreprises, assorti d'une subvention de 360 milliers d'euros, et du soutien de leur employeur historique, ils cofondent Broadpeak en août 2010. Les développements ayant été initiés en amont, la Société signe ses premiers contrats clients dès 2011 (Bouygues Telecom en France, Siminn en Islande et Telecom Argentina). Depuis lors, les succès tant technologiques que commerciaux se sont succédés.

La Société est marquée par une forte culture de l'innovation. Dès septembre 2012, soit deux ans seulement après sa création, Broadpeak lance à l'occasion du Salon International IBC à Amsterdam une technologie innovante multicast ABR (Adaptative Bit Rate ou débit adaptatif) baptisée nanoCDN. En s'appuyant sur le réseau domestique des utilisateurs (passerelles internet, routeurs wifi, décodeurs TV), la technologie multicast ABR permet de mieux absorber les pics de trafic internet même en cas de forte audience et réduit de façon drastique les investissements nécessaires coté opérateurs pour délivrer une qualité de streaming haute performance pour les événements en direct. La Société a gagné ses premières distinctions à l'occasion de ce lancement.

Cette première innovation de rupture est protégée par une série de brevets tout comme les suivantes. La Société a ainsi, au fil des années, su protéger ses inventions au niveau international et dispose aujourd'hui d'un large portefeuille de brevets matérialisé par onze familles de brevets. D'autres

innovations suivront comme la technologie de sélection de CDN baptisée Umbrella CDN en 2013 ou la technologie Diversity en 2016 afin d'améliorer la qualité d'expérience.

En 2022, Broadpeak lance sa plate-forme SaaS broadpeak.io qui met à disposition certaines technologies de streaming sous la forme d'une plate-forme d'APIs (Application Programming Interfaces) disponible par abonnement. Cette culture de l'innovation est un marqueur fort de l'identité de la Société et qui est largement reconnue par les professionnels du secteur.

Depuis sa création, la société a investi, en cumulé, plus de 50 millions d'euros en R&D, financés en grande partie par les revenus liés à l'activité. En 2019, Eutelsat, l'un des premiers opérateurs mondiaux de satellites commerciaux, est entré au capital de la Société via un investissement de 10 millions d'euros (dont 2,8 millions d'euros d'augmentation de capital et un emprunt obligataire de 4,2 millions d'euros). Cette prise de participation s'inscrit dans la stratégie de l'opérateur de satellites qui mise sur la complémentarité entre les technologies IP et le satellite. Elle permet aux deux entreprises de mettre en commun leurs moyens technologiques pour élargir leurs portefeuilles de services respectifs auprès des opérateurs télécoms, des groupes de médias et des fournisseurs de contenus, en leur offrant des solutions de transport vidéo clef-en-main en réponse à la forte croissance de la demande de contenus vidéo, sur tous les réseaux.

En 2022, Broadpeak lève 20M€ lors de son Introduction en Bourse sur le marché Euronext. Ces nouvelles ressources financières permettent notamment à la société de renforcer son leadership sur les solutions de streaming à l'échelle et de monétisation sans limite.

La Société dispose d'une offre à l'échelle mondiale à destination d'installations simples, ou de grands systèmes permettant d'atteindre plusieurs millions d'abonnés simultanément sans altérer l'expérience utilisateurs y compris pour des événements diffusés en direct.

1.2 SITUATION DE L'ACTIVITE ET ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES

Au cours du de l'année 2024, Broadpeak (ci-après la « Société ») a poursuivi son développement technique et commercial ainsi que la structuration du groupe dont elle est la société mère (ci-après le « Groupe »).

La société Broadpeak a renforcé sa position de leader sur le marché en termes de qualité d'expérience, en particulier pour le streaming d'événements en direct.

Le 13 février 2024, Broadpeak annonce sa collaboration avec InterDigital, une société de Recherche et Développement spécialisée sur les technologies mobile, vidéo et IA. Les deux sociétés mettent leurs forces en commun afin de développer ensemble des systèmes de streaming pour les contenus immersifs à haute audience.

Le 26 février 2024, Broadpeak s'allie à Microsoft Azure et Deutsche Telekom Global Carrier pour élever l'expérience de streaming vidéo sur les écrans mobiles. Les trois partenaires confirment avoir réalisé avec succès des tests de streaming avec les API réseaux de Deutsche Telekom et le système de Connectivité programmable de Microsoft Azure.

Le 12 mars 2024, Broadpeak et BT Group (British Telecom au Royaume-Uni) forment un partenariat pour développer de nouvelles technologies Multicast afin d'améliorer l'expérience de streaming du contenu vidéo en direct.

Le 21 mars 2024, America Móvil annonce ouvrir la voie au streaming vidéo de haute qualité en Amérique latine avec Broadpeak. América Móvil déploie dans un troisième pays d'Amérique latine la solution nanoCDN™ Multicast ABR de Broadpeak, permettant des économies de bande passante tout en garantissant un streaming vidéo en direct d'une qualité exceptionnelle.

Le 3 avril 2024, Broadpeak lance sa technologie "Click2" qui apporte de l'interactivité à la publicité sur les écrans des Télévision Connectées et augmente ainsi les opportunités de Monétisation pour les plates-formes de streaming.

Broadpeak participe à l'édition 2024 du salon international NAB (National Association of Broadcasters) qui se tient du 13 au 17 Avril à Las Vegas. La société y présente avec succès ses solutions de streaming qui permettent de délivrer une qualité d'expérience exceptionnelle mais également de monétiser l'audience avec de la publicité personnalisée et interactive. Elle y remporte notamment 2 prix pour sa technologie Click2 qui permet aux utilisateurs d'interagir avec les publicités tout en regardant leurs contenus préférés.

Le 24 avril 2024, Deutsche Telekom annonce que son nouveau service MagentaTV s'appuie sur la solution Cloud DVR de Broadpeak et permet d'offrir une qualité d'expérience exceptionnelle à 4.6 Millions d'abonnés.

Le 29 avril 2024, TF1 annonce choisir Broadpeak pour la publicité ciblée de son nouveau service de streaming vidéo TF1+. TF1+ est le premier service de streaming incluant la monétisation du live au niveau du spot en TV segmentée.

Le 29 août, Broadpeak introduit des métriques de consommation d'énergie dans ses solutions de streaming afin d'afficher en temps réel dans ses logiciels afin de mesurer l'impact du streaming sur la consommation électrique. Ces nouvelles fonctionnalités constituent une aide précieuse aux clients de Broadpeak afin de mesurer et optimiser leurs consommations électriques et de contribuer à la réduction des coûts comme à leur programmes de réduction d'émission de gaz à effet de serre.

Du 13 au 16 Septembre 2024, Broadpeak participe au salon IBC à Amsterdam. Lors de l'événement, la société présente sa plate-forme SaaS broadpeak.io ainsi que ses solutions logicielles pour le streaming à grande échelle. A l'occasion du salon, Broadpeak présente ses travaux sur le streaming durable conjointement avec des représentants de BT (British Telecom) Telecom Italia et Bouygues Télécom.

Le 22 octobre 2024, Comercio TV, la chaîne d'information financière américaine destinée au public hispanophone, optimise sa monétisation et sa diffusion de contenus grâce aux solutions Broadpeak. S'appuyant sur la plateforme SaaS de Broadpeak, broadpeak.io, pour l'insertion publicitaire côté serveur (SSAI) et la diffusion de contenu, Comercio TV offre des expériences de streaming d'une qualité exceptionnelle aux États-Unis et en Amérique latine.

Le 11 décembre 2024, VSTV, également connu sous le nom de K+ et opérateur de télévision payante leader basé au Vietnam, annonce utiliser la technologie d'insertion publicitaire côté serveur (SSAI) de Broadpeak pour monétiser ses chaînes en direct et son nouveau service AVOD. Cette solution d'insertion publicitaire personnalisée, disponible sur la plateforme SaaS broadpeak.io, permet à VSTV d'augmenter rapidement les revenus de ses services OTT.

Sur l'année 2024 l'offre SaaS du Groupe commercialisée sous la marque broadpeak.io a séduit 32 nouveaux clients. Avec un focus sur le remplacement de contenu, l'insertion de publicités dynamiques et la création de chaînes FAST, broadpeak.io simplifie le streaming et la monétisation pour ses clients.

L'année a également été marquée par une forte présence de la société sur les grands rendez-vous internationaux du secteur. Broadpeak a ainsi participé à plus de 40 événements au cours de l'année dont le CES (Las Vegas), le Mobile World Congress (Barcelone), le NAB Show (Las Vegas), le CABSAT (Dubai), Broadcast Asia (Singapour) ou l'IBC(Amsterdam).

En 2024, Broadpeak a dégagé des ventes de 39,4 millions d'euros (M€), en hausse de 0,9% et en ligne avec l'objectif d'un retour à la croissance du chiffre d'affaires sur l'exercice. À taux de change constant³, les ventes ressortent stables sur la période. Après un premier semestre en repli (-5%), marqué par un fort effet de base en APAC, la dynamique a accéléré au second semestre 2024 (+5,9% par rapport au second semestre 2023). Par zone géographique, Broadpeak a enregistré des ventes annuelles en croissance soutenue en EMEA (+12,7%), premier débouché du Groupe, en repli sur la zone Americas (-5,6%), malgré une bonne dynamique en Amérique du Nord, et en retrait en APAC (-20,6%) après la forte croissance de la région en 2023 (+23,6%). Au niveau du mix produits, l'exercice 2024 a été marqué par la nouvelle contraction des ventes d'équipements (-44,1%, à 3,5 M€) et par la poursuite de l'essor des revenus Maintenance & SaaS (+22%, à 15,6 M€), qui atteignent désormais 39,5% du chiffre d'affaires du Groupe. Au global, les revenus hors équipement (Licences & Services et Maintenance & SaaS), qui sont les plus contributifs, ont représenté 91% de l'activité de Broadpeak en 2024, affichant une progression de 9,6% sur l'exercice.

Cette évolution favorable du mix produits a entraîné une nouvelle progression du taux de marge brute, qui a atteint 81,7% en 2024, contre 76,2% en 2023. En valeur absolue, la marge brute ressort à 32,2 M€. L'EBITDA s'établit à -2,5 M€ sur l'exercice, en amélioration de +2,2 M€ par rapport à son niveau en 2023 (-4,7 M€). Cette évolution a été très largement portée par le second semestre, avec un EBITDA de +1,7 M€ sur la période contre une perte de -4,2 M€ au premier semestre 2024.

Retraité du montant du Crédit d'impôt recherche (CIR), qui s'est élevé à 4,5 M€ sur l'exercice passé (vs 4,7 M€ en 2023), l'EBITDA ajusté s'établit à 2,0 M€ en 2024, à comparer à un niveau proche de l'équilibre en 2023.

Les mesures d'économies qui ont commencé à être déployées en début d'exercice se sont traduites par une baisse des effectifs globaux (collaborateurs internes et externes), ressortis à 296 fin 2024, contre 332 un an plus tôt.

Conformément à ce qui avait été annoncé, cette évolution est intégralement liée à la réduction du recours aux prestataires externes. Les économies associées joueront à plein sur l'exercice 2025

Le résultat d'exploitation de l'exercice ressort à -7,9 M€ sur l'exercice (vs -8,4 M€ en 2023). Ce niveau intègre 5,6 M€ de dotations aux amortissements et dépréciations, contre 4 M€ un an plus tôt, une évolution largement due aux frais de R&D immobilisés et traduisant les efforts d'investissements fournis ces dernières années qui ont permis de conforter l'avance technologique de Broadpeak. Après comptabilisation du CIR ainsi que des frais financiers (-0,5 M€), le résultat net de l'exercice s'établit à -4,0 M€ (dont +0,4 M€ au second semestre 2024), contre -4,2 M€ en 2023.

L'objectif de flux de trésorerie disponible (free cash-flow) positif sur l'exercice a été largement atteint, avec un solde qui ressort à +1,1 M€ en 2024, contre -13,2 M€ en 2023. Ce redressement a été obtenu grâce à une nette amélioration du besoin en fonds de roulement (BFR), en lien principalement avec la normalisation du poste clients (en baisse de 20% sur l'exercice, à 15,2 M€) provenant d'une attention renforcée sur les délais de paiement et le recouvrement. Au bilan, les capitaux propres de Broadpeak ressortent à 20,2 M€ au 31 décembre 2024, contre 23,8 M€ fin 2023. Alors que la trésorerie disponible atteint 4,1 M€ (vs 3,7 M€ précédemment), la dette nette du Groupe est en baisse à 6,9 M€, contre 8,0 M€ un an plus tôt.

Au vu des gains attendus sur les principales offres, et malgré un contexte sectoriel qui reste exigeant notamment du côté des opérateurs télécoms, Broadpeak estime être en mesure d’afficher cette année un chiffre d’affaires en croissance. Le Groupe entend parallèlement poursuivre les efforts portés à l’amélioration de sa rentabilité. L’exercice 2025, qui connaîtra le plein effet de la baisse des effectifs externes engagée en 2024 associé à la croissance attendue de l’activité, devrait ainsi être marqué par le retour de l’EBITDA de Broadpeak en territoire positif. À horizon 2027, le Groupe réitère ses objectifs financiers, visant un chiffre d’affaires supérieur à 50 M€, dont 50% de revenus récurrents (SaaS et Maintenance), assorti d’une marge d’EBITDA de l’ordre de 15%.

GESTION DES CREANCES CLIENTS :

Au 31/12/2023, Le poste client était impacté par un client export dont les délais de paiement sont habituellement longs, pour une créance totale de 6.6 m€ dont 4.5 m€ échus soit 4.97 m\$. Un calendrier de paiement avait été mis en place avec ce client en mars 2024 afin d’apurer les créances échues au 31/12/23 de 4.97 m\$.

Au 31/12/2024, suite au plan de recouvrement mis en place, les créances échues concernées par le calendrier ont été intégralement réglées pour 4.97 m\$. Le solde de la créance s’élève à 4.2 m\$ et intègre de nouvelles factures de 2024.

1.3 IMPACTS DE LA GUERRE EN UKRAINE ET NOUVELLES MESURES DOUANIERES

1.3.1 Impacts de la guerre en Ukraine

Concernant la situation liée au conflit entre la Russie et l’Ukraine, le Groupe estime à ce jour ne pas subir d’impact significatif dans la mesure où elle n’a pas d’activité en Russie, et que son chiffre d’affaires en Ukraine est limité, et qu’il ne s’approvisionne dans aucun de ces pays, et aucun de ses actifs n’y est implanté.

1.3.2 Impact des nouvelles mesures américaines en matière douanière

Les récentes mesures douanières mises en place aux Etats-Unis n’impactent pas de manière significative le Groupe dont les ventes d’équipements sont faibles sur le sol américain.

Un risque potentiel pourrait émerger si les autorités américaines devaient décider l’imposition de nouvelles mesures douanières. Bien que les logiciels distribués sans support physique ne semblent pas actuellement visés, une extension des droits de douane à certains services numériques ne peut être exclue. Cela pourrait impacter la compétitivité et la rentabilité de certaines de nos offres sur le marché américain.

1.3.3 Les communiqués de presse publiés par la Société sont disponibles sur le site Internet de la Société à la rubrique « Investisseur » (<https://broadpeak.tv/fr/investisseurs/>) et média (<https://broadpeak.tv/whats-happening/>).

1.4 RESULTATS DE L'ACTIVITE, PROGRES REALISES ET DIFFICULTES RENCONTREES

1.4.1 RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE

Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2024

En K€	S1 2023	S2 2023	2023	S1 2024	S2 2024	2024
Chiffre d'affaires	18 061	20 980	39 041	17 166	22 214	39 380
Variation (en %)	+12,5%	-18,8%	-6,8%	-5,0%	+5,9%	+0,9%
Marge brute	14 253	15 485	29 738	13 843	18 324	32 167
En %	78,9%	73,8%	76,2%	80,6%	82,5%	81,7%
EBITDA	(4 347)	(320)	(4 667)	(4 223)	1 731	(2 492)
Résultat d'exploitation	(5 845)	(2 607)	(8 452)	(6 607)	(1 293)	(7 900)
Résultat net	(3 681)	(557)	(4 237)	(4 443)	419	(4 024)
EBITDA ajusté¹	(2 067)	2 049	(18)	(1 854)	3 838	1 984

Commentaires sur les résultats annuels 2024

En 2024, Broadpeak a dégagé des ventes de 39,4 millions d'euros (M€), en hausse de 0,9% et en ligne avec l'objectif d'un retour à la croissance du chiffre d'affaires sur l'exercice. À taux de change constant¹, les ventes ressortent stables sur la période. Après un premier semestre en repli (-5%), marqué par un fort effet de base en APAC, la dynamique a accéléré au second semestre 2024 (+5,9% par rapport au second semestre 2023).

Par zone géographique, Broadpeak a enregistré des ventes annuelles en croissance soutenue en EMEA (+12,7%), premier débouché du Groupe, en repli sur la zone Americas (-5,6%), malgré une bonne dynamique en Amérique du Nord, et en retrait en APAC (-20,6%) après la forte croissance de la région en 2023 (+23,6%).

Au niveau du mix produits, l'exercice 2024 a été marqué par la nouvelle contraction des ventes d'équipements (-44,1%, à 3,5 M€) et par la poursuite de l'essor des revenus Maintenance & SaaS (+22%, à 15,6 M€), qui atteignent désormais 39,5% du chiffre d'affaires du Groupe. Au global, les revenus hors équipement (Licences & Services et Maintenance & SaaS), qui sont les plus contributifs, ont représenté 91% de l'activité de Broadpeak en 2024, affichant une progression de 9,6% sur l'exercice.

Cette évolution favorable du mix produits a entraîné une nouvelle progression du taux de marge brute, qui a atteint 81,7% en 2024, contre 76,2% en 2023. En valeur absolue, la marge brute ressort à 32,2 M€.

¹ Au taux de change moyen constaté sur les ventes des exercices 2023 et 2024

L'EBITDA s'établit à -2,5 M€ sur l'exercice, en amélioration de +2,2 M€ par rapport à son niveau en 2023 (-4,7 M€). Cette évolution a été très largement portée par le second semestre, avec un EBITDA de +1,7 M€ sur la période contre une perte de -4,2 M€ au premier semestre 2024.

Retraité du montant du Crédit d'impôt recherche (CIR), qui s'est élevé à 4,5 M€ sur l'exercice passé (vs 4,7 M€ en 2023), l'EBITDA ajusté s'établit à 2,0 M€ en 2024, à comparer à un niveau proche de l'équilibre en 2023.

Les mesures d'économies qui ont commencé à être déployées en début d'exercice se sont traduites par une baisse des effectifs globaux (collaborateurs internes et externes), ressortis à 296 fin 2024, contre 332 un an plus tôt.

Conformément à ce qui avait été annoncé, cette évolution est intégralement liée à la réduction du recours aux prestataires externes. Les économies associées joueront à plein sur l'exercice 2025.

Le résultat d'exploitation de l'exercice ressort à -7,9 M€ sur l'exercice (vs -8,4 M€ en 2023). Ce niveau intègre 5,6 M€ de dotations aux amortissements et dépréciations, contre 3,8 M€ un an plus tôt, une évolution largement due aux frais de R&D immobilisés et traduisant les efforts d'investissements fournis ces dernières années qui ont permis de conforter l'avance technologique de Broadpeak.

Après comptabilisation du CIR ainsi que des frais financiers (-0,5 M€), le résultat net de l'exercice s'établit à -4,0 M€ (dont +0,4 M€ au second semestre 2024), contre -4,2 M€ en 2023.

L'objectif de flux de trésorerie disponible (free cash-flow) positif sur l'exercice a été largement atteint, avec un solde qui ressort à +1,1 M€ en 2024, contre -13,2 M€ en 2023. Ce redressement a été obtenu grâce à une nette amélioration du besoin en fonds de roulement (BFR), en lien principalement avec la normalisation du poste clients (en baisse de 20% sur l'exercice, à 15,2 M€) provenant d'une attention renforcée sur les délais de paiement et le recouvrement.

Au bilan, les capitaux propres de Broadpeak ressortent à 20,2 M€ au 31 décembre 2024, contre 23,8 M€ fin 2023. Alors que la trésorerie disponible atteint 4,1 M€ (vs 3,7 M€ précédemment), la dette nette du Groupe est en baisse à 6,9 M€, contre 8,0 M€ un an plus tôt.

En 2025, Broadpeak entend poursuivre le déploiement des grands axes stratégiques présentés en octobre dernier dans le cadre de sa nouvelle feuille de route à trois ans.

La priorité va à l'enrichissement permanent du portefeuille de solutions, afin d'offrir de nouvelles opportunités de fidélisation et de monétisation aux trois cibles de marché (opérateurs télécoms, plateformes OTT, nouveaux médias). Après un exercice 2024 marqué au plan technologique par la nouvelle solution disruptive Click2® (ciblage publicitaire et interactivité inédites), ayant entraîné une forte traction commerciale sur l'offre Dynamic Ad Insertion, plusieurs nouveaux enrichissements interviendront cette année. Le mois dernier, la solution Edgepeak™ est ainsi venue renforcer l'offre Advanced CDN, permettant désormais aux opérateurs de construire leur propre CDN, à grande échelle et de manière hautement sécurisée.

Sur les autres solutions historiques, dont Multicast ABR et Cloud PVR, la dynamique reste favorable en ce début d'année avec déjà plusieurs contrats en phase de finalisation.

S'agissant du déploiement de la plateforme broadpeak.io®, le Groupe anticipe une accélération de la conquête en 2025. Le succès de la plateforme est porté par la version SaaS de Dynamic Ad Insertion, notamment choisie l'an passé par le français TF1+, l'américain Commercio TV et le vietnamien K+, ou encore, en mars dernier, par le leader taïwanais Chunghwa Telecom. Après avoir ainsi totalisé 32

nouvelles signatures sur son offre SaaS en 2024 (vs 10 en 2023), Broadpeak vise a minima une quarantaine de nouvelles références sur l'exercice en cours.

Au vu des gains ainsi attendus sur les principales offres, et malgré un contexte sectoriel qui reste exigeant notamment du côté des opérateurs télécoms, Broadpeak estime être en mesure d'afficher cette année un chiffre d'affaires en croissance.

Le Groupe entend parallèlement poursuivre les efforts portés à l'amélioration de sa rentabilité. L'exercice 2025, qui connaîtra le plein effet de la baisse des effectifs externes engagée en 2024 associé à la croissance attendue de l'activité, devrait ainsi être marqué par le retour de l'EBITDA de Broadpeak en territoire positif.

À horizon 2027, le Groupe réitère ses objectifs financiers, visant un chiffre d'affaires supérieur à 50 M€, dont 50% de revenus récurrents (SaaS et Maintenance), assorti d'une marge d'EBITDA de l'ordre de 15%.

1.4.2 RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS ANNUELS DE LA SOCIETE ET PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Au cours de l'exercice 2024, la Société a réalisé un chiffre d'affaires net de 39.379.698 euros contre 39.040.733 euros au cours de l'exercice précédent.

La perte d'exploitation s'est élevée à 8.290.936 euros contre une perte d'exploitation de 8.780.903 euros au cours de l'exercice précédent.

La perte nette de l'exercice 2024 s'est élevé à 4.445.118 euros contre une perte nette de 4.568.762 euros pour l'exercice 2023.

Le résultat de l'exercice se solde pour la Société par une perte de 4.445.118 euros que nous vous proposons d'affecter de la manière suivante :

- 1.273.246 euros au compte « Autres réserves » ;
- 3.171.872 euros au compte « report à nouveau ».

Après affectation du résultat, le compte « Autres réserves » sera nul et le compte « Report à nouveau » s'élèvera à hauteur de – 3.171.872 euros.

Nous vous proposons également de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

1.5 ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT ET DE PRODUCTION

Organisation

Principal acteur du marché focalisé sur la distribution de contenus, Broadpeak est aujourd'hui la référence en termes de technologie de streaming et poursuit sa feuille de route en révolutionnant en permanence la façon dont les opérateurs et les plates-formes de streaming touchent leur audience.

En 2020, Broadpeak a été identifié comme Key Innovator par l'EU Innovation Radar. Le radar de l'innovation est une initiative de la Commission européenne visant à identifier les innovations et les innovateurs à fort potentiel dans les projets de recherche et d'innovation financés par l'UE.

Broadpeak est membre du pôle de compétitivité à vocation mondiale Images et Réseaux.

La stratégie de la Société est centrée sur des innovations de rupture soutenues par une politique de propriété industrielle qui s'implémente au travers de dépôts de brevets. Ces brevets sont déposés en Europe mais également dans de nombreux autres pays comme les USA, le Mexique, le Brésil, le Canada, la Russie, l'Inde, la Chine, le Japon, la Corée et Singapour.

Les Activités de R&D de la société s'organisent autour de dix grandes thématiques :

- Multicast ABR
- Streaming ABR en Basse latence
- CDN Haute Performance
- Convergence Fixe/Mobile et virtual CDN
- Sécurité / protection de contenu/DDOS
- Gestion de l'insertion de Publicité
- Multi-CDN selection et configuration
- Interfaces de programmation ouvertes
- Acquisition, Génération et paquetisation du contenu
- Evaluation et Prédiction de la performance

L'organisation technique de Broadpeak, en France, est constituée à 100% d'ingénieurs et docteurs. Les équipes R&D sont organisées en deux pôles principaux :

- le département de R&D appliqué aux produits, qui est organisé sous la forme de Scrums (ou cadre de développement) Agile autour d'un product owner (ou chef de produit), d'un ou de plusieurs architectes, d'ingénieurs de développement logiciel et de testeurs R&D. Les travaux portent sur les 10 thématiques précitées, mais également la réduction de l'empreinte écologique des produits en améliorant en permanence la performance du logiciel ;
- le département « Exploration » gère le portefeuille de brevets. Il initie et pilote les projets collaboratifs. Il participe aux groupes de standardisation et aux consortiums de l'industrie tels que DVB (Digital Video Broadcasting) ou SVA (Streaming Video Alliance). Il mène des travaux de recherche avancés en interne ou via des partenariats avec des tiers.

Les effectifs affectés à la R&D au sein du Groupe totalisent 117 personnes à fin décembre 2024, soit 40% des effectifs à fin 2024 (sur la base de 296 collaborateurs, salariés, prestataires, consultants et agents inclus).

Activité au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024

L'activité en matière de recherche et développement et de production au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 est décrite au paragraphe 1.2 du présent rapport.

1.6 ACTIVITES POLLUANTES OU A RISQUE D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL

Néant.

1.7 PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

1.7.1 Risques liés à l'activité

Risques liés au marché et à la concurrence

Nature et incidence du risque

Le marché auquel les logiciels et services de la Société sont destinés se caractérise par une vive concurrence et une évolution rapide de la technologie et des offres afférentes au dit marché. La Société est en concurrence avec un large éventail de sociétés et de toute taille.

Certains concurrents bénéficient de moyens financiers en matière de développement et de commercialisation de leurs logiciels, qui sont bien supérieurs à ceux de la Société. Ces derniers pourraient ainsi prendre une avance technologique ou mettre en place des politiques commerciales agressives qui pourraient pénaliser l'activité de la Société.

Par ailleurs, le dynamisme du marché attire de nouveaux acteurs sur le marché, ce qui pourrait encore accentuer la pression concurrentielle, et ainsi conduire à une pression sur les prix et/ou nécessiter une augmentation des efforts commerciaux, ce qui en conséquence pourrait avoir un effet défavorable sur l'activité, les résultats et la situation financière de la Société.

De manière générale, si la Société n'est pas en mesure de s'adapter et de répondre à la pression concurrentielle sur ses marchés, cela pourrait conduire à une baisse de la demande des services proposés, impactant défavorablement les parts de marché, l'activité, le chiffre d'affaires, les résultats, et la situation financière de la Société.

Dispositifs de maîtrise du risque

Cependant, depuis sa création, la Société a dû faire face à cette vive concurrence, ce qui ne l'a pas empêché d'enregistrer une forte croissance de son activité, et ainsi de gagner des parts de marché notamment grâce à la qualité de ses solutions technologiques.

Par ailleurs, la stratégie de la Société repose notamment sur l'innovation, par des investissements continus dans son département R&D. L'objectif de la Société de continuellement redessiner les solutions techniques les plus performantes dans un secteur en évolution constante permettant ainsi de limiter les effets de la concurrence.

Le degré de criticité de ce risque net est ainsi jugé comme « modéré ».

Risques de dépendance vis-à-vis des clients

Nature et incidence du risque

Les clients historiques de la Société sont les opérateurs internet (fixes et mobiles) mais également les acteurs de la télévision payante qui ont développé des offres de télévision et de vidéo à la demande. Avec l'essor de nouveaux acteurs sur le marché de la vidéo à la demande ou du Sports comme les plateformes OTT et autres fournisseurs de contenus (Over The Top), et les broadcasters, la Société a bénéficié et continue de bénéficier d'un nouveau foyer de clientèle.

Malgré ces sources de clients relativement diversifiées, compte tenu des revenus importants générés pendant les phases de déploiement des nouveaux clients, en particulier pour ceux à qui la Société

fournit également par la partie hardware, les premiers clients représentent un poids conséquent dans l'activité de la Société: le premier client a par exemple représenté 11% du Chiffre d'Affaires au cours de l'exercice 2024 et 12% du CA 2023, les 3 premiers respectivement 25.6% et 26%, et les 10 premiers 48% et 54%.

De par leur poids, certains clients peuvent disposer d'un levier de négociation conséquent, en matière de tarification par exemple, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur les marges réalisées par la Société.

Par ailleurs, la perte d'un client important pourrait entraîner une perte significative du chiffre d'affaires et du bénéfice en résultant, impactant la situation financière ainsi la Société.

Dispositifs de maîtrise du risque

La prépondérance des premiers clients dans l'activité venant essentiellement des phases de déploiement des solutions chez des nouveaux clients, le top 3 est différent chaque année, ce qui limite l'importance d'un client en particulier sur la durée.

Dans le but d'anticiper les renouvellements des contrats, les responsables des ventes/clients suivent les contrats en cours à travers leur outil salesforce (contrats de durée moyenne 3 à 5 ans). Ces contrats peuvent être renouvelés chaque année par des commandes faisant référence aux mêmes termes, ou faisant l'objet d'avenant d'extension, ou parfois via de nouveaux contrats.

De nouveaux acteurs et clients potentiels sont susceptibles d'émerger, source de croissance potentielle pour la Société. Avec la montée en charge de la plate-forme broadpeak.io la Société vise des clients dans le secteur des nouveaux médias et des créateurs/fournisseurs de contenus qui sont de plus en plus tentés de diffuser par eux-mêmes les vidéos, une nouvelle catégorie de clients.

Enfin la dynamique commerciale (davantage de clients en phase de déploiement) couplée aux offres SaaS (formule location, moins de CA la première année mais contrats pluriannuels) devrait réduire le poids des premiers clients dans l'activité d'un exercice.

Le degré de criticité de ce risque net est ainsi jugé comme « modéré ».

Risques liés à la saisonnalité

Nature et incidence du risque

La Société constate une certaine saisonnalité de son activité. Le chiffre d'affaires généré au cours du quatrième trimestre est en général le plus élevé de l'année. Au cours de l'exercice 2024, les trois derniers mois de l'année ont par exemple représenté 34% de la facturation annuelle de la Société, et 33% pour l'exercice 2023. Cette facturation importante sur la toute fin de l'exercice conduit à une situation au 31 décembre peu représentative de l'ensemble de l'exercice pour certains postes comme les créances clients par exemple.

Compte tenu du poids de l'activité réalisée sur la toute fin de l'exercice, les dirigeants pourraient ne constater que tardivement un éventuel retard des facturations par rapport aux objectifs annoncés, et ainsi ne pas être en mesure de réaliser ces derniers, ce qui pourrait pénaliser l'image de la Société.

Dispositifs de maîtrise du risque

Le poids important du dernier trimestre est intrinsèque au marché, les clients ayant en général comme objectif d'affecter le budget de dépenses avant la fin de leur exercice et de finaliser le déploiement des projets lancés au cours de l'année, ce qui conduit à une accélération des prises de commandes à partir de mois de septembre en général et ainsi une facturation sur la toute fin de l'exercice. Le rythme des prises de commandes à partir de la rentrée scolaire permet ainsi d'avoir une bonne indication de la dynamique de chiffre d'affaires de la fin de l'exercice et permet ainsi d'améliorer la visibilité sur la capacité à atteindre les objectifs qui seraient annoncés.

Le degré de criticité de ce risque net est ainsi jugé comme « modéré ».

Risques liés aux systèmes d'information

Nature et incidence du risque

L'activité de la Société repose sur des systèmes informatiques pour son fonctionnement propres et pour l'offre produits délivrée auprès de ses clients. Une défaillance de ce système d'information pour problème technique, piratage, virus informatique, actes terroristes, ou autres pourraient survenir. Il existe, en effet, une recrudescence mondiale des cyber-attaques, tels que : hameçonnage et détournement de règlements, voire ransomware.

La Société est également exposée à des risques de confidentialité et de cybersécurité relativement aux données personnelles (principalement en tant que sous-traitant « processor »).

La Société pourrait également, via ses serveurs, propager involontairement auprès de ses clients des virus résistant aux solutions anti-virus.

De telles perturbations pourraient porter atteinte à l'intégrité des systèmes et des données sauvegardées par la Société et ainsi affecter la qualité des services rendus, impliquer des dépenses importantes dans le but de rétablir le système et les dommages causés aux clients, entraîner des retards dans la réalisation de projets ou la commercialisation des solutions, ou encore exposer la Société à une dégradation de son image et de sa réputation. La survenance de tels événements pourrait ainsi avoir un impact significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière, la trésorerie et les perspectives de développement de la Société.

Dispositifs de maîtrise du risque

La Société est dotée d'une politique de sécurité qui intègre notamment la sécurisation du système d'information de ses sites. A la date du présent Document d'Enregistrement, la Société n'a pas subi d'attaque(s) significative(s).

A cet effet :

- La société a mis en place une organisation sécurité : un CISO membre du comité de direction sous la responsabilité du Président Directeur Général, et un comité sécurité ;
- La Société a une politique de sécurité des systèmes d'information et des procédures de gestion d'incidents sécurité ;
- La Société a réalisé un diagnostic Cyber et mis en plan de traitement des risques ;
- La Société mène des actions régulières de sensibilisation des collaborateurs du Groupe aux risques informatiques, intégrant notamment la problématique des fraudes externes en reprenant notamment les recommandations publiées par les autorités ;

- La Société a mis en place des outils de journalisation des logs, de monitoring et de scan de vulnérabilités des infrastructures ;
- La Société a mis en place une solution hyperconvergée pour héberger les fonctions / applications critiques du SI et fournir de la haute disponibilité ;
- La Société a mis en place des solutions techniques et physiques de protection de ses infrastructures avec des systèmes de pare-feu, des anti-virus et d'un EDR,
- La Société a mis en place des systèmes de contrôles d'accès physiques avec une gestion d'accès individualisé par zone au siège ;
- La Société a mis en place des systèmes de contrôles d'accès numériques, la double-authentification pour l'accès à son réseau, une solution Bastion pour les connexions vers les infrastructures externes le tout complété par un gestionnaire de secrets ;
- La Société applique dans ces produits des mesures de sécurité lors des phases de développement et de validation : scanners de code, scanner de vulnérabilités, complétées par des tests de pénétration réguliers sur un échantillon des produits ;
- La Société applique lors des déploiements des produits des règles de durcissement sur l'infrastructure et au niveau produit. Les règles de durcissement se basant sur des référentiels connus internationalement (Exemple : CIS benchmark).
- La Société organise la sauvegarde de ses données de production et de développement sur des serveurs de redondance en interne et en externe. Les données sont donc répliquées sur des serveurs dédiés répartis sur différentes zones géographiques et protégés ;
- La Société prend en compte les compétences techniques des candidats en matière de sécurité dans le recrutement des collaborateurs que ce soit en R&D, en validation, et en support et a un plan de recrutement en matière de sécurité pour renforcer ce secteur ;
- La Société est établie au cœur du bassin de la ville de Rennes, « Pôle d'excellence cyber », lequel intègre un écosystème actif de grandes entreprises et de pôles de formation et de recherche spécialisés en cybersécurité/cyberdéfense. La Société bénéficie ainsi d'un accès privilégié à ces ressources et d'une proximité avec ces acteurs générateurs d'effets de synergies.

Toutefois, en raison de la nature ouverte des réseaux et de la constante évolution des problématiques liées à la sécurité informatique, la Société ne peut toutefois pas garantir d'une protection absolue de ses systèmes d'information.

Le degré de criticité de ce risque net est ainsi jugé comme « modéré ».

1.7.2 Risques financiers

Risque de change

Nature et incidence du risque

La Société réalise la majeure partie de son activité à l'étranger, le chiffre d'affaires reporté en euros est ainsi influencé par les variations de devises, essentiellement le dollar américain qui représente en moyenne plus de 54% des facturations. Toute variation de la devise américaine par rapport à l'euro aura un impact significatif à la hausse ou à la baisse sur le niveau d'activité reporté.

La Société a par ailleurs de l'ordre de 27% de ses charges libellées en dollar américain (achats, frais de personnel, etc.), et ne bénéficie que d'une couverture partielle de la variation des devises. Toute variation de la devise américaine par rapport à l'euro aura un impact significatif à la hausse ou à la baisse sur le niveau de charges reportées.

Dispositifs de maîtrise du risque

La Société prend au cas par cas, en fonction de l'évolution des cours et de la visibilité, des dispositions de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de changes. Au 31 décembre 2024, un contrat de couverture de change est en cours pour 500 k\$.

Risque de contrepartie [Mise à jour Société]

Nature et incidence du risque

Les créances clients s'élevaient à 8,8 millions d'euros au 31 décembre 2024. Le poste clients est impacté par un client export, dont les délais de paiements sont habituellement longs. Au 31 décembre 2024, la créance de ce client s'établit à 4,2 m€ (soit 48% des créances nettes totales et 54% des créances nettes échues). Un contrat d'affacturage a été mis en place courant 2022, ce qui permet une cession de factures sans recours auprès du Factor, avec une avance de trésorerie correspondante. Le délai moyen de paiement clients est passé de 104 jours à 2023 à 64 jours en 2024.

Aucune garantie ne peut être donnée quant au fait que les clients de la Société se conformeront à leurs obligations contractuelles ou qu'ils ne feront pas l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire. Les créances pourraient ainsi demeurer impayées ce qui pénaliserait la situation financière de la Société.

Dispositifs de maîtrise du risque

La Société a mis en place des mesures pour recouvrer les créances : recours à un système d'assurance-crédit Coface, prévention en amont et limitation des encours autorisés par clients, relance automatique 8 jours avant échéance, envois de relevés clients à chaque début de mois, relance ciblée en cas de retard supérieur à 30 jours, et enfin précontentieux (mise en demeure et blocage des commandes en cours) et contentieux. Ainsi, en historique, la Société n'a pas été confrontée à des pertes majeures au niveau de ses créances. A fin 2024, les créances douteuses (313 milliers d'euros, soit 3,6% du total des créances) ont par ailleurs été totalement provisionnées. En complément, des créances anciennes ont été dépréciées à hauteur de 100 milliers d'euros (soit 1,1% du total des créances).

Risque lié au crédit d'impôt recherche

Nature et incidence du risque

La Société bénéficie de divers dispositifs fiscaux parmi lesquels (i) le crédit impôt recherche (le « CIR ») pour un montant de 4 812 milliers d'euros au titre de l'exercice 2023, 3 981 milliers d'euros au titre de l'exercice 2022, et de 2 889 milliers d'euros au titre de l'exercice 2021 ainsi que (ii) le crédit d'impôt innovation (le « CII ») pour un montant de 8 milliers d'euros au titre de l'exercice 2023, 10 milliers d'euros au titre de l'exercice 2022, et de 12 milliers d'euros au titre de l'exercice 2021. Par ailleurs au titre de l'exercice 2024, la Société devrait bénéficier de 4 480 milliers d'euros de CIR et 9 milliers d'euros de CII (montants enregistrés en 2024 mais qui seront perçus en 2025).

Dans l'hypothèse où l'administration fiscale remettrait en cause l'éligibilité aux dispositifs fiscaux mentionnés, la Société pourrait être contrainte de rembourser toute ou partie des montants des crédits d'impôts obtenus avec, le cas échéant, l'application de pénalités et intérêts de retard. Par ailleurs, la Société pourrait ne pas bénéficier des tels avantages dans les années à venir ou tout au moins à de tels niveaux, ce qui pourrait la conduire à modifier voire décaler certains programmes de R&D.

La survenance de tels événements pourrait pénaliser l'activité, les résultats et la situation financière de la Société.

Dispositifs de maîtrise du risque

La Société estime qu'elle est en mesure de défendre ses dossiers CIR et CII en cas de contrôle fiscal en exposant les critères retenus pour notamment déterminer l'éligibilité des projets retenus, de même que le montant des coûts salariaux intégrés pour le calcul du CIR.

Par ailleurs, la Société a fait appel depuis de l'année 2021 à un prestataire extérieur (i) pour l'accompagner dans la préparation de sa déclaration et la rédaction de son dossier de recherche.

Risque de liquidité

Nature et incidence du risque

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne soit pas en mesure de faire face à ses besoins de trésorerie en fonction de ses ressources disponibles.

Compte tenu des éléments suivants :

- un endettement financier net de -6,6 millions d'euros au 31 décembre 2024, y inclus une trésorerie de 4 millions d'euros et un endettement financier de 10,6 millions d'euros, intégralement à taux fixe, dont :
 - 1,9 millions d'euros à moins d'un an ;
 - trois Prêts Garantis par l'Etat (PGE) souscrits en 2020 pour un montant de 4 millions d'euros (dont 1,4 millions d'euros restant dus au 31 décembre 2024) ;
 - quatre Prêts participatifs relais (PPR) souscrits en 2023 pour un montant de 4,5 millions d'euros dont le remboursement débutera à compter du dernier trimestre 2027 ;
 - quatre Prêts de financements d'immobilisations pour un total de 4,15 millions d'euros (dont 3,6 restant dus au 31 décembre 2024) ;
 - les contrats de crédit de la Société ne comportent pas de clause de défaut (« covenants ») ;
- l'encaissement de ses créances de Crédit d'Impôt Recherche et de Crédit d'Impôt Innovation 2024, soit 4,49 millions d'euros attendu en 2025 ;
- l'apurement des créances clients, notamment des plus anciennes, et en particulier le respect du calendrier de paiement ;
- la mise en place et le suivi du plan d'économies de la Société ;

le Groupe a procédé à une revue de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses obligations au cours des 12 prochains mois. Ainsi, la Société serait en mesure de tenir ses engagements en termes de besoins de trésorerie.

Dispositifs de maîtrise du risque

La Société pourrait rechercher des financements alternatifs, notamment auprès des partenaires bancaires.

La Société a renforcé son process de recouvrement des créances clients.

Le plan d'économie de la Société fait l'objet d'un suivi strict et régulier.

Risque de dilution

Nature et incidence du risque

Dans le cadre de sa politique de motivation de ses dirigeants et de ses salariés, la Société a émis et attribué en 2019 à près de 80 salariés et dirigeants des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (les « **BSPCE** »), et des plans de options de souscription d'actions à destination des salariés et dirigeants des filiales américaines et singapouriennes.

En 2024, pour poursuivre sa politique de motivation et afin d'attirer des compétences complémentaires, la Société a procédé, à de nouvelles attributions d'instruments financiers donnant accès au capital de la Société (émissions de BSPCE, d'options de souscription d'actions (stock-options) à près de 200 employés en France et dans les filiales. En complément, la Société a également émis, en 2024, des bons de souscription d'actions (les « **BSA** ») pour certains consultants identifiés.

Pour poursuivre sa politique de motivation et afin d'attirer des compétences complémentaires, la Société pourrait procéder, à de nouvelles attributions d'instruments financiers donnant accès au capital de la Société (actions gratuites, actions de performance, émissions de bons, etc.), pouvant entraîner une dilution supplémentaire.

A la date du présent rapport, l'exercice potentiel de ces valeurs mobilières donnant accès au capital par leurs titulaires entraînerait la dilution suivante :

	Nombre d'actions composant le capital social	En cas d'exercice des BSPCE émis en 2019	En cas d'exercice des options de souscription d'actions émises en 2019	En cas d'exercice des BSPCE émis en 2024	En cas d'exercice des options de souscription d'actions émises en 2024	En cas d'exercice des BSA émis en 2024	TOTAL
Nombre d'actions créées	12 541 686	347 000	323 876	437 000	188 000	32 000	1 327 876
Capital social après émission des actions nouvelles	-	12 888 686	12 865 562	12 978 686	12 729 686	12 573 686	13 869 562
Dilution	-	2,69%	2,52%	3,37%	1,48%	0,25%	9,57%

Dispositifs de maîtrise du risque

Les délégations octroyées par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 12 juin 2024 permettant au conseil d'administration d'attribuer des stock-options, des BSPCE, des BSA, des actions gratuites prévoient un plafond commun.

1.8 ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE ET LA DATE D'ÉTABLISSEMENT DU RAPPORT

Gestion des créances clients :

Concernant le client dont il est question en point 1.2, à la date du présent rapport, la créance de 4.2 m€ a été réglée à hauteur de 1.9 m€.

La direction considère que la probabilité de recouvrement du solde de la créance est élevée.

1.9 ÉVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Au vu des gains ainsi attendus sur les principales offres, et malgré un contexte sectoriel qui reste exigeant notamment du côté des opérateurs télécoms, Broadpeak estime être en mesure d'afficher cette année un chiffre d'affaires en croissance.

Le Groupe entend parallèlement poursuivre les efforts portés à l'amélioration de sa rentabilité. L'exercice 2025, qui connaîtra le plein effet de la baisse des effectifs externes engagée en 2024 associé à la croissance attendue de l'activité, devrait ainsi être marqué par le retour de l'EBITDA de Broadpeak en territoire positif.

À horizon 2027, le Groupe réitère ses objectifs financiers, visant un chiffre d'affaires supérieur à 50 M€, dont 50% de revenus récurrents (SaaS et Maintenance), assorti d'une marge d'EBITDA de l'ordre de 15%.

CHAPITRE 2 - FILIALES ET PARTICIPATIONS

Le tableau ci-dessous présente les filiales et participations au 31 décembre 2024 :

Nom	SIREN	31/12/2024		31/12/2023	
		Taux de contrôle	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Taux d'intérêt
Broadpeak SAS	524 473 063	Société mère			
Broadpeak Asie Pacifique - Singapour		100%	100%	100%	100%
Broadpeak Video System Corp - USA		100%	100%	100%	100%
Broadpeak Video System - Canada		100%	100%	100%	100%
IG : Intégration Globale					

Au 31 décembre 2024 le Groupe ne détient pas de participations non consolidées.

2.1 ACTIVITES DES FILIALES DE LA SOCIETE

Vous trouverez dans le présent paragraphe une description de l'activité et des résultats des Filiales au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Broadpeak Video Systems Canada Incorporated

Broadpeak Video Systems Canada Incorporated est une société par actions de droit canadien créée en 2021 (numéro d'enregistrement : 1176300516), basée à Montréal au Québec (700-1980 rue Sherbrooke O), dont l'activité est la prospection commerciale et la mise en place d'une équipe technique sur le territoire canadien.

Son exercice clos le 31 décembre 2024 s'est soldé par un bénéfice net de 16,8 milliers d'euros contre un bénéfice net de 8,1 milliers d'euros en 2023.

Broadpeak Video Systems Corporation

Broadpeak Video Systems Corporation est une société de droit américain créée en 2015 (numéro d'enregistrement 20161060366) et dont le siège est basé à New-York aux États-Unis (27 E 28th St 8th Floor, # 16033), dont l'activité est la prospection commerciale et le support clients aux États-Unis.

Son exercice clos le 31 décembre 2024 s'est soldé par un bénéfice net de 268 milliers d'euros contre un bénéfice net de 240,6 milliers d'euros en 2023.

Broadpeak Asia Pacific Limited

Broadpeak Asia Pacific Limited est une société créée en 2012 (numéro d'enregistrement : 201305715E) et basée à Singapour (3 CHURCH STREET #29-00), dont l'activité est la prospection commerciale et le support clients en Asie.

Son exercice clos le 31 décembre 2024 s'est soldé par un bénéfice net de 103,8 milliers d'euros contre un bénéfice net de 74 milliers d'euros en 2023.

2.2 PRISE DE PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES DANS DES SOCIETES AYANT LEUR SIEGE SOCIAL EN FRANCE OU PRISE DU CONTROLE DE TELLES SOCIETES

Conformément à l'article L. 233-6 du Code de commerce, nous vous précisons que la Société n'a réalisé aucune prise de participation dans des sociétés ayant leur siège social en France au cours de l'exercice. La Société rappelle qu'elle ne détient pas de participation autre que ses Filiales.

2.3 ALIENATION D'ACTIONS INTERVENUES A L'EFFET DE REGULARISER LES PARTICIPATIONS CROISEES

Néant.

CHAPITRE 3 - INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

Vous voudrez bien trouver ci-dessous le tableau présentant le solde des dettes à l'égard des fournisseurs et des créances clients de la Société par date d'échéance au 31 décembre 2024 en application des articles L. 441-14 et D. 441-6 du Code de commerce :

Article D. 441 I. - 1° du Code de commerce : Factures <u>recues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu							Article D. 441 I. - 2° du Code de commerce : Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)		0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranche de retard de paiement												
Nombres de factures concernées	80				442		76					253
Montant total TTC des factures concernées	2 109 345.33€	374 926.08€	593 383.21€	-353 290.92€	2 564 327.22€	3 179 345.59€	927 403.39€	1 777 739.58€	324 871.06€	290 090.96€	5 462 326.06€	7 844 327.66€
% du montant total des achats TTC de l'exercice	8.62%	1.53%	2.43%	-1.44%	10.48%	12.99%						
% du chiffre d'affaires TTC de l'exercice							2.32%	4.44%	0.81%	1.07%	0.15%	19.58%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues												
Montant HT total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement							30 jours, fin de mois					

CHAPITRE 4 - MONTANT DES DIVIDENDES DISTRIBUES AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

La Société n'a distribué aucun dividende au cours des trois derniers exercices.

CHAPITRE 5 - TABLEAU DES RESULTATS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Vous voudrez bien trouver ci-dessous le tableau des résultats des cinq derniers exercices requis en application de l'article R. 225-102 du Code de commerce :

RESULTATS (ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES) DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES EN EUROS					
Nature des indications	Exercice 31/12/2020	Exercice 31/12/2021	Exercice 31/12/2022	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2024
I. SITUATION FINANCIERE EN FIN D'EXERCICE					
a) Capital social	187 390,00 €	187 423,00 €	249 928,00 €	250 834,00 €	250 834,00 €
b) Nombres des actions ordinaires existantes	18 738 969	18 742 250	12 496 406	12 541 686	12 541 686
c) Nombres des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
d) Nombre d'obligations convertibles en actions	2 545 454	2 545 454	-	-	-
Nombre maximal d'actions futures à créer	3 377 454	3 348 954	350 000	335 438	942 188
Par conversion d'obligations	2 545 454	2 545 454	-	-	-
Par exercice de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise	383 500	370 000	176 500	173 500	591 500
Par exercice d'options de souscriptions d'actions	448 500	433 500	173 500	161 938	320 688
Par exercice de bons de souscription d'actions	448 500	433 500	173 500	161 938	30 000
II. OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
a) Chiffre d'affaires hors taxe	23 962 710,00 €	33 127 156,00 €	41 901 108,00 €	39 040 733,00 €	39 379 698,00 €
b) Résultat avant impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions	234 554,00 €	2 448 826,00 €	- 461 237,00 €	- 5 428 239,00 €	- 3 555 805,00 €
c) Impôt sur les bénéfices	2 087 378,00 €	2 893 415,00 €	3 991 990,00 €	4 648 783,00 €	4 400 845,00 €
d) Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 791 927,00 €	3 739 404,00 €	1 132 745,00 €	- 4 568 762,00 €	- 4 445 118,00 €
e) Résultat distribué	- €	- €	- €	- €	- €
III. RESULTAT PAR ACTION					
a) Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,12 €	0,29 €	0,28 €	- 0,06 €	0,07 €
b) Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,10 €	0,20 €	0,09 €	- 0,36 €	- 0,35 €
c) Dividende attribué à chaque action	- €	- €	- €	- €	- €
IV. PERSONNEL					
a) Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	94	118	150	184	186
b) Montant de la masse salariale de l'exercice	6 256 814,00 €	8 229 244,00 €	10 197 146,00 €	12 295 756,00 €	13 051 536,00 €
c) Montant des sommes versées au titres des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales)	2 786 536,00 €	3 705 131,00 €	4 748 590,00 €	5 281 795,00 €	5 819 638,00 €

CHAPITRE 6 - REPARTITION DU CAPITAL ET ACTIONS D'AUTOCONTROLE

6.1 REPARTITION DU CAPITAL AU 31 DECEMBRE 2024

Le tableau ci-dessous présente la répartition du capital et des droits de vote de la Société au 31 décembre 2024 :

Actionnaires	Actions		Droits de vote réels			
	Nbre actions	Pourcentage	Actions à droits de vote simple	Actions à droits de vote double	Total droits de vote	Pourcentage
Jacques LE MANCQ	3 144 659	25,07%	64 579	3 080 080	6 224 739	29,07%
Fabrice BELLANGER	1 249 526	9,96%	19 462	1 230 064	2 479 590	11,58%
Dominique COLOMBEL	460 762	3,67%	-	460 762	921 524	4,30%
Pierre-Jean GUERY	460 762	3,67%	-	460 762	921 524	4,30%
Ronan RIOU	460 762	3,67%	-	460 762	921 524	4,30%
Pierre PARIOULEAU	455 762	3,63%	-	455 762	911 524	4,26%
Fondateurs	6 232 233	49,69%	84 041	6 148 192	12 380 425	57,81%
EUTELSAT SA	1 757 563	14,01%	-	1 757 563	3 515 126	16,41%
Vantiva (précédement Technicolor Delivery Technolo	1 022 500	8,15%	-	1 022 500	2 045 000	9,55%
Autres salariés nominatifs	4 219	0,03%	-	4 219	8 438	0,04%
Autodétention	59 574	0,48%	-	-	-	0,00%
Flottant	3 465 597	27,63%	3 464 482	1 115	3 466 712	16,19%
Total	12 541 686	100,00%	3 548 523	8 933 589	21 415 701	100,00%

A la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés ci-dessus ne détient plus de 5% du capital et des droits de vote de la Société.

Chaque action donne droit à une voix. Le nombre de voix dont peut disposer chaque actionnaire n'est pas limité. Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux (2) ans au moins au nom d'un même actionnaire.

6.2 FRANCHISSEMENT DE SEUILS LEGAUX

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, aucune déclaration de franchissement seuil n'a été réalisée auprès de la Société en application des dispositions de l'article L. 233-7 du Code de commerce.

6.3 ACTIONNARIAT SALARIE AU TITRE DES PLANS DE LA SOCIETE

Vous trouverez ci-dessous les informations requises en application de l'article L. 225-102 du Code de commerce.

Comme détaillé au chapitre 10 ci-dessous, certains salariés ou anciens salariés de la Société sont devenus actionnaires par exercice d'options de souscription d'actions, de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise ou par acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement.

Au 31 décembre 2024 et à la connaissance de la Société, l'actionnariat salarié au titre de plans de la société représente environ [0,03] % du capital social et des droits de vote de la Société à cette date.

6.4 INFORMATIONS RELATIVES A L'AUTOCONTROLE

Programme de rachat d'actions

Ces actions propres ont été acquises dans le cadre d'un programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 12 juin 2024, dans sa neuvième (9^e) résolution, conformément aux articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce.

Ce programme a, par ordre de priorité, les objectifs suivants :

- favoriser la liquidité et animer le cours des titres de la Société sur le marché Euronext Growth Paris, ou sur tout autre marché, par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- remettre les titres rachetés en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ;
- attribuer des actions aux salariés ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés française ou étrangères ou groupements qui lui sont liés selon les conditions légales et réglementaires, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, de plans d'actionnariat salarié ou de plans d'épargne entreprise, du régime des options d'achat d'actions ou par voie d'attribution d'actions gratuites ou toute autre condition permise par la réglementation ;
- attribuer les actions rachetées lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toutes autres manières, à des actions existantes à émettre de la Société ;
- annuler totalement ou partiellement les actions par voie de réduction du capital social dans le cadre de l'autorisation donnée par la quatorzième (14^e) résolution de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 12 juin 2024 ;
- le cas échéant, attribuer des actions rachetées dans le cadre de la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers et qui serait conforme à la réglementation en vigueur au moment du rachat effectif des actions, étant précisé que dans une telle hypothèse la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué de presse.

La durée du programme est de 18 mois maximum à compter de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 12 juin 2024 et expirant, soit au jour où toute assemblée générale de la Société adopterait un nouveau programme de rachat d'actions soit, à défaut, le 12 décembre 2025. Le pourcentage de rachat maximum autorisé s'élève à 10% du capital. Le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5% de son capital social.

Actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité

Au 31 décembre 2024, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- nombre d'actions : 59.574 titres ;
- solde en espèce du compte de liquidité : 14 735,35 euros.

CHAPITRE 7 - RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 alinéa 6 du Code de commerce, vous trouverez dans le présent paragraphe le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Nous vous rappelons que les actions de la Société sont admises aux négociations sur Euronext Growth Paris, système multilatéral de négociation organisé. En conséquence, le présent paragraphe comporte les informations requises par les articles L. 225-37-4 et suivants du Code de commerce et par articles L. 22-10-10 et suivants du Code de Commerce.

7.1 COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION GENERALE

7.1.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au 31 décembre 2024, le conseil d'administration est composé des sept membres suivants :

Nom	Mandat	Age	Membre indépendant ⁽¹⁾	Date d'entrée au conseil d'administration	Date d'expiration du mandat actuel ⁽²⁾
Jacques Le Mancq	Président directeur général	51		2022	2025
Fabrice Bellanger	Administrateur	47		2022	2025
Dominique Colombel	Administrateur	62		2022	2025
Eutelsat SA représenté par Jean-Hubert Lenotte	Administrateur	57		2022	2027
Vantiva Technologies représenté par Christian Lefebvre	Administrateur	58		2022	2027
Pascal Portelli	Administrateur	54	✓	2022	2025
Immaculada Casero Egidio	Administrateur	53	✓	2023	2025

(1) Au regard de la recommandation n°3 du Code Middlednext.

(2) Le mandat d'administrateur expire à l'issue de l'assemblée générale annuelle devant statuer sur les comptes du dernier exercice clos.

Le conseil d'administration, lors de sa réunion du 19 janvier 2024, a constaté que Monsieur François Allain remplace Monsieur Christian Lefebvre en tant que représentant permanent au conseil d'administration de Vantiva Technologies (précédemment dénommée Technicolor Delivery Technologies).

Le conseil d'administration, lors de sa réunion du 29 janvier 2025, a constaté que Monsieur Frederic Chapelard remplace Monsieur François Allain en tant que représentant permanent au conseil d'administration de Vantiva Technologies.

7.1.2 DIRECTION GENERALE

Modalité d'exercice de la direction générale

En vertu de l'article L. 225-51-1 du Code de commerce et de l'article 13 des statuts, le conseil d'administration doit, à la majorité des administrateurs présents et représentés, délibérer sur les modalités d'exercice de la direction générale qui doit être assumée, sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration soit par une autre personne physique nommé par le conseil d'administration et qui prend le titre de directeur général.

Le conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion du 8 avril 2022, a décidé que la direction générale de la Société sera assumée, sous sa responsabilité, par le président du conseil d'administration qui prendra en conséquence le titre de président directeur général.

En application de l'article 13 des statuts le choix d'exercice de la direction générale de la Société ainsi retenue est valable jusqu'à décision contraire du conseil d'administration.

Composition de la direction générale au 31 décembre 2024

Au 31 décembre 2024, la direction générale de la Société était composée ainsi :

Nom	Mandat	Date de début du mandat	Date d'expiration du mandat
Jacques Le Mancq	Président directeur général	8 juin 2022	Assemblée générale 2025

7.2.3 LISTE DES MANDATS

Monsieur Jacques Le Mancq, président directeur général (51 ans)

Après un Master en Sciences Economique et un Diplôme d'Ingénieur en Informatique et Communication, Jacques Le Mancq rejoint Tektronix en tant que chef de projet aux Etats- Unis en 1997. Il rejoint Thales Broadcast & Multimédia puis Technicolor en tant que responsable Marketing en charge des produits Vidéo avant de prendre la direction de la ligne de produits serveurs dédiés à la vidéo à la demande. Porteur du projet d'essaimage, il co-crée Broadpeak en 2010.

<i>Autres mandats et fonctions exercés au 31 décembre 2024</i>		
Fonctions	Sociétés	Dates de début
Président	SAS Moviepeak (en tant que représentant de DoubleDown)	18/11/2021
Gérant	SCI Peakxy	6/04/2017
Président	SAS DoubleDown	29/09/2021
<i>Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années</i>		
Fonction	Sociétés	Dates
Néant		
Nombres d'actions détenues au 31 décembre 2024 : 3.144.659		

Monsieur Fabrice Bellanger, administrateur (47 ans)

Diplômé d'un DUT d'ingénierie électrique et d'un Master en business International. Après un passage chez Canal+ Technologies (responsable produit), il rejoint Thales Broadcast & Multimedia en tant que

responsable des ventes (zone Europe de l'Ouest), puis Technicolor en charge notamment de la ligne de produits IPTV. Il co-fonde Broadpeak en 2010, et en est désormais le Directeur des ventes International.

Autres mandats et fonctions exercés au 31 décembre 2024		
Fonctions	Sociétés	Dates de début
Président	SAS Exallis	3 octobre 2021
Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années		
Fonction	Sociétés	Dates
Néant		
Nombres d'actions détenues au 31 décembre 2024 : 1.249.526		

Monsieur Dominique Colombel, administrateur (62 ans)

Dominique Colombel a commencé sa carrière de responsable de l'ingénierie en 1998 chez Thales Broadcast & Multimedia puis au sein de Technicolor en 2009 en tant que responsable technique des serveurs vidéos avant de co-fonder Broadpeak en 2010. Il est le Directeur technique et R&D du Groupe jusqu'au 31 janvier 2025 date à laquelle il partira à la retraite tout en restant administrateur.

Autres mandats et fonctions exercés au 31 décembre 2024		
Fonctions	Sociétés	Dates de début
Néant		
Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années		
Fonction	Sociétés	Dates
Néant		
Nombres d'actions détenues au 31 décembre 2024 : [460.762]		

Monsieur Jean-Hubert Lenotte, représentant permanent de Eutelsat SA, administrateur (57 ans)

Master de sciences économiques à Sciences Po et diplômé de l'Ecole Polytechnique. Jean-Hubert Lenotte a commencé sa carrière en Belgique au sein du groupe Bouygues en tant que conducteur de travaux. Il a ensuite rejoint Bouygues Telecom en prenant notamment la tête de l'équipe pricing. Il a rejoint McKinsey & Company en 1997, dont il a été élu Directeur Associé en 2004, et où il exercé diverses fonctions au sein de la practice TMT. Il a rejoint Eutelsat en 2013, dont il est membre du Comité Exécutif et Directeur de la Stratégie et des Ressources. Il a également siégé au Conseil d'Administration de OneWeb.

Autres mandats et fonctions exercés au 31 décembre 2024		
Fonctions	Sociétés	Dates de début
Néant		
Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années		
Fonction	Sociétés	Dates
Administrateur	OneWeb	2022-2023
Nombres d'actions détenues au 31 décembre 2024 : [4.250] ⁽¹⁾		

(1) Au 31 décembre 2024 et à la connaissance de la Société, Monsieur Jean-Hubert Lenotte détient [4.250] actions de la Société et la société Eutelsat SA détient [1.757.563] actions.

Monsieur Frederic Chapelard, représentant permanent de Vantiva Technologies, administrateur ([50] ans)

Diplômé de Télécom SudParis, Frédéric Chapelard a commencé sa carrière chez Alcatel au sein de la division Réseaux Mobiles. Au cours de ses 25 années passées au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie, il a occupé divers postes de responsabilité chez Alcatel, Alcatel-Lucent et Nokia, allant de la gestion du déploiement de grands projets à la direction opérationnelle et commerciale de régions, ainsi qu'à des fonctions de responsable pays pour le groupe. Durant ces années, il a siégé aux conseils d'administration de la Fondation Alcatel-Lucent et de la Chambre de Commerce et d'Industrie France-Indonésie, et a été membre des Conseillers du Commerce Extérieur. Il a rejoint Vantiva en 2022, où, après avoir dirigé le programme d'intégration post-fusion de la division Home Networks de Commscope en 2023, il est désormais responsable des activités de transformation du groupe.

Autres mandats et fonctions exercés au 31 décembre 2024		
Fonctions	Sociétés	Dates de début
N/A		
Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années		
Fonction	Sociétés	Dates
N/A		
Nombres d'actions détenues au 31 décembre 2024 : [0] ⁽¹⁾		

(1) Au 31 décembre 2024 et à la connaissance de la Société, Monsieur Frederic Chapelard [ne détient pas d'actions de la Société] et la société Vantiva Technologies détient [1.022.500] actions.

Monsieur Pascal Portelli, administrateur indépendant (55 ans)

Diplômé de l'Ecole Polytechnique et Ecole Nationale des Ponts et Chaussées ainsi que d'un Master de Sciences à Stanford University. Après un passage à la Direction générale du Trésor, Pascal Portelli a rejoint les équipes Thomson dans des fonctions financières puis opérationnelles en France et aux Etats-Unis. Il a occupé des fonctions de Direction au sein de Technicolor, dont les équipes systèmes connectés. Il a notamment eu en charge l'intégration de la division Connected Devices reprise à Cisco en 2015. Embauché par Delta Dore (solutions de domotique) en tant que directeur des opérations en 2017, il en est devenu le Président du Directoire début 2018.

Autres mandats et fonctions exercés au 31 décembre 2024		
Fonctions	Sociétés	Dates de début
Président du directoire	Delta Dore Finance	1 ^{er} mai 2018
Directeur Général	Delta Dore, SA	7 juin 2018
Membre du directoire	Rademacher Geräte Elektronik GmbH (anciennement Rademacher Beteiligungs)	1 ^{er} mars 2018
Vice-Président	Ignes	
Membre du comité directeur	Medef 35	
Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années		
Fonction	Sociétés	Dates
Président du conseil d'administration	AS2D	2028-2024
Nombres d'actions détenues au 31 décembre 2024 : [0]		

Madame Inmaculada Casero, administratrice indépendante (53 ans)

Inmaculada Casero est diplômée de l'Universidad de Castilla La Mancha (Cuenca, Espagne) en droit et en administration des affaires, et de la Harvard Business School (Boston, MA, États-Unis) en leadership organisationnel. Elle est directrice adjointe des Ressources Humaines de Groupe Capgemini depuis le 1er janvier 2021. Elle a rejoint le Comité exécutif du Groupe en juillet 2023. Elle est notamment en charge de piloter l'agenda des Ressources Humaines pour la Direction des Opérations du Groupe ainsi que pour ses entités stratégiques (Strategic Business Unit : SBU). Auparavant, de 2017 à 2020, elle était responsable des Ressources Humaines pour l'Europe et des Relations Sociales du Groupe, après avoir piloté les 26 Ressources Humaines de la ligne d'activité Services applicatifs de la région Europe continentale en 2016. Inma Casero a rejoint Capgemini en 2012 en qualité de responsable des Ressources Humaines de la ligne d'activités Services d'infrastructure où elle était en charge des projets de transformation. Avant de rejoindre Capgemini, Inmaculada Casero a passé la majeure partie de sa carrière professionnelle chez Technicolor (anciennement Thomson) où elle a acquis une expérience clé dans la direction d'équipes culturellement diverses- aussi bien aux États-Unis, en Amérique latine, dans la région EMEA qu'en Asie-Pacifique – ainsi qu'un solide bagage en droit du travail dans ces mêmes régions.

Autres mandats et fonctions exercés au 31 décembre 2024		
Fonctions	Sociétés	Dates de début
Néant		
Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années		
Fonction	Sociétés	Dates
Néant		
Nombres d'actions détenues au 31 décembre 2024 : [0]		

7.2 RAPPORT SUR LES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Le tableau ci-dessous présente, de façon synthétique, les délégations accordées au conseil d'administration comme décrit au paragraphe 7.1 du présent rapport de gestion, par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire (ci-après l'« **AGM** ») de la Société lors de ses réunions du 15 juin 2023 et du 12 juin 2024. Il est rappelé le procès-verbal de ladite assemblée est disponible sur le site Internet de la Société à la rubrique « investisseur » (www.broadpeak.tv).

Délégations données au conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire	Montant nominal max augmentation de capital	Echéance de la délégation	Utilisation des délégations faites par le conseil/Nombre d'actions émises	Modalités de détermination du Prix
1. Émission d'actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaire (9 ^e résolution de l'AGM du 15 juin 2023)	125.000 € ⁽¹⁾	15 août 2025	Non utilisée	Selon les conditions légales (prix au moins égal à la valeur nominale de l'action à la date d'émission des valeurs mobilières)

Délégations données au conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire	Montant nominal max augmentation de capital	Echéance de la délégation	Utilisation des délégations faites par le conseil/Nombre d'actions émises	Modalités de détermination du Prix
2. Émission d'actions ordinaires et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel par offre au public autres que celles visées à l'article L. 411-2 1° du Code monétaire et financier (10 ^e résolution de l'AGM du 15 juin 2023)	125.000 € ⁽¹⁾	15 août 2025	Non utilisée	Fixé par le conseil d'administration et au moins égal à la moyenne des cours moyens pondérés par les volumes des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission éventuellement diminuée d'une décote maximale de 20%
3. Émission des actions ordinaires et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression de droit préférentiel de souscription par une offre visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (11 ^e résolution de l'AGM du 15 juin 2023)	125.000 € ⁽¹⁾ ou 20% du capital par an ⁽³⁾	15 août 2025	Non utilisée	Fixé par le conseil d'administration et au moins égal à la moyenne des cours moyens pondérés par les volumes des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission éventuellement diminuée d'une décote maximale de 20%

Délégations données au conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire	Montant nominal max augmentation de capital	Echéance de la délégation	Utilisation des délégations faites par le conseil/Nombre d'actions émises	Modalités de détermination du Prix
4. Émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes ⁽³⁾ (11 ^e résolutions de l'AGM du 12 juin 2024)	125.000 € ^{(1) (2)}	12 décembre 2025	Non utilisée	Fixé par le conseil d'administration et au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des cours des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission éventuellement diminuée d'une décote maximale de 20%
5. Augmentation du nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires (12 ^e résolution de l'AGM du 12 juin 2024)	15 % du montant de l'émission initiale ⁽²⁾	12 août 2026	Non utilisée	Modalités correspondantes à celles des délégations présentées en 1 à 4 ci-dessus selon le cas
6. Augmentation de capital par incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes (14 ^e résolutions de l'AGM du 15 juin 2023)	125.000 € ⁽¹⁾	15 août 2025	Non utilisée	Selon les conditions légales (prix au moins égal à la valeur nominale de l'action à la date d'émission des valeurs mobilières)
7. Emission de bons de souscription d'actions, des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions nouvelles et/ou existantes et/ou des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions nouvelles et/ou existantes remboursables avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes ⁽³⁾ (17 ^e résolutions de l'AGM du 15 juin 2023)	10% du capital ⁽⁵⁾	Caducue	32 000 bons de souscription d'actions (19 janvier 2024)	Fixé par le conseil d'administration et sera au moins égal à la moyenne des cours de clôture de l'action BROADPEAK aux trois (3) séances de bourse précédant le jour de la décision d'émission des bons

Délégations données au conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire	Montant nominal max augmentation de capital	Echéance de la délégation	Utilisation des délégations faites par le conseil/Nombre d'actions émises	Modalités de détermination du Prix
Emission de bons de souscription d'actions, des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions nouvelles et/ou existantes et/ou des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions nouvelles et/ou existantes remboursables avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes ⁽³⁾ (15 ^e résolution de l'AGM du 12 juin 2024)	10% du capital ⁽⁶⁾	12 décembre 2025	Non utilisée	Fixé par le conseil d'administration et sera au moins égal à la moyenne des cours de clôture de l'action BROADPEAK aux trois (3) séances de bourse précédant le jour de la décision d'émission des bons
8. Attribution gratuite d'actions nouvelles ou existantes de la Société (16 ^e résolution de l'AGM du 12 juin 2024)	10% du capital ⁽⁶⁾	12 août 2027	Néant	Gratuit
9. Emission d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société (19 ^e résolution de l'AGM du 15 juin 2023)	10% du capital ⁽⁵⁾	Caducue	188.000 options de souscription d'actions (19 janvier 2024)	Fixé par le conseil d'administration le jour où les options seront consenties conformément aux modalités prévues par l'article L. 225-177 du Code de commerce

Délégations données au conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire	Montant nominal max augmentation de capital	Echéance de la délégation	Utilisation des délégations faites par le conseil/Nombre d'actions émises	Modalités de détermination du Prix
Emission d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société (17 ^e résolution de l'AGM du 12 juin 2024)	10% du capital (6)	12 août 2027	Non utilisée	Fixé par le conseil d'administration le jour où les options seront consenties conformément aux modalités prévues par l'article L. 225-177 du Code de commerce
10. Attribution de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (« BSPCE ») (20 ^e résolution de l'AGM du 15 juin 2023)	10% du capital (5)	Caduque	437.000 BSPCE (19 janvier 2024)	Fixé par le conseil d'administration le jour où ces BSPCE seront attribués, étant précisé que ce prix devra être au moins égal au plus élevé des montants suivants : (i) soit le prix d'émission des titres lors de toute augmentation de capital réalisée par la Société dans les six mois précédant l'attribution des BSPCE ; (ii) soit, à défaut de réalisation d'une telle augmentation de capital, la moyenne des cours de clôture des trois dernières séances de bourse précédant la date d'attribution des BSPCE.

Délégations données au conseil d'administration par l'assemblée générale extraordinaire	Montant nominal max augmentation de capital	Echéance de la délégation	Utilisation des délégations faites par le conseil/Nombre d'actions émises	Modalités de détermination du Prix
Attribution de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (« BSPCE ») (18 ^e résolution de l'AGM du 12 juin 2024)	10% du capital ⁽⁶⁾	12 décembre 2025	Non utilisée	Fixé par le conseil d'administration le jour où ces BSPCE seront attribués, étant précisé que ce prix devra être au moins égal au plus élevé des montants suivants : (i) soit le prix d'émission des titres lors de toute augmentation de capital réalisée par la Société dans les six mois précédant l'attribution des BSPCE ; (ii) soit, à défaut de réalisation d'une telle augmentation de capital, la moyenne des cours de clôture des trois dernières séances de bourse précédant la date d'attribution des BSPCE
11. Emission d'actions au profit des adhérents au plan d'épargne entreprise (20 ^e résolution de l'AGM du 12 juin 2024)	125.000 € ⁽²⁾	12 août 2026	Non utilisée	Fixé par le conseil d'administration conformément aux dispositions légales

(1) Ce montant s'impute sur le plafond global d'augmentation de capital de 125.000 euros prévu par la quinzième (15^e) résolution de l'AGM du 15 juin 2023.

(2) Ce montant s'impute sur le plafond global d'augmentation de capital de 125.000 euros prévu par la treizième (13^e) résolution de l'AGM du 12 juin 2024.

(3) La catégorie de personnes a été définie comme suit : sociétés et fonds d'investissement de droit français ou étranger (en ce compris, sans limitation, tout FCPI, FCPR ou FIP) (i) investissant à titre habituel ou (ii) ayant investi au cours des 60 derniers mois plus de 1 million d'euros, dans des valeurs de croissance dites « small caps » (c'est-à-dire dont la capitalisation, lorsqu'elles sont cotées, n'excède pas un milliard

d'euros (1.000.000.000 €)) liées au secteur des technologies ou des logiciels, participant à l'émission pour un montant unitaire d'investissement supérieur à 100.000 euros (prime d'émission incluse) ; étant précisé que le Conseil d'administration fixera la liste précise des bénéficiaires au sein de cette catégorie de bénéficiaires ainsi que le nombre de titres à attribuer à chacun d'eux

- (4) La catégorie de personnes a été définie comme suit : les administrateurs de la Société et/ou les prestataires ou consultants ayant signé un contrat avec la Société.*
- (5) Ce montant s'impute sur le plafond commun de 10% du capital social prévu par la vingt-et-unième (21^e) résolution de l'AGM du 15 juin 2023.*
- (6) Ce montant s'impute sur le plafond commun de 10% du capital social prévu par la dix-neuvième (19^e) résolution de l'AGM du 12 juin 2024.*

7.3 CONVENTIONS CONCLUES AVEC LES MANDATAIRES SOCIAUX

Conventions réglementées

Les conventions réglementées visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce sont décrites au paragraphe 12 du présent rapport.

Conventions intervenues entre un mandataire social de la Société ou un actionnaire détenant plus de 10% et une société dont la Société détient, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital

Néant.

7.4 DECLARATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

7.4.1 CODE DE GOUVERNANCE

Dans un souci de transparence et d'information du public, depuis notamment l'admission de ses actions aux négociations sur le marché Euronext Growth à Paris en juin 2022, la Société a engagé une réflexion d'ensemble relative aux pratiques du gouvernement d'entreprise.

Dans ce cadre, la Société a choisi de se référer volontairement aux principes de gouvernement d'entreprise tels que définis par le code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites de Middledenext de septembre 2021 (ci-après le « **Code Middledenext** »).

Le tableau de synthèse ci-dessous décrit la mise en œuvre des recommandations du Code Middledenext par la Société selon les critères suivants :

- les recommandations « Appliquée » qui sont d'ores-et-déjà mises en œuvre par la Société ;
- les recommandations « En cours de réflexion » qui doivent faire l'objet d'un débat au sein du conseil d'administration afin de définir si elles seront appliquées ou non ;
- les recommandations « Non appliquée » qui ne seront pas mises en œuvre ou dont l'application est impossible.

Recommandations du Code Middlednext	Appliquée	En cours de réflexion	Non appliquée
I. Le pouvoir de « surveillance »			
R1 : Déontologie des membres du Conseil	✓		
R2 : Conflits d'intérêts	✓		
R3 : Composition du Conseil – Présence des membres indépendants au sein du Conseil	✓		
R4 : Information des membres du Conseil	✓		
R5 : Formation des « membres du Conseil »	✓		
R6 : Organisation des réunions du Conseil et des Comités	✓		
R7 : Mise en place des Comités		✓	
R8 : Mise en place d'un comité spécialisé sur la Responsabilité sociale/sociétale et environnementale des Entreprises (« RSE »)		✓	
R9 : Mise en place d'un règlement intérieur du Conseil	✓		
R10 : Choix de chaque membre du Conseil	✓		
R11 : Durée des mandats des membres du conseil - Durée des mandats adaptées à la société - Échelonnement des mandats	✓ ✓		
R12 : Rémunérations des membres du Conseil	✓		
R13 : Mise en place d'une évaluation des travaux du Conseil	✓		
R14 : Relations avec les actionnaires	✓		
II. Le pouvoir exécutif			
R15 : Politique de diversité et d'équité au sein de l'entreprise	✓		
R16 : Définition et transparence de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux	✓		
R17 : Préparation de la succession des dirigeants	✓		
R18 : Cumul contrat de travail et mandat social	✓		
R19 : Indemnités de départ	✓		
R20 : Régime des retraites supplémentaires	✓		
R21 : Stock-options et attributions gratuites d'actions	✓		
R22 : Revue des points de vigilance	✓		

R1 : Les dispositions en la matière sont prévues dans le règlement intérieur adopté le 8 avril 2022.

R5 : Un plan de formation triennal des administrateurs a été mis en place par le conseil d'administration prenant en considération l'ensemble des besoins de formation sur des points techniques exprimés par les membres du conseil d'administration dans le cadre de l'accomplissement de leurs fonctions. La tenue des formations a été organisé par la Société et avec le support de l'IFA et de ses conseils.

R7 : Le conseil d'administration arrêtant les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 a décidé de ne pas instituer de comité spécialisé, compte tenu de la composition et de l'organisation actuelle du conseil d'administration. En l'absence de comités spécifiques la mission du comité d'audit et du comité RSE est assumée par le conseil d'administration. La mise en place d'éventuels comités est évaluée annuellement et, à la date du présent rapport, le conseil d'administration travaille sur la mise en place d'un comité RSE.

R8 : Le conseil d'administration a validé un plan de travail sur les orientations et actions relative à la politique RSE du Groupe pour l'année 2024. Le Conseil a décidé en 2024 de ne pas mettre en place un comité spécialisé sur la RSE notamment compte tenu de la taille de la Société. En conséquence, le conseil d'administration a assumé directement les fonctions du comité RSE et il prévoit, au moins une fois par an, une réunion spécifique sur ce sujet. La mise en place d'un comité spécialisé relative à la RSE est en cours d'élaboration par le conseil d'administration.

R11 : La durée des mandats des administrateurs est de trois ans. Toutefois, afin d'instaurer un échelonnement des mandats, il a été décidé de nommer certains administrateurs pour une durée de trois ans et d'autres pour une durée initiale d'un ou deux ans.

R15 : La Société va poursuivre sa politique visant à l'équilibre femmes hommes et à l'équité à chaque niveau hiérarchique de l'entreprise étant cependant précisé que compte tenu de l'activité de la Société, le recrutement de femmes s'avère compliqué car les candidats sont très majoritairement masculins.

R 17 : Le sujet de la succession du président directeur général a été discuté en conseil d'administration et un plan d'action a été mis en place. Il est revu annuellement et reconduit ou amandé, le cas échéant, par le conseil d'administration.

R18 : Messieurs Dominique Colombel et Fabrice Bellanger, administrateurs de la Société, ont conclu, préalablement à leur nomination le 8 avril 2022, un contrat de travail avec la Société au titre de leurs fonctions respectives de directeur technique R&D et de directeur des ventes international. Ces contrats de travail, qui correspondent à des fonctions techniques distinctes de leurs fonctions d'administrateurs, ont été maintenus en raison de leurs compétences et de leurs participations cruciales au développement des activités du Groupe.

R19 : le conseil d'administration a voté lors de sa réunion du 8 avril 2022, une indemnité de départ du président directeur général correspondant à sa rémunération fixe et variable brute moyenne totale perçue au cours des 12 (douze) derniers mois précédant la date de révocation.

Etant précisé qu'aucune indemnité de départ ne sera due dans les cas suivants :

- révocation pour une faute équivalente à une faute grave ou une faute lourde, telle que définie ou interprétée pour les salariés par les tribunaux et contrôlée par la Cour de cassation, en application des arrêts de sa chambre sociale et appliquée, le cas échéant, par analogie aux mandataires sociaux ;
- en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire de la Société ;
- en cas de départ à son initiative de la Société ou en cas de changement de fonctions au sein du Groupe ;

7.4.2 ADMINISTRATEURS INDEPENDANT

Conformément au Code Middlednext, le conseil d'administration a procédé à une revue de l'indépendance de ces administrateurs. A la date du présent rapport, les critères permettant de qualifier un membre du conseil d'indépendant sont les suivants :

Critères à apprécier	Jacques Le Mancq	Fabrice Bellanger	Dominique Colombel	Eutelsat SA	Vantiva Technologies	Pascal Portelli	Immaculada Casero Egido
Ne pas avoir été, au cours des cinq dernières années, et ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la société ou d'une société de son groupe	✗	✗	✗	✓	✓	✓	✓
Ne pas avoir été, au cours des deux dernières années, et ne pas être en relation d'affaires significative avec la société ou son groupe (client, fournisseur, concurrent, prestataire, créancier, banquier, etc.)	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓

Critères à apprécier	Jacques Le Mancq	Fabrice Bellanger	Dominique Colombel	Eutelsat SA	Vantiva Technologies	Pascal Portelli	Immaculada Casero Egido
Ne pas être actionnaire de référence de la société ou détenir un pourcentage de droit de vote significatif	✗	✗	✓	✗	✗	✓	✓
Ne pas avoir de relation de proximité ou de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence	✗	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Ne pas avoir été, au cours des six dernières années, commissaire aux comptes de l'entreprise	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Conclusion sur le statut d'indépendant	Non	Non	Non	Non	Non	Oui	Oui

CHAPITRE 8 - OPERATIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS SUR LEURS TITRES

Conformément aux dispositions du Règlement (UE) n°596/2014 du 16 avril 2014 dit « règlement relatif aux abus de marché », les opérations réalisées par les personnes visées à l'article 19 dudit règlement sont déclarées auprès de l'Autorité des marchés financiers dans les conditions et selon les modalités prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers et par le règlement relatif aux abus de marché.

Ces déclarations sont publiées par l'Autorité des marchés financiers sur son site Internet (<https://www.amf-france.org>).

CHAPITRE 9 - REMUNERATIONS ET AVANTAGES ATTRIBUES AUX MANDATAIRES SOCIAUX ET PARTICIPATIONS AU CAPITAL

9.1 REMUNERATIONS ET AVANTAGES ATTRIBUES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Les tableaux ci-dessous présentent les rémunérations et avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux par la Société et ses filiales au cours des exercices clos les 31 décembre 2024 et 31 décembre 2023.

Tableau de synthèse de l'ensemble des rémunérations et des options et actions gratuites attribuées aux mandataires sociaux dirigeants

Une synthèse de l'ensemble des éléments de rémunération due et versée aux mandataires sociaux dirigeants de la Société au cours des exercices clos les 31 décembre 2024 et 31 décembre 2023 est présentée ci-après :

Nom	2024			2023		
	Rémunération fixe versée (en euros)	Rémunération variable versée (en euros sur performance 2023)	Avantages de toute nature versés (en euros)	Rémunération fixe versée (en euros)	Rémunération variable versée (en euros sur performance 2022)	Avantages de toute nature versés (en euros)
Membres en fonction à la date du présent rapport						
Jacques Le Mancq <i>Président directeur général</i>	126 573 €	0 € ⁽¹⁾	0 €	124 738 €	56 661 € ⁽²⁾	0
TOTAL	126 573 €	0 €	0 €	124 738 €	56 661 €	0

(1) Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la partie variable de la rémunération repose sur - la réalisation d'objectifs déterminés par le conseil d'administration en fonction de l'atteinte d'objectifs (i) financiers à hauteur de 80% lié au Free Cash-Flow et l'EBITDA et (ii) extra-financiers à hauteur de 20% sur (a) la définition d'une cible bilan carbone à l'horizon 2030, (b) d'améliorer l'indice égalité homme femme (pour 2023 82/100) ou construire un plan d'amélioration de la parité homme femme ; ainsi que (c) favoriser la mixité du Conseil d'Administration en identifiant une candidate au poste d'administrateur ou de censeur ; le niveau de réalisation des objectifs financiers déterminé par le conseil d'administration n'est pas rendu public pour des raisons de confidentialité.

(2) Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023, la partie variable de la rémunération repose sur - la réalisation d'objectifs déterminés par le conseil d'administration en fonction de l'atteinte d'objectifs (i) financiers à hauteur de 80% lié au chiffre d'affaire et l'EBITDA et (ii) extra-financiers à hauteur de 20% sur la réalisation d'un bilan carbone et définir une cible à l'horizon 2030, d'améliorer l'indice égalité homme femme (pour 2022 89/100) ou construire un plan d'amélioration de la parité homme femme ; ainsi que d'identifier une candidate au poste d'administrateur ou de censeur ; le niveau de réalisation des objectifs financiers déterminé par le conseil d'administration n'est pas rendu public pour des raisons de confidentialité.

Nous vous précisons que Monsieur Jacques Le Mancq cumule ses fonctions dirigeantes de président directeur général avec les fonctions d'administrateur et il a indiqué, à ce titre, renoncer à sa rémunération en qualité d'administrateur.

Tableau de synthèse des rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants

L'assemblée générale des actionnaires du 8 avril 2022 a décidé d'allouer un montant global brut de 50.000 euros maximum au titre la rémunération fixe des administrateurs pour l'exercice social s'achevant le 31 décembre 2022 et pour les exercices suivants jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale. Seuls les membres indépendants percevront une rémunération au titre de leur mandat d'administrateur.

Le conseil d'administration a décidé que la répartition du montant global alloué au titre de la rémunération fixe des administrateurs sera réalisée en application des principes d'allocation suivants :

- seuls les membres indépendants percevront une rémunération au titre de leur mandat d'administrateur ;
- la répartition entre les administrateurs indépendants sera décidée en prenant en compte leur assiduité et du temps qu'ils consacrent à leurs fonctions. Ainsi, chaque administrateur indépendant pourra percevoir :
 - une somme fixe de 2.000 euros par an, liée à sa fonction d'administrateur ;
 - une somme variable d'un montant maximum de 8.000 euros, liée à sa présence effective aux réunions du conseil d'administration étant précisé que :
 - la présence à 100% des réunions du conseil d'administration lui donnera droit au versement du montant variable maximum soit 8.000 euros ;
 - la présence à un nombre de réunions du conseil d'administration compris entre 75% et 100% (exclus) lui donnera droit au versement d'un montant variable de 6.000 euros ;
 - la présence à inférieur à 75% des réunions du conseil d'administration par an ne donnera droit à aucune somme au titre de la partie variable de la rémunération.
- les parts fixes et variables sont plafonnées à un montant global de 10.000 euros par administrateur indépendant et par an.

Une synthèse de l'ensemble de la rémunération attribuée aux mandataires sociaux non dirigeants de la Société au titre des exercices clos les 31 décembre 2024 et 31 décembre 2023 est présentée ci-après :

Nom	2024		2023	
	Rémunération fixe due (en euros)	Autres rémunérations (en euros HT)	Rémunération fixe due (en euros)	Autres rémunérations (en euros HT)
Fabrice Bellanger ⁽¹⁾ <i>Administrateur</i>	-	-	-	-
Dominique Colombel ⁽²⁾ <i>Administrateur</i>	-	-	-	-
Eutelsat SA représenté par Jean-Hubert Lenotte <i>Administrateur</i>	-	-	-	-
Vantiva Technologies représenté par François Allain puis Frederic Chapelard <i>Administrateur</i>	-	-	-	-
Pascal Portelli	10.000 €	-	10.000 €	-

Nom	2024		2023	
	Rémunération fixe due (en euros)	Autres rémunérations (en euros HT)	Rémunération fixe due (en euros)	Autres rémunérations (en euros HT)
<i>Administrateur indépendant</i>				
Immaculada Casero Egido <i>Administrateur indépendant</i>	6.000 €		6.000 €	
TOTAL	16.000 €	-	16.000 €	-

(1) Monsieur Fabrice Bellanger est également titulaire d'un contrat de travail de directeur ventes international, aucune somme n'a été versée au titre de ses fonctions d'administrateur.

(2) Monsieur Dominique Colombel est également titulaire d'un contrat de travail de directeur technique et R&D, aucune somme n'a été versée au titre de ses fonctions d'administrateur.

9.2 PARTICIPATION AU CAPITAL DES MANDATAIRES SOCIAUX

Au 31 décembre 2024, la participation de chaque mandataire dans le capital de la Société se présente comme suit :

Mandataires	Actions		Droits de vote	
	Nombre	%	Nombre	%
Jacques Le Mancq <i>Président directeur général</i>	3.144.659	25,07	6.224.739	29,06
A Fabrice Bellanger <i>Administrateur</i>	1.249.526	9,96	2.479.590	11,58
Dominique Colombel <i>Administrateur</i>	460.762	3,67	921.524	4,30
Eutelsat SA représentée par Jean-Hubert Lenotte ⁽¹⁾ <i>Administrateur</i>	1.757.563	14,01	3.515.126	16,41
VantivaTechnologies représentée par François Allain <i>Administrateur</i>	1.022.500	8,15	2.045.000	9,55
Pascal Portelli <i>Administrateur indépendant</i>	-	-	-	-
Immaculada Casero Egido <i>Administratrice indépendante</i>	-	-	-	-

(1) Au 31 décembre 2024 et à la connaissance de la Société, Monsieur Jean-Hubert Lenotte détient [4.250] actions de la Société et la société Eutelsat SA détient [1.757.563] actions.

CHAPITRE 10 - RAPPORT SPECIAL SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS ET SUR LES ATTRIBUTIONS GRATUITES D'ACTIONS

Chers Actionnaires,

Le présent rapport vous est présenté :

- en application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce concernant les opérations relatives aux options de souscription ou d'achat d'actions, et
- en application des dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce concernant les opérations relatives aux actions gratuites.

En outre, vous trouverez également un rapport sur les opérations relatives aux bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« **BSPCE** »).

10.1 OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS

Attribution d'options de souscription d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, le conseil d'administration de la Société a mis en place le plan d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions ayant les caractéristiques suivantes :

Plan	Date	Nbre d'options attribuées	Nbre actions pouvant être souscrites	Nbre options exercées à la date du présent rapport	Nbre actions émises du présent rapport	Prix d'exercice
OPTIONS 2024	19 janvier 2024	188.000	188.000	0	0	3,30 €

Options attribuées par chacun des mandataires sociaux

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée à des mandataires sociaux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Options attribuées par les dix bénéficiaires du Groupe non mandataire social ayant reçus le plus d'options de souscription ou d'achat d'actions

Bénéficiaires	Nombre d'options attribuées
Mathias Guille	20.000
Mario Rainville	26.000
Julien Croguennec	20.000
Anthony Daniel	20.000
Mark Andrews	6.000
Jérémy Desmuts	6.000
Douglas Hull	6.000

Bénéficiaires	Nombre d'options attribuées
Elodie Levrel	6.000
Jason Lim	6.000
Eugene Tan	6.000

10.2 ATTRIBUTIONS GRATUITES D'ACTIONS

Attribution gratuite d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, le conseil d'administration de la Société n'a mis en œuvre aucun plan d'attribution gratuite d'actions.

Acquisition définitive d'actions gratuites au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, aucune action attribuée gratuitement n'a été acquise.

10.3 BONS DE SOUSCRIPTION DE PARTS DE CREATEURS D'ENTREPRISE (« BSPCE »)

Attribution de BSPCE au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, le conseil d'administration de la Société a mis en place le plan d'attribution de BSPCE ayant les caractéristiques suivantes :

Plan	Date	Nbre d'options attribuées	Nbre actions pouvant être souscrites	Nbre options exercées à la date du présent rapport	Nbre actions émises du présent rapport	Prix d'exercice
BSPCE 2024	19 janvier 2024	437.000	437.000	0	0	3,30 €

Exercice par les bénéficiaires de BSPCE au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, aucun BSPCE émis par la Société n'a été exercé par leurs titulaires.

CHAPITRE 11 - MANDAT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

11.1 COMMISSAIRE AUX COMPTES

Commissaires aux comptes titulaires

SAS GEIREC

276 rue de Chateaugiron
35063 Rennes cedex

Représenté par Monsieur Anthony Rousseau
1 ter, boulevard de la Boutière
CS 51812
35768 Saint-Grégoire Cedex 35063 Rennes

SAS GEIREC a été nommé commissaire aux comptes titulaire lors de l'assemblée générale du 31 décembre 2013 pour une durée de 6 exercices, et renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 20 avril 2018. Lors de l'assemblée générale du 12 juin 2024, le mandat de commissaire aux comptes titulaire de SAS GEIREC a été renouvelé pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.

Deloitte & Associés

Représenté par Monsieur Guillaume Radigue
Tour Majunga
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense

Deloitte & Associés a été nommé commissaire aux comptes titulaire lors de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 30 décembre 2021 pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer en 2027 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

11.2 COMMISSAIRES AUX COMPTES AYANT DEMISSIONNE, AYANT ETE ECARTE OU N'AYANT PAS ETE RENOUVELES AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Néant.

CHAPITRE 12 - LISTE DES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Par application des dispositions des articles L. 225-38 et suivants, vous trouverez ci-dessous la liste des conventions réglementées et des conventions courantes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

12.1 NOUVELLES CONVENTIONS REGLEMENTEES CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2024

Néant.

12.2 NOUVELLES CONVENTIONS REGLEMENTEES CONCLUES DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2024

Néant.

12.3 CONVENTIONS REGLEMENTEES APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES, MAIS DONT LES EFFETS SE SONT POURSUIVIS AU COURS DE L'EXERCICE 2024

Néant

12.4 CAUTIONS, AVALS ET GARANTIES DONNES PAR LA SOCIETE A DES TIERS

Au cours de l'exercice aucune caution ou garantie nouvelle n'a été accordée.

12.5 CONVENTIONS CONCLUE ENTRE UN MANDATAIRE SOCIAL OU UN ACTIONNAIRE DETENANT PLUS DE 10% DES DROITS DE VOTE DE LA SOCIETE ET UNE FILIALE, HORS CONVENTIONS COURANTES

Aucune.

CHAPITRE 13 - INFORMATIONS DIVERSES

Conformément aux dispositions des articles 39-4 et 223 quater du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de la Société de l'exercice écoulé ne contiennent pas de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

Par application des dispositions de l'article L. 232-6 du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune modification n'a été apportée au mode de présentation des comptes annuels, ni dans les méthodes d'évaluation retenues par rapport à l'exercice précédent.

* * *

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément.

Paris, le 30 avril 2025

Le conseil d'administration.



COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



Groupe Broadpeak

Etats financiers consolidés

Exercices de 12 mois clos le 31 12 2024



PKF
Arsilon

Groupe Broadpeak

Etats financiers consolidés

Exercices de 12 mois clos le 31 12 2024

SOMMAIRE

1.	BILAN CONSOLIDE.....	5
2.	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	6
3.	TABLEAUX DE FUX DE TRESORERIE	7
4.	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	8
5.	NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES	9
5.1.	ENTITE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS ET EVENEMENTS MARQUANTS.....	9
5.1.1.	Informations générales	9
5.1.2.	Présentation du groupe et de son activité.....	9
5.1.3.	Faits marquants de l'exercice	9
5.1.4.	Evènements postérieurs à la clôture	10
5.2.	PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	10
5.2.1.	Société mère.....	10
5.2.2.	Sociétés intégrées.....	11
5.2.3.	Variations de périmètre	11
5.3.	REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	11
5.3.1.	Base d'établissement des comptes consolidés	11
5.3.2.	Référentiel comptable.....	11
5.3.3.	Principes et conventions générales.....	12
5.3.4.	Changements de méthodes comptables	12
5.3.5.	Méthodes de consolidation	12
5.3.6.	Recours à des estimations	12
5.3.7.	Monnaie de présentations des comptes	12
5.3.8.	Information sectorielle	13
5.3.9.	Immobilisations incorporelles.....	14
5.3.10.	Immobilisations corporelles	14
5.3.11.	Contrats de crédit-bail et contrats assimilés.....	15
5.3.12.	Autres immobilisations financières	15
5.3.13.	Test de perte de valeur des actifs immobilisés	15
5.3.14.	Stocks.....	15
5.3.15.	Créances.....	16
5.3.16.	Mobilisation de créances.....	16
5.3.17.	Trésorerie	16
5.3.18.	Opérations en devises.....	16
5.3.19.	Instruments dérivés de change.....	16
5.3.20.	Conversion des comptes d'entités établissant leurs comptes en monnaies étrangères.....	17

5.3.21.	Provisions et passifs éventuels	17
5.3.22.	Dettes.....	17
5.3.23.	Chiffre d'affaires	18
5.3.24.	Production immobilisée	18
5.3.25.	Subventions.....	19
5.3.26.	Achats consommés	19
5.3.27.	Indicateurs alternatifs de performance	19
5.3.28.	Résultat financier	19
5.3.29.	Distinction entre le résultat courant et le résultat d'exceptionnel.....	19
5.3.30.	Crédit d'impôt recherche	20
5.3.31.	Crédit impôt innovation	20
5.3.32.	Impôt sur les résultats.....	20
5.3.33.	Engagements de retraite	21
5.3.34.	Résultat net par action	21
5.4.	INFORMATION SECTORIELLE	22
5.5.	INFORMATION SUR LE BILAN	23
5.5.1.	Immobilisations incorporelles.....	23
5.5.2.	Immobilisations corporelles	24
5.5.3.	Immobilisations financières.....	24
5.5.4.	Tableau des filiales et participations	25
5.5.5.	Stocks.....	25
5.5.6.	Créances clients et comptes rattachés	25
5.5.7.	Autres créances	26
5.5.8.	Etat des échéances des créances	27
5.5.9.	Trésorerie	27
5.5.10.	Capitaux propres.....	27
5.5.11.	Provisions	31
5.5.12.	Emprunts et dettes financières.....	31
5.5.13.	Dettes fournisseurs et autres dettes.....	33
5.6.	INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT	34
5.6.1.	Chiffre d'affaires	34
5.6.2.	Autres produits d'exploitation	34
5.6.3.	Achats consommés	35
5.6.4.	Charges de personnel.....	35
5.6.5.	Autres charges d'exploitation	36
5.6.6.	Impôts et taxes.....	37
5.6.7.	Indicateurs alternatifs de performance	37
5.6.8.	Dotations aux amortissements et provisions.....	38
5.6.9.	Résultat financier	39
5.6.10.	Résultat exceptionnel.....	40
5.6.11.	Impôt	40
5.6.12.	Résultat par action	41
5.7.	AUTRES INFORMATIONS	42
5.7.1.	Effectifs	42

5.7.2.	Transactions avec les parties liées	42
5.7.3.	Rémunération des dirigeants.....	43
5.7.4.	Honoraires des commissaires aux comptes	43
5.7.5.	Stratégie de couverture de change	43
5.7.6.	Engagements hors-bilan	45

1. BILAN CONSOLIDE

ACTIF	Notes	31/12/2024	31/12/2023
En K€		Valeurs nettes	Valeurs nettes
Immobilisations incorporelles	5.5.1	17 485	14 530
Immobilisations corporelles	5.5.2	3 750	2 795
Immobilisations financières	5.5.3	1 556	1 616
Total Actif Immobilisé		22 791	18 941
Stocks et en-cours	5.5.5	84	123
Clients et comptes rattachés	5.5.6 - 5.5.8	15 246	19 102
Autres créances et comptes de régularisation	5.5.7 - 5.5.8	8 663	8 997
Valeurs mobilières de placement	5.5.9	-	-
Disponibilités	5.5.9	4 086	3 679
Total Actif Circulant		28 079	31 901
Total Actif		50 870	50 842
PASSIF	Notes	31/12/2024	31/12/2023
En K€			
Capital	5.5.10	251	251
Primes liées au capital		20 945	20 935
Réserves consolidées		2 719	6 956
Réserves de conversion groupe		100	26
Résultat de l'exercice		(4 024)	(4 237)
Autres		169	(86)
Total Capitaux Propres - Part du Groupe	4	20 161	23 845
Total Intérêts Minoritaires		-	-
Total Provisions	5.5.11	10	-
Emprunts et dettes financières	5.5.9 - 5.5.12	10 980	11 705
Fournisseurs et comptes rattachés	5.5.13	5 628	6 398
Autres dettes et comptes de régularisation	5.5.13	14 091	8 893
Total Dettes		30 699	26 997
Total Passif		50 870	50 842

2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

COMPTE DE RESULTAT	Notes	31/12/2024	31/12/2023
En K€			
Chiffre d'affaires	5.6.1	39 380	39 041
Autres produits d'exploitation	5.6.2	8 194	8 616
Achats consommés	5.6.3	(7 213)	(9 303)
Charges de personnel	5.6.4	(25 576)	(23 917)
Autres charges d'exploitation	5.6.5	(16 451)	(18 321)
Impôts et taxes	5.6.6	(619)	(525)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions.....	5.6.8	(5 613)	(4 044)
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		(7 900)	(8 452)
Dotation aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition.....		-	-
Résultat d'Exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		(7 900)	(8 452)
Charges et produits financiers	5.6.9	(511)	(395)
Charges et produits exceptionnels	5.6.10	(47)	(53)
Impôt sur les résultats	5.6.11	4 434	4 663
Résultat net des sociétés intégrées		(4 024)	(4 237)
Quote-part de résultat des S.M.E.		-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé		(4 024)	(4 237)
Intérêts minoritaires		-	-
Résultat net (Part du groupe)		(4 024)	(4 237)
Résultat par action (en Euros)	5.6.12	(0,3209)	(0,3378)
Résultat dilué par action (en Euros)	5.6.12	(0,3209)	(0,3378)

3. TABLEAUX DE FUX DE TRESORERIE

Tableau des flux de trésorerie	Notes	31/12/2024	31/12/2023
En K€			
Résultat net des sociétés intégrées	2.	(4 024)	(4 237)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions nettes de reprises.....		5 425	3 904
Variation des impôts différés	5.6.11	(110)	(27)
Plus-values de cession, nettes d'impôt	5.6.10	28	3
Variation des intérêts courus sur emprunts		(2)	14
Abandon remboursement du PPP Loan comptabilisé en résultat		-	-
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		1 317	(343)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		-	-
Incidence de la variation des stocks et en cours		39	1 325
Incidence de la variation des clients et autres débiteurs		4 501	(3 100)
Incidence de la variation des fournisseurs et autres crédateurs.....		4 346	(1 635)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		10 204	(3 753)
Acquisition d'immobilisations		(9 520)	(10 219)
Produit de cession d'immobilisations, net d'impôt		116	712
Incidence des variations de périmètre		-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(9 404)	(9 508)
Dividendes versés aux actionnaires de l'entité consolidante	4.		
Augmentations de capital en numéraire et primes liées	4.	11	36
Subventions d'investissements reçues		253	76
Emissions d'emprunts	5.5.12	2 129	7 027
Remboursements d'emprunts	5.5.12	(2 252)	(1 674)
Cession (acq.) nette actions propres		64	95
Variation des retenues de garanties Dailly (1)	5.5.9	-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		205	5 560
Variation de trésorerie		1 004	(7 701)
Trésorerie d'ouverture	5.5.9	3 079	10 783
Trésorerie de clôture	5.5.9	4 086	3 079
<i>Incidence des variations de cours des devises</i>		<i>2</i>	<i>(2)</i>

4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En K€	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Autres	Subvention d'investissement	Capitaux propres part du groupe
Situation à l'ouverture de l'exercice 31/12/2022	250	20 786	5 525	1 430	55	(87)	-	27 960
Affectation du résultat			1 430	(1 430)				-
Dividendes versés								-
Augmentation de capital	0	149						149
Part du groupe dans le résultat				(4 237)				(4 237)
Variation des actions propres						(37)		(37)
Autres mouvements			-		(29)		38	9
Situation à la clôture de l'exercice 31/12/2023	251	20 935	6 956	(4 237)	26	(124)	38	23 845
Affectation du résultat			(4 237)	4 237				-
Dividendes versés			-					-
Augmentation de capital	-	11						11
Part du groupe dans le résultat				(4 024)				(4 024)
Variation des actions propres						64		64
Autres mouvements	0	-	-		74		191	265
Situation à la clôture de l'exercice 31/12/2024	251	20 945	2 719	(4 024)	100	(60)	229	20 160

5. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

5.1. ENTITE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS ET EVENEMENTS MARQUANTS

5.1.1. Informations générales

Broadpeak est une société anonyme de droit français immatriculée au RCS de Rennes sous le numéro 524473063 (et désignée comme « La Société »). Son siège social est situé en France, 3771 boulevard des Alliés, 35510 Cesson-Sévigné. Les comptes consolidés de la société Broadpeak comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble est désigné comme le « **Groupe** »).

La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le décembre 2024.

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

5.1.2. Présentation du groupe et de son activité

Le Groupe Broadpeak est spécialisé dans la technologie de streaming vidéo et de contenus numériques pour des opérateurs et les chaînes de télévision.

Le groupe réalise ses activités opérationnelles tant en France qu'à l'étranger. Il est composé de 4 sociétés, 3 étrangères et 1 française (la société mère), qui sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Aucune prise de contrôle significative (individuellement ou prise dans leur ensemble) n'est intervenue au cours des périodes présentées. Les 3 filiales étrangères ont été créées ex nihilo par le Groupe.

5.1.3. Faits marquants de l'exercice

Faits marquants de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Contrôle fiscal

Broadpeak SA a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur l'exercice 2024 et a concerné les exercices 2021 et 2022. Le contrôle fiscal s'est terminé en novembre 2024 et n'a pas fait l'objet de redressements significatifs.

Déménagement du siège social Groupe :

Le Groupe a déménagé son nouveau siège social à Cesson-Sévigné en date du 29 janvier 2024 nécessitant des acquisitions d'immobilisations en terme d'agencements, aménagements et mobilier.

Mise en place d'un plan d'économies :

Un plan d'économies concentré sur les achats et prestations externes a été mis en place début 2024 et a commencé à produire ses effets à compter du second trimestre de l'exercice 2024.

Nouveau plan de BSPCE, options et souscriptions d'actions et BSA :

La Société a mis en place un nouveau programme d'incitation destiné à ses salariés et ses partenaires en date du 19 janvier 2024 donnant lieu à l'émission de 437 000 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« **BSPCE** »), 188 000 options de souscriptions d'actions et 32 000 bons de souscriptions d'actions (« **BSA** »). Le prix de souscription unitaire des actions nouvelles pouvant être émises sur exercices de ces valeurs mobilières est de 3,30 €.

Les BSPCE, les options de souscriptions d'actions et les BSA sont exerçables aux conditions et dans les délais suivants :

- un maximum de 25% des titres attribués est exerçable à l'issue d'une période de 12 mois à compter de l'attribution et jusqu'à la date d'échéance des titres ;
- un maximum de 6,25% des titres attribués est exerçable par période trois mois à l'issue de la période de 12 mois décrite ci-dessus, soit un montant total maximum de 75% à l'issue d'une période de 36 mois.

L'exercice des BSPCE, des options de souscriptions d'actions et des BSA est conditionnée à la présence du bénéficiaire en tant que salarié ou prestataire de la Société.

Contrat de liquidité :

En février 2024, la Société a réalisé un virement de 20 000 € sur le contrat de liquidité avec TC ICAP portant sur les actions de la Société.

Gestion des créances clients :

Au 31/12/2023, Le poste client était impacté par un client export dont les délais de paiement sont habituellement longs, pour une créance totale de 6.6 m€ dont 4.5 m€ échus soit 4.97 m\$. Un calendrier de paiement avait été mis en place avec ce client en mars 2024 afin d'apurer les créances échues au 31/12/23 de 4.97 m\$.

Au 31/12/2024, suite au plan de recouvrement mis en place, les créances échues concernées par le calendrier ont été intégralement réglées pour 4.97 m\$. Le solde de la créance s'élève à 4.2 m€ et intègre de nouvelles factures de 2024.

5.1.4. Evènements postérieurs à la clôture

Gestion des créances clients :

Concernant le client dont il est question ci-dessus, à la date du présent rapport, la créance de 4.2 m€ a été réglée à hauteur de 1.9 m€.

La direction considère que la probabilité de recouvrement du solde de la créance est élevée.

5.2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

5.2.1. Société mère

BROADPEAK SA

3771 boulevard des Alliés
35510 Cesson-Sevigne, France

5.2.2. Sociétés intégrées

Nom	SIREN	31/12/2024		31/12/2023	
		Taux de contrôle	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Taux d'intérêt
Broadpeak SAS	524 473 063	Société mère			
Broadpeak Asie Pacifique - Singapour		100%	100%	100%	100%
Broadpeak Video System Corp - USA		100%	100%	100%	100%
Broadpeak Video System - Canada		100%	100%	100%	100%

IG : Intégration Globale

5.2.3. Variations de périmètre

Néant sur l'exercice.

5.3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

5.3.1. Base d'établissement des comptes consolidés

Les présents comptes consolidés du Groupe Broadpeak de l'exercice clos le 31 décembre 2024 sont établis sur une base volontaire. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 02 avril 2025.

Ce jeu de compte unique ne vient pas se substituer aux comptes individuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 qui a été arrêté le 02 avril 2025 et sera soumis à approbation de l'assemblée générale du 12 juin 2025.

5.3.2. Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2024 ont été établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur en France.

Les principes et méthodes comptables utilisés par le Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 sont conformes aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2020-01.

Les comptes des sociétés consolidées, établis selon les règles comptables applicables aux comptes individuels, sont retraités pour être mis en harmonie avec les principes comptables du Groupe tels qu'ils sont décrits aux paragraphes ci-dessous. Les transactions et comptes réciproques significatifs entre les sociétés consolidées sont éliminés.

5.3.3.Principes et conventions générales

Les comptes consolidés respectent les principes suivants :

- Maintien des coûts historiques,
- Continuité d'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes.

Continuité d'exploitation :

Les comptes consolidés de Broadpeak ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 02 avril 2025 en application du principe de continuité d'exploitation, compte tenu de la capacité financière du Groupe à subvenir à ses besoins de financement des 12 prochains mois

5.3.4.Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu sur l'exercice clos le 31 décembre 2024.

5.3.5.Méthodes de consolidation

Participations dans les filiales sous contrôle exclusif

Les entreprises dans lesquelles le Groupe possède, directement ou indirectement, un intérêt de plus de la moitié des droits de vote ou dans lesquelles le Groupe a le pouvoir d'exercer un contrôle exclusif sur les activités, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale à compter de la date du transfert effectif du contrôle au Groupe et ne sont plus consolidées à compter de la date à laquelle ce contrôle cesse.

5.3.6.Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations ayant une incidence sur les états financiers.

Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la Direction dispose à la date d'arrêté des comptes. Compte tenu des incertitudes inhérentes au secteur et à la conjoncture économique et financière qui ont des effets sur le cours des affaires de la Société, ces estimations peuvent devoir être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent ainsi différer de ces hypothèses et estimations.

Les principaux éléments qui requièrent des estimations établies à la date de clôture sur la base d'hypothèses d'évolution future et pour lesquels il existe un risque significatif de modification matérielle de la valeur, telle qu'enregistrée au bilan à la date de clôture, concernent :

- L'évaluation des coûts de développement comptabilisés à l'actif au regard des avantages économiques futurs attendus,
- L'évaluation des résultats à terminaison des contrats de vente à long terme,
- L'évaluation de la dépréciation des créances clients,
- La reconnaissance des impôts différés actifs,
- L'évaluation des engagements de retraites.

5.3.7.Monnaie de présentations des comptes

Les états financiers et l'annexe sont présentés en euros.

5.3.8. Information sectorielle

Pour les besoins de l'information sectorielle, une catégorie, un secteur d'activité ou une zone géographique est défini(e) comme un ensemble homogène de contrats, produits, services, métiers ou pays qui est individualisé au sein de l'entité, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles.

Pour le chiffre d'affaires, une double segmentation est retenue par le Groupe, par secteurs d'activités et par zones géographiques.

Le Groupe distingue ainsi trois secteurs d'activités :

- des ventes de licence logiciels (software) et les services professionnels associés représentent la majorité du chiffre d'affaires généré par le Groupe portés par la conquête de nouveaux clients (importantes phases de déploiement).
- des revenus issus de la vente de matériels (Equipements/Hardwares), la fourniture de matériels, sourcés en externe, qui est parfois demandée par les clients lors de la commercialisation de l'offre logicielle, mais ne constitue pas une source de revenus privilégiée pour le Groupe.
- les services de support et d'assistance dit revenus Maintenance et l'utilisation des logiciels et services sous forme d'abonnement mensuel dit revenus SaaS (Services as a Software).

Et cinq secteurs géographiques :

- France
- EMEA (Europe, Moyen-Orient et Afrique) hors France
- Amérique du Nord
- Amérique latine
- Asie Pacifique

Le Groupe n'est pas en mesure de présenter les éléments relatifs de son résultat d'exploitation par activité ou par zone géographique. Il en est de même pour les éléments bilantiels par activité. Les actifs hors de France sont non significatifs.

5.3.9. Immobilisations incorporelles

Elles sont principalement constituées :

- de logiciels et licences informatiques,
- de frais de développement.

Les durées d'amortissement sont déterminées selon la durée d'utilisation estimées ; celles-ci étant les suivantes :

Logiciels informatiques.....1 à 5 ans,

Frais de développement.....3 à 5 ans.

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont immobilisés, par contrepartie de la production immobilisée, lorsque les critères d'activation suivants sont remplis :

- Faisabilité technique,
- Intention de l'achever et de l'utiliser ou de le vendre,
- Capacité à l'utiliser ou le vendre,
- Avantages économiques probables,
- Disponibilité des ressources,
- Capacité à évaluer de manière fiable les dépenses liées au projet.

Les frais de développement activés intègrent les coûts externes (engagements pris envers des fournisseurs ou prestataires extérieurs - factures, factures à recevoir, relevés de situation, etc.) et internes (valorisés sur la base des temps de travail imputés sur ces projets).

Les dépenses ne sont activées qu'à partir de la date à laquelle les conditions d'activation de l'immobilisation incorporelle sont remplies. Les dépenses cessent d'être inscrites à l'actif lorsque l'immobilisation incorporelle est prête à être utilisée et commercialisée.

Le démarrage de l'amortissement s'effectue à compter de la date de commercialisation. Les frais de développement pour lesquels l'amortissement n'a pas débuté à la clôture de l'exercice sont présentés en « Immobilisations en cours ».

5.3.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan consolidé pour leur coût historique d'acquisition.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations.

Catégories d'immobilisations	Mode	Durée
Installations générales et agencements	Linéaire	3 à 20 ans
Mobilier et matériel de bureau	Linéaire	2 à 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	2 à 3 ans
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 5 ans

5.3.11. Contrats de crédit-bail et contrats assimilés

Les contrats de crédit-bail et contrats assimilés sont retraités comme si les biens correspondants avaient été acquis à crédit dès lors qu'ils transfèrent au groupe la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété de l'actif loué, que la propriété soit ou non transférée à la fin du contrat. Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan pour leur valeur vénale à la date d'acquisition et amorties conformément aux méthodes comptables du groupe. En contrepartie, une dette financière du même montant apparaît au bilan et s'amortit suivant le plan de remboursement de la location financière souscrite. Les contrats de location dans lesquels le bailleur ne transfère pas la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple, les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

Opérations de cession bail :

Lorsqu'un bien mobilier ou immobilier est cédé à un tiers avant d'être repris en location sous forme de crédit-bail ou de contrat assimilé, la cession est réputée ne pas avoir eu lieu et le cédant - preneur :

- élimine le résultat de la cession figurant à son compte de résultat ;
- reconstitue à l'actif du bilan la valeur brute et les amortissements cumulés du bien cédé à la date de cession ;
- continue d'amortir le bien cédé dans les mêmes conditions qu'avant la cession, sur la base de sa durée d'utilisation ou sur la durée du contrat si celle-ci est plus courte ;
- constate au passif une dette à hauteur du prix de cession perçu ;
- enregistre ultérieurement les flux relatifs à la dette.

En cas de moins-value, l'immobilisation est dépréciée si sa valeur actuelle est inférieure à sa valeur nette comptable.

5.3.12. Autres immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées :

- de parts sociales et de créances immobilisées ;
- de dépôts et cautionnements versés.

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

5.3.13. Test de perte de valeur des actifs immobilisés

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés à durée de vie finie dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît. Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur comptable de l'actif à sa valeur actuelle. La valeur actuelle d'un actif est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale diminuée des coûts de cession et la valeur d'usage. La valeur d'usage est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs. Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital.

Les actifs qui présentent une durée d'utilisation non limitée sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut être déprécié.

5.3.14. Stocks

Les stocks sont valorisés selon la méthode du "premier entré-premier sorti".

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés au cas par cas, pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture.

5.3.15. Créances

Les créances sont inscrites et valorisées à la valeur nominale. Elles sont dépréciées au cas par cas, par voie de provision pour tenir compte du risque de non-recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

5.3.16. Mobilisation de créances

Au cours de l'exercice 2024, la société utilise différents types de mobilisations de créances :

- Mobilisations de créances export de type MCNE (Mobilisation de créances Nées de l'Etranger)
- Affacturage (depuis le 1^{er} juin 2022)
- Cession de créances Dailly

S'agissant des crédits de mobilisation de créances commerciales (MCNE), celles-ci ne conduisent pas à une sortie du bilan des créances, mais à la comptabilisation d'une dette financière en contre partie de la trésorerie reçue, des charges d'intérêts et des frais bancaires. Les lignes de MCNE sont nulles au 30/06/2024.

S'agissant du contrat d'affacturage, les créances cédées au Factor sont sorties du Bilan pour leur valeur nominale car il s'agit d'une cession sans recours. La trésorerie reçue (droit de tirage) est comptabilisée en disponibilités, la retenue de garantie figure en immobilisations financières et les créances cédées non-financées en débiteurs divers.

La société a eu recours à la cession de créances Dailly pour une partie de sa créance du crédit d'impôt recherche de 2023, cette dernière a été close sur l'exercice suite au versement du CIR 2023 par l'administration fiscale.

5.3.17. Trésorerie

La trésorerie active est composée des comptes bancaires, immédiatement disponibles.

La trésorerie passive est uniquement constituée des concours bancaires courants.

5.3.18. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises sont enregistrées pour leur contre-valeur en euros sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

L'écart de conversion qui résulte de la valorisation des dettes et créances en devises est inscrit en comptes de régularisation, à l'actif s'il s'agit d'une perte latente et au passif s'il s'agit d'un profit latent.

Les écarts de conversion donnent lieu à la constitution d'une provision lorsqu'il apparaît une perte de change potentielle au travers d'une position globale de change, calculée devise par devise. La position globale de change exclut les variations de change des instruments de couverture et des éléments couverts.

5.3.19. Instruments dérivés de change

Le Groupe utilise des instruments dérivés de change. Ces instruments ne sont pas documentés en couverture. Les gains et pertes sur instruments dérivés sont constatés en charges et produits financiers.

Quand, à la clôture, la position ouverte isolée sur un ensemble homogène est une perte latente, une provision est constituée. Quand, à la clôture, la position ouverte isolée sur un ensemble homogène est un gain latent, celui-ci n'est pas constaté dans les comptes.

Le Groupe ne présente pas d'instruments de dérivés de change en cours au 31 décembre 2024.

5.3.20. Conversion des comptes d'entités établissant leurs comptes en monnaies étrangères

La monnaie de fonctionnement de toutes les entités du groupe correspond à la monnaie locale.

Les comptes des entités établissant leurs comptes en monnaies étrangères sont convertis selon la méthode du cours de clôture.

La méthode du cours de clôture implique que la conversion des comptes des entités étrangères s'effectue de la manière suivante :

- tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;
- les produits et les charges (y compris les dotations aux amortissements et provisions) sont convertis au cours moyen de la période.

Les écarts de conversion constatés, tant sur les éléments du bilan d'ouverture que sur le résultat, sont portés, pour la part revenant à l'entité consolidante, dans ses capitaux propres au poste « Ecart de conversion » et pour la part des tiers au poste « Intérêts minoritaires ».

5.3.21. Provisions et passifs éventuels

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dans la mesure où elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente pour le Groupe.

L'estimation de la valorisation des provisions est revue lors de chaque clôture. Les provisions sont maintenues tant que le groupe n'est pas en mesure de statuer clairement et avec certitude sur leur dénouement.

Un passif éventuel fait l'objet d'une mention en annexe lorsque :

- La société a une obligation potentielle à l'égard d'un tiers résultant d'événements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;
- La société a une obligation à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

5.3.22. Dettes

Les dettes sont comptabilisées initialement à leur valeur nominale.

5.3.23. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe résulte :

- de contrats à éléments multiples regroupant des licences de streaming video et de contenus numériques, d'équipements (serveurs informatiques, routeurs et matériels de stockage), prestations de services et contrats de maintenance,
- de licences de streaming video et de contenu numérique vendus séparément (hors contrats à éléments multiples),
- de contrats de maintenance.

Contrats à éléments multiples

Le Groupe est amené à signer des contrats à éléments multiples, pouvant correspondre à une combinaison de différents services ou livraisons de biens. Le chiffre d'affaires est reconnu de manière séparée pour chacun des éléments lorsqu'ils sont identifiables séparément, que le client peut en profiter de manière distincte et que le prix de vente individuel est spécifié dans le contrat.

Lorsqu'un contrat contient plusieurs biens ou services distincts dont le client peut bénéficier indépendamment, le prix est alloué à chacune d'elle sur la base de son prix de vente individuel défini contractuellement. Le chiffre d'affaires est ainsi reconnu séparément sans attendre la fin d'exécution du contrat, selon les modalités telles que définies ci-après.

Licences de propriété intellectuelle

Le Groupe commercialise des licences perpétuelles (sans limitation de temps), qui transfèrent au client un droit d'utilisation de la propriété intellectuelle. Le chiffre d'affaires relatif aux licences est reconnu à la date de mise à disposition de celle-ci au client.

Vente d'équipements

Le chiffre d'affaires relatif aux ventes d'équipements est reconnu lors du transfert de propriété.

Prestations de services

Ce chiffre d'affaires est qualifié de contrat à long terme, et reconnu conformément à la méthode dite de l'avancement décrite à l'article 622-2, alinéa 3 du PCG.

Les prestations de services correspondent principalement au paramétrage des solutions commercialisées par le Groupe.

Cette méthode consiste à constater un résultat en appliquant au résultat à terminaison le pourcentage d'avancement (art. 622-3 du PCG). Ce pourcentage d'avancement est déterminé en utilisant les modalités qui permettent de mesurer de façon fiable, selon leur nature, les services exécutés et acceptés. Pour cela, le Groupe établit un rapport entre le coût des travaux et services exécutés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution du contrat.

Le cas échéant, soit une provision pour factures à établir, soit un produit constaté d'avance est constaté.

Lorsque le résultat estimé à terminaison est négatif, une provision pour risques et charges est comptabilisée afin de constater immédiatement ladite perte à terminaison.

Contrats de maintenance

Le chiffre d'affaires est reconnu de façon continue, prorata temporis sur la durée du contrat ; ceux-ci étant conduits sur des durées de 12 à 36 mois.

5.3.24. Production immobilisée

La production de l'exercice conservée par l'entreprise en vue de son immobilisation constitue un produit d'exploitation enregistré à son coût de production en « Production immobilisée ».

5.3.25. Subventions

Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées immédiatement en produit d'exploitation. Dès lors qu'elles sont rattachées à un contrat long terme, elles sont comptabilisées au rythme de l'avancement dudit contrat.

Subventions finançant des dépenses de recherche et développement

Les subventions finançant des dépenses de recherche et développement sont comptabilisées en produit exceptionnel au même rythme que les dépenses c'est-à-dire, au prorata des dépenses engagées par rapport aux dépenses prévisibles du projet.

5.3.26. Achats consommés

Les achats consommés correspondent au coût d'achat des marchandises (serveurs, routeurs ou systèmes de stockage) y inclus les variations de stocks et des achats de logiciels, prestations de maintenance et de sous-traitance directement imputables à des projets.

5.3.27. Indicateurs alternatifs de performance

Marge brute

La marge brute est définie comme la différence entre le chiffre d'affaires, les achats consommés et la production stockée figurant dans le poste « Autres produits d'exploitation ».

Marge brute ajustée

La marge brute ajustée correspond à la marge brute, tel que définit ci-avant, à laquelle sont soustraites les commissions sur ventes.

EBITDA

Le terme d'EBITDA ne constitue pas un agrégat financier défini par les normes comptables françaises et ne peut pas être comparable aux indicateurs dénommés de façon similaire par d'autres sociétés. Il s'agit d'un complément d'information qui ne doit pas être considéré comme se substituant au résultat d'exploitation ou aux flux de trésorerie générés par l'activité.

Le terme « EBITDA », en anglais, « Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation, and Amortization », désigne le résultat d'exploitation de la société avant que n'y soient soustraits les dotations aux amortissements et les provisions sur immobilisations, et les dotations nettes des reprises aux dépréciations sur stocks et créances clients. Il met en évidence le profit généré par l'activité indépendamment des conditions de son financement, des contraintes fiscales et du renouvellement de l'outil d'exploitation.

Le terme « EBITDA » ajusté désigne l'« EBITDA » détaillé ci-dessus intégrant, dans les produits d'exploitation, le montant du crédit d'impôt recherche et innovation déclaré sur l'exercice.

5.3.28. Résultat financier

Le résultat financier comprend les produits et charges liés à la trésorerie et les flux bancaires, les charges d'intérêt sur les emprunts.

5.3.29. Distinction entre le résultat courant et le résultat d'exceptionnel

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles le Groupe est engagé dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

5.3.30. Crédit d'impôt recherche

Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) est octroyé aux entreprises par l'administration fiscale afin de les inciter à réaliser des recherches d'ordre technique et scientifique. Les entreprises qui justifient des dépenses remplissant les critères requis (dépenses de recherche localisées en France ou, depuis le 1er janvier 2005, au sein de la Communauté européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen et ayant conclu avec la France une convention d'intégration fiscale contenant une clause d'assistance administrative) bénéficient d'un crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Compte tenu du statut de PME au sens communautaire de la société, le remboursement intervient dans l'année qui suit sa comptabilisation. Le Crédit d'Impôt Recherche est présenté au poste impôts sur les sociétés dans le compte de résultat.

5.3.31. Crédit impôt innovation

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche et d'innovation peuvent également bénéficier d'un Crédit d'impôt Innovation (CII).

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche et d'innovation ont été encourues. Compte tenu du statut de PME au sens communautaire de la société, le remboursement intervient dans l'année qui suit sa comptabilisation. Le Crédit d'Impôt Innovation est présenté au poste impôts sur les sociétés dans le compte de résultat.

5.3.32. Impôt sur les résultats

Conformément aux prescriptions du règlement ANC n°2020-01, un impôt différé est comptabilisé en cas :

- de différence temporaire entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et des passifs au bilan consolidé ;
- de crédits d'impôts et de reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le taux d'impôt qui s'appliquera à la date de reversement de la différence.

En application du règlement ANC n°2020-01, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que :

- si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ; dans cette situation, ils sont retenus à hauteur des passifs d'impôts différés déjà constatés arrivant à échéance dans la période au cours de laquelle ces actifs deviennent ou restent récupérables ; il est possible dans ce cas de tenir compte d'options fiscales destinées à allonger le délai séparant la date à laquelle un actif d'impôt devient récupérable de celle à laquelle il se prescrit ;
- ou s'il est probable que l'entité pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de cette période ; il est présumé qu'un tel bénéfice n'existera pas lorsque l'entité a supporté des pertes récentes au cours des deux derniers exercices sauf à apporter des preuves contraires convaincantes, par exemple si ces pertes résultent de circonstances exceptionnelles qui ne devraient pas se renouveler dans un avenir prévisible ou si des bénéfices exceptionnels sont attendus.

5.3.33. Engagements de retraite

Le Groupe n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite de la société française. Ce calcul est réalisé en application de la convention collective applicable. Les engagements de retraite figurent dans les engagements hors bilan et ne font pas l'objet d'une provision.

Ces engagements sont évalués selon les hypothèses suivantes en 2024 :

- Taux d'actualisation de 3.30 %,
- Taux de revalorisation moyen des salaires de 3 % par an,
- Taux de turnover de 1 à 7% par an,
- Table de mortalité publiée par l'INSEE (Années 2018-2020) en considérant une probabilité de survie de 1 pour les salariés ayant 67 ans à la date de clôture des présents comptes annuels,
- Taux de charges sociales de 47.15% pour les cadres ; 33.6% pour les non-cadres

Les filiales à l'étranger n'ont pas d'engagement de retraite.

5.3.34. Résultat net par action

Le résultat net par action se calcule en divisant le résultat net part par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net dilué par action s'obtient en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'incidence de la conversion maximale des instruments dilutifs en actions ordinaires.

5.4. INFORMATION SECTORIELLE

Ventilation du chiffre d'affaires par secteur d'activité

Chiffre d'affaires	31/12/2024	31/12/2023
En k€		
Equipements	3 545	6 341
Licences et prestations de services	20 262	19 936
Maintenance et Service as a Software (SaaS)	15 573	12 764
Total Chiffre d'affaires	39 380	39 041

Ventilation du chiffre d'affaires par secteur géographique

Chiffre d'affaires	31/12/2024		31/12/2023	
En k€				
France	3 443	9%	3 568	9%
EMEA hors France	16 471	42%	14 099	36%
Amérique du Nord et Latine	15 751	40%	16 693	43%
Asie pacifique	3 715	9%	4 680	12%
Total Chiffre d'affaires	39 380		39 041	

5.5. INFORMATION SUR LE BILAN

5.5.1. Immobilisations incorporelles

VARIATIONS DES VALEURS BRUTES	31/12/2023	Acquisition	Diminution	Reclassement	31/12/2024
En K€					
Frais de développement	12 233	1 008	-	5 849	19 091
Concessions, brevets & droits similaires	258	62	-	-	320
Logiciels	1 415	66	-	-	1 481
Autres immobilisations incorporelles	38	-	-	-	38
Immobilisations incorporelles en cours	6 721	6 327	-	(5 849)	7 199
Total valeurs brutes	20 665	7 464	-	-	28 129
VARIATIONS DES AMORTISSEMENTS	31/12/2023	Dotations	Reprises	Reclassement	31/12/2024
En K€					
Amt/Dép. frais développ.	(4 952)	(4 358)	-	-	(9 310)
Amt/Dép. conc. brevets & dts similaires	(7)	(15)	-	-	(22)
Amt/Dép. logiciels	(1 141)	(133)	-	-	(1 274)
Amt/Dép. autres immos incorp.	(34)	(3)	-	-	(37)
Total amortissements	(6 135)	(4 509)	0	0	(10 644)
Immobilisations incorporelles nettes	14 530	2 955	0	0	17 485

Les projets de développement ont été inscrits en immobilisations incorporelles à hauteur de 7,3 m€ au 31/12/2024. Ces projets correspondent aux programmes suivants :

- Broadpeak.io : plateforme cloud dotée d'applications clés en main en formule SaaS (Software as a Service) ;
- Application du module insertion de publicité sur la plateforme cloud
- Origin Packager: ce projet permet de capturer, stocker et formater des contenus live ou à la demande ;
- Video Delivery Mediator : gestionnaire des logiciels de streaming qui permet de contrôler les sessions de streaming des utilisateurs.
- Serveurs à haute densité
- Solutions de Multicast ABR

5.5.2. Immobilisations corporelles

VARIATION DES IMMOBILISATIONS BRUTES	31/12/2023	Acquisitions	Cessions	Reclassement	Ecart de conversion	31/12/2024
En K€						
Installations tech, matériel & outillage	176	-	-	-	-	176
Matériel de bureau	316	267	(111)	-	-	472
Matériel informatique	3 322	342	-	-	6	3 670
Autres immobilisations corporelles	620	1 432	(616)	1 310	-	2 746
Immobilisations corporelles en cours	1 310	10	-	(1 310)	-	10
Total valeurs brutes	5 744	2 051	(727)	0	6	7 074

VARIATION DES AMORTISSEMENTS	31/12/2023	Dotations	Reprises	Reclassement	Ecart de conversion	31/12/2024
En K€						
Amt/Dép. install tech, matériel & outil.	(92)	(44)	-	-	-	(136)
Amt/Dép. Matériel de bureau	(181)	(42)	63	-	-	(161)
Amt/Dép. Matériel informatique	(2 075)	(764)	-	-	(3)	(2 843)
Amt/Dép. autres immobilisations corp.	(601)	(197)	613	-	-	(184)
Total amortissements	(2 950)	(1 047)	676	0	(3)	(3 324)

Total valeurs nettes	2 795	1 004	(51)	0	2	3 750
-----------------------------	--------------	--------------	-------------	----------	----------	--------------

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées :

- D'agencements et mobilier de bureau,
- De matériel informatique

Le Groupe n'est pas propriétaire des locaux qu'il occupe.

La variation du poste autre immobilisations corporelles s'explique par le déménagement du nouveau siège social en janvier 2024 (voir 5.1.3) et est détaillée comme suit :

- 1 432 K€ d'acquisitions d'agencements et aménagements en 2024
- 1 310 K€ de mise en service des acquisitions en cours au 31/12/2023
- 616 K€ de mises au rebus des immobilisations liées aux anciens locaux (qui avaient fait l'objet d'un amortissement exceptionnel en 2022, au moment de la connaissance du déménagement dans les nouveaux locaux)

5.5.3. Immobilisations financières

VARIATION DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Reclassement	Ecart de conversion	31/12/2024
En K€						
Parts sociales et créances immobilisées	46	-	(10)	-	-	36
Dépôts et cautionnements versés	1 644	-	(84)	-	8	1 568
Total valeurs brutes	1 689	0	(93)	0	8	1 604

VARIATION DES AMORTISSEMENTS	31/12/2023	Dotations	Reprises	Reclassement	Ecart de conversion	31/12/2024
En K€						
Dép. prêts & autres - courant	(73)	-	25	-	-	(48)
Dép. immobilisations financières	(73)	0	25	0	0	(48)

Immobilisations financières	1 616	0	(68)	0	8	1 556
------------------------------------	--------------	----------	-------------	----------	----------	--------------

Au titre du contrat de liquidités mis en place le 11 juillet 2022, il ressort 18 K€ en espèces au 31 décembre 2024. Par ailleurs, dans ce cadre, les 59 574 titres autodétenus apparaissent en moins des capitaux propres pour 60 K€.

La baisse des dépôts et cautionnement versés correspond à titre principal aux retenues de garantie du Factor.

5.5.4. Tableau des filiales et participations

Au 31 décembre 2024 le groupe ne détient pas de participations non consolidées.

5.5.5. Stocks

STOCKS ET EN-COURS	31/12/2024			31/12/2023		
En K€	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Stocks MP, fournitures et aut. appro. ...	103	(19)	84	142	(19)	123
Total stocks et en-cours	103	(19)	84	142	(19)	123

Le Groupe dispose usuellement d'un stock réduit dans la mesure où les achats de serveurs notamment sont effectués uniquement dans le cadre de commandes fermes de clients. Au 31 décembre 2024, les stocks sont principalement composés de serveurs informatiques, livrés chez des clients début 2025.

5.5.6. Créances clients et comptes rattachés

CREANCES CLIENTS	31/12/2024			31/12/2023		
En K€	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Clients	8 772	(100)	8 672	13 348	(249)	13 101
Clients douteux	313	(313)	-	313	(313)	-
Factures à établir	6 574		6 574	6 002		6 002
Total créances clients	15 658	(412)	15 246	19 663	(561)	19 102

La société dispose d'un contrat d'affacturage qui permet une cession de créances sans recours. Le poste client présente le solde des créances non cédées au Factor. Les créances cédées non financées sont présentées en autres créances (voir 5.5.7).

Le délai de règlement ressort à 64 jours de chiffre d'affaires au 31 décembre 2024 contre 104 jours au 31 décembre 2023. Cette amélioration est liée au recouvrement de créances anciennes et significatives sur la fin de l'exercice 2024, dont les créances du client à l'export avec lequel un calendrier de paiement avait été mis en place (voir 5.1.3).

Les factures à établir correspondent d'une part, à des équipements ou licences livrées non facturées, d'autre part, à la constatation de l'avancement des prestations en comparaison de la facturation (le montant du produit à recevoir s'obtient par différence entre le taux d'avancement appliqué aux dépenses prévisionnelles et le niveau de facturation).

Les créances douteuses sont provisionnées à 100%.

Les tableaux ci-dessous présentent l'antériorité des créances clients par date d'échéance au 31 décembre 2024.

Antériorité des créances clients	31/12/2024	Non échu	Echu à moins de 3 mois	Echu de 3 à 6 mois	Echu de 6 à 12 mois	Echu à plus de 12 mois
En K€						
Clients	8 772	928	2 392	736	4 066	650
Dépréciation	(100)					(100)
Clients - net	8 672	928	2 392	736	4 066	550

Le poste clients est impacté par un client export dont les délais de paiements sont habituellement longs pour un montant de 4,2 M€ (voir 5.1.3 et 5.1.4). Au 31 décembre 2024, ce client représente 48% des créances nettes totales et 54 % des créances nettes échues.

5.5.7. Autres créances

AUTRES CREANCES	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Provisions	Net	Net
En K€				
Créances sur personnel & org. sociaux	15	-	15	17
Créances fiscales - hors IS - courant	992	-	992	1 157
Etat, Impôt sur les bénéfices	4 500	-	4 500	4 845
Impôts différés - actif	178	-	178	68
Charges constatées d'avance	835	-	835	829
Frais d'émission d'emprunt - non courant	20	-	20	20
Autres créances	1 866	-	1 866	1 831
Ecart de conversion actif	258		258	229
Total autres créances d'exploitation	8 663	-	8 663	8 997

Les créances fiscales hors IS, correspondent principalement à des crédits de TVA pour un montant de 580 k€ au 31 décembre 2024 et de la TVA déductible pour un montant de 406 k€.

Les créances au titre de l'impôt sur les bénéfices correspondent au crédit impôt recherche déclaré au titre de l'exercice 2024 pour un montant de 4 489 K€.

Le remboursement du CIR 2023 a été obtenu en décembre 2024 pour un montant de 4 820 K€. Le remboursement du CIR 2024 est attendu mi 2025.

Au 31 décembre 2024, les charges constatées d'avance correspondent principalement à des coûts de maintenance, à des abonnements informatiques, des coûts de salon et des locations immobilières relatives à l'exercice 2024.

Les autres créances intègrent les créances cédées non-financées par le factor pour un montant de 722 K€ contre 1 724 K€ au 31 décembre 2023 ainsi qu'un acompte versé sur un achat de matériel en Asie pour 783 K€ non livré au 31/12/2024.

5.5.8. Etat des échéances des créances

CREANCES	31/12/2024	< N+1	de N+2 à N+5	> N+5
En K€				
Clients	8 772	8 772	-	-
Clients douteux	313	0	313	-
Factures à établir	6 574	6 574	-	-
Créances sur personnel & org. sociaux	15	15	-	-
Créances fiscales - hors IS	992	992	-	-
Etat, Impôt sur les bénéfices	4 500	4 500	-	-
Impôts différés - actif	178	178	-	-
Frais d'émission d'emprunt - non courant	20	20	-	-
Autres créances	1 866	1 866	-	-
Charges constatées d'avance	835	835	-	-
Ecart de conversion actif	258	258	-	-
Total créances	24 322	24 009	313	-

5.5.9. Trésorerie

DISPONIBILITES	31/12/2024	31/12/2023
En K€		
Disponibilités	4 086	3 679
Trésorerie active	4 086	3 679
Concours bancaires (trésorerie passive)	0	600
Trésorerie passive	0	600
Trésorerie nette	4 086	3 079

Les concours bancaires au 31/12/2023 correspondaient aux financements obtenus dans le cadre d'une avance MCNE.

5.5.10. Capitaux propres

Au 31 décembre 2024, le capital social de la Société s'élève à 250 833,72 € décomposé en 12 541 686 titres d'une valeur nominale de 0.02 euros, entièrement libérés et répartis comme suit :

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombres de titres				
		31/12/2023	Créés	Regroupement	IPO	Cession
Actions	0,0200	12 541 686				
						12 541 686

La variation des primes liées au capital entre 2023 et 2024 pour 10 K€ est liée aux bons de souscriptions d'actions exercés sur 2024 dans le cadre du plan de BSPCE, stocks-options et BSA émis en janvier 2024 (voir 5.1.3).

Bon de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSCPE)

L'Assemblée générale du 30 décembre 2019 a accordé aux salariés de la société les BSCPE dont les principales caractéristiques figurent ci-après

BSCPE Plan 2019	31/12/2024	31/12/2023
Date d'assemblée ayant délégué la compétence d'émettre et d'attribuer les BSCPE	02/07/19	02/07/19
Date de la décision d'attribution par le président	31/12/19	31/12/19
Nombre maximum de BSCPE autorisés	986 261	986 261
Nombre de BSCPE attribués (1)	383 500	383 500
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	191 750	191 750
dont le nombre pouvant être souscrites par les mandataires sociaux	-	-
Point de départ d'exercice des BSCPE (2)	31/12/20	31/12/20
Date d'expiration des BSCPE	31/12/29	31/12/29
Prix d'exercice des BSCPE	1,65 €	1,65 €
Modalités d'exercice	(1)	(1)
Nombre cumulé de BSCPE caducs ou annulés	36 563	26 563
Nombre de BSCPE exercés	9 937	9 937
Nombre de BSCPE restant en circulation	337 000	347 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	168 500	173 500

(1) Chaque bénéficiaire a la possibilité d'exercer ses BSPCE 2019, tant qu'il est salarié de la Société, dans les proportions et selon le calendrier suivant :

- à hauteur de 25% depuis le 31 décembre 2020 ;
- puis à hauteur de 6,25% à l'expiration de chaque trimestre écoulé depuis le 31 décembre 2020 jusqu'au 31 décembre 2023.

Lors de l'assemblée générale du 8 avril 2022, il a été procédé à un regroupement d'actions : chaque action d'une valeur nominative de 0,01 € a été regroupée par 2. La valeur nominale est passée à 0,02 €. Ce regroupement s'applique de fait aux BSPCE dont le nombre d'actions pouvant être souscrites a été divisé par 2 et le prix d'exercice multiplié par 2.

L'Assemblée générale du 15 juin 2023 a accordé aux salariés de la société les BSCPE dont les principales caractéristiques figurent ci-après :

BSCPE Plan 2024	31/12/2024
Date d'assemblée ayant délégué la compétence d'émettre et d'attribuer les BSCPE	15/06/23
Date de la décision d'attribution par le président	19/01/24
Nombre maximum de BSCPE autorisés	437 000
Nombre de BSCPE attribués (1)	430 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	430 000
dont le nombre pouvant être souscrites par les mandataires sociaux	-
Point de départ d'exercice des BSCPE (2)	19/01/25
Date d'expiration des BSCPE	19/01/32
Prix d'exercice des BSCPE	3,30 €
Modalités d'exercice	(1)
Nombre cumulé de BSCPE caducs ou annulés	7 000
Nombre de BSPCE exercés	
Nombre de BSCPE restant en circulation	423 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	423 000

(1) Chaque bénéficiaire a la possibilité d'exercer ses BSPCE 2024, tant qu'il est salarié de la Société, dans les proportions et selon le calendrier suivant :

- à hauteur de 25% à compter du 19/01/2025 ;
- puis à hauteur de 6,25% à l'expiration de chaque trimestre écoulé depuis le 19/01/2025 jusqu'au 19/01/2032.

Stock-options

L'Assemblée générale du 30 décembre 2019 a accordé aux salariés des sociétés Broadpeak Systems Corp. (USA) et Broadpeak Asie Pacifique (Singapour) les stock-options dont les principales caractéristiques figurent ci-après :

Stocks-options Plan 2019	Stock-options USA	Stocks-options Singapour
Nombre maximum de stock-options autorisés	986 261	986 261
Nombre de stock-options attribués	237 500	211 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	118 750	105 500
Point de départ d'exercice des stocks options	31-déc.-20	31-déc.-20
Date d'expiration des stocks options	30-déc.-29	30-déc.-29
Prix d'exercice des stocks options	1,65 €	1,65 €
Modalité d'exercice	(1)	(1)
Nombre de stock-options exercés	0	95 779
Nombre cumulé de stock-options caducs ou annulés	24 500	36 845
Nombre de stock-options restant en circulation	213 000	78 376
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	106 500	39 188

(1) Chaque bénéficiaire a la possibilité d'exercer ses stock-options, tant qu'il est salarié du Groupe ou mandataire de la Société, dans les proportions et selon le calendrier suivant :

- à hauteur de 25% depuis le 31 décembre 2020 ;
- puis à hauteur de 6,25% à l'expiration de chaque trimestre écoulé depuis le 31 décembre 2020 jusqu'au 31 décembre 2023.

Lors de l'assemblée générale du 8 avril 2022, il a été procédé à un regroupement d'actions : chaque action d'une valeur nominative de 0,01 € a été regroupée par 2. La valeur nominale est passée à 0,02 €. Ce regroupement s'applique de fait aux stocks-options dont le nombre d'actions pouvant être souscrites a été divisé par 2 et le prix d'exercice multiplié par 2.

L'Assemblée générale du 15 juin 2023 a accordé aux salariés des sociétés Broadpeak Systems Corp. (USA), Broadpeak Asie Pacifique (Singapour) et Broadpeak Video System (Canada) les stock-options dont les principales caractéristiques figurent ci-après :

Stocks-options Plan 2024	Stock-options USA	Stocks-options Singapour	Stocks-options Canada
Nombre maximum de stock-options autorisés	114 000	49 000	25 000
Nombre de stock-options attribués	114 000	49 000	25 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	114 000	49 000	25 000
Point de départ d'exercice des stocks options	19-janv.-25	19-janv.-25	19-janv.-25
Date d'expiration des stocks options	19-janv.-32	19-janv.-32	19-janv.-32
Prix d'exercice des stocks options	3,30 €	3,30 €	3,30 €
Modalité d'exercice	(1)	(1)	(1)
Nombre de stock-options exercés	0	0	0
Nombre cumulé de stock-options caducs ou annulés	10 000	3 000	0
Nombre de stock-options restant en circulation	104 000	46 000	25 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	104 000	46 000	25 000

Bon de souscription d'actions

L'Assemblée générale du 15 juin 2023 a accordé à des consultants, prestataires et salariés basés en Espagne et au Portugal du Groupe des bons de souscription d'actions dont les principales caractéristiques figurent ci-après :

BSA 2024	31/12/2024
Nombre de BSA souscrits	32 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	32 000
Point de départ d'exercice des BSA	19-janv.-25
Date d'expiration des BSA	19-janv.-32
Prix d'exercice des BSA	3,30 €
Modalité d'exercice	(1)
Nombre de BSA exercés	
Nombre cumulé de BSA caducs ou annulés	2 000
Nombre de BSA restant en circulation	30 000
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	30 000

(1) Chaque bénéficiaire, après avoir souscrit aux bons à hauteur de 10% du prix de souscription des actions ordinaires, a la possibilité d'exercer ses bons, tant qu'il est présent dans le Groupe, dans les proportions et selon le calendrier suivant :

- à hauteur de 25% à compter du 19/01/2025 ;
- puis à hauteur de 6,25% à l'expiration de chaque trimestre écoulé depuis le 19/01/2025 jusqu'au 19/01/2032.

5.5.11. Provisions

PROVISIONS	31/12/2023	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/12/2024
En K€					
Provisions pour charges	-	10	-	-	10
Provisions	-	10	-	-	10

Le poste correspond à la provision pour risque de versement de dommages et intérêt concernant un litige avec un client.

5.5.12. Emprunts et dettes financières

DETTES FINANCIERES	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
En K€				
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts auprès des établis. de crédit	10 242	1 981	(2 139)	10 084
Autres emprunts et dettes assimilées	852	99	(111)	839
Dépôts et cautionnement reçus		47		47
Intérêts courus sur emprunts	12	-	(2)	10
Concours bancaires courants	600		(599)	0
Total Emprunts et dettes financières	11 705	2 127	(2 852)	10 980
<i>Dont Crédit-bail</i>	<i>454</i>	<i>-</i>	<i>(245)</i>	<i>209</i>

ECHEANCIER DES DETTES FINANCIERES	31/12/2024	N+1	N+2 à N+5	> N+5
En K€				
Emprunts auprès des établis. de crédit	10 084	1 869	5 093	3 121
Autres emprunts et dettes assimilées	839	168	671	
Dépôts et cautionnement reçus	47		47	
Intérêts courus sur emprunt	10	10		
Concours bancaires courants	0	0		
Dettes financières	10 980	2 048	5 812	3 121

Emprunts auprès des établissements de crédit :

Les emprunts souscrits auprès des établissements de crédit ont pour objet le financement de l'innovation, le renforcement de la structure financière et le financement des besoins à court terme.

Le détail de chaque ligne existant au 31 décembre 2024 est le suivant :

Organisme	Objet	Date Octroi	Montant	Taux	Type de taux	Capital Restant dû en euro au 31/12/2024	Dont <1 an En €	Dont de 1 à 5 ans En €	Dont > 5 ans En €
BNP	Prêt MT	11/07/2017	66 518	0,85%	Fixe	4 616	4 616		-
BNP	Prêt MT	11/07/2017	23 482	0,85%	Fixe	894	894		-
BPGO	Prêt Innov Plus	18/07/2017	90 000	0,65%	Fixe	1 357	1 357		-
CRCA	Prêt MT	31/10/2017	150 000	1,05%	Fixe	7 953	7 953		-
CRCA	Prêt MT	19/06/2017	90 000	0,95%	Fixe	274	274		-
BNP	Prêt MT	21/06/2019	83 333	1,20%	Fixe	21 482	12 227	9 255	-
CRCA	Prêt MT	20/05/2019	83 000	1,17%	Fixe	25 005	12 196	12 810	-
CRCA	Prêt MT	18/06/2019	170 000	1,08%	Fixe	3 899	3 899		-
BPGO	Prêt MT	30/07/2029	70 000	1,05%	Fixe	21 812	10 196	11 616	-
BPGO	PGE	26/05/2020	1 600 000	0,25%	Fixe	572 016	403 162	168 854	-
CRCA	PGE	15/05/2020	1 600 000	0,25%	Fixe	570 696	402 382	168 314	-
BNP	PGE	02/06/2020	800 000	-	Fixe	286 080	201 624	84 457	-
BPGO	Prêt Innov Plus	31/12/2021	150 000	0,81%	Fixe	37 957	37 957	-	-
Caisse Epargne	Prêt MT	24/04/2022	150 000	0,70%	Fixe	53 606	37 784	15 821	-
Arkea	Prêt MT	17/06/2022	500 000	1,72%	Fixe	191 534	127 140	64 393	
BPO	Prêt participatif relance (PPR)	12/09/2023	1 125 000	4,80%	Fixe	1 125 000		562 500	562 500
Caisse Epargne	Prêt participatif relance (PPR)	06/09/2023	1 125 000	4,80%	Fixe	1 125 000		609 375	515 625
CRCA	Prêt participatif relance (PPR)	06/10/2023	1 125 000	5,40%	Fixe	1 125 000		562 500	562 500
Arkea	Prêt participatif relance (PPR)	20/10/2023	1 125 000	5,20%	Fixe	1 125 000		529 412	595 588
Arkea	Prêt financement de Capex	26/12/2023	1 125 000	4,99%	Fixe	976 254	144 826	656 775	174 653
BPO	Prêt financement de Capex	04/12/2023	900 000	4,80%	Fixe	736 820	170 505	566 314	
CRCA	Prêt financement de Capex	14/11/2023	1 000 000	4,80%	Fixe	778 491	116 579	526 399	135 513
Caisse Epargne	Prêt financement de Capex	06/09/2023	1 125 000	4,65%/4,25%	Fixe	1 084 285	93 212	416 409	574 664
Total emprunts auprès des établissements de crédit						9 875 031	1 788 783	4 965 204	3 121 043
BPO	Crédit bail	16/12/2021	516 999		Fixe				
BPO	Crédit bail	27/07/2023	321 590		Fixe	208 528	80 269	128 259	
Total Crédit Bail						208 528	80 269	128 259	-
BPI	PTZI	24/01/2017	180 000	-	Fixe	18 000	18 000		
BPI	Prêt collectivités	21/07/2017	200 000	0,58%	Fixe	10 138	10 138		
BPI	PRDI	17/12/2021	700 000	0,71%	Fixe	665 000	140 000	525 000	
BPI	Avance remboursable	17/12/2021	46 998			146 288		146 288	
Total autres emprunts et dettes assimilées						839 426	168 138	671 288	-

Aucun de ces emprunts n'est soumis à des clauses de respect de ratios financiers.

La Société a souscrit à des prêts participatifs relance (PPR) sur le dernier trimestre 2023 pour un montant de 4 500 K€ et a bénéficié de prêts de financements d'immobilisations à moyen terme pour un total de 4 150 K€. Le montant débloqué de ces derniers était de 4 139 K€ au 31/12/2024.

5.5.13. Dettes fournisseurs et autres dettes

DETTES FOURNISSEURS	31/12/2024	31/12/2023
En K€		
Fournisseurs	5 628	6 398
Total dettes fournisseurs	5 628	6 398

AUTRES DETTES	31/12/2024	31/12/2023
Dettes sociales	6 527	4 514
Dettes fiscales	397	396
Comptes courants - passif	0	0
Produits constatés d'avance	6 237	3 532
Ecart de conversion sur autres dettes et créances - passif	769	369
Autres dettes	161	82
Total autres dettes	14 091	8 893

ECHEANCIER DES FOURNISSEURS	31/12/2024	< N+1	N+2 à N+5	> N+5
En K€				
Fournisseurs	5 628	5 628	-	-
Total dettes fournisseurs	5 628	5 628	0	0

ECHEANCIER DES AUTRES DETTES	31/12/2024	< N+1	N+2 à N+5	> N+5
En K€				
Dettes sociales	6 527	6 527	-	-
Dettes fiscales	397	397	-	-
Produits constatés d'avance	6 237	6 237	-	-
Ecart de conversion sur autres dettes et créances - passif	769	769	-	-
Autres dettes	161	161	-	-
Autres autres dettes	14 091	14 091	0	0

La baisse des dettes fournisseurs provient principalement de celle des factures de prestataires en 2024 et des achats dans le cadre du plan d'économies mis en place (voir 5.1.3).

Les dettes sociales comprennent 1 588 K€ de dettes URSSAF contre 413 K€ au 31/12/2023. Cette hausse s'explique par l'échelonnement mis en place avec l'URSSAF sur les cotisations patronales d'avril à octobre 2024. Le poste comprend également les cotisations patronales dues au titre des mois de novembre et décembre 2024, réglées en janvier 2025.

Les dettes fiscales correspondent principalement à de la TVA collectée pour un montant de 327 K€ au 31 décembre 2024.

Les produits constatés d'avance (6 237 K€) correspondent à des niveaux de facturations émises supérieurs à l'avancement des projets en cours à la date de clôture. Ils correspondent notamment à des prestations de maintenance à hauteur de 3 971 K€ au 31 décembre 2024. Le solde de 2 266 K€ correspond principalement à de fournitures de solutions matérielles et logicielles avec des jalons de facturation anticipés.

5.6. INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.6.1. Chiffre d'affaires

L'évolution du chiffre d'affaires est la suivante :

Chiffre d'affaires	31/12/2024	31/12/2023
En k€		
Production vendue de biens	3 545	6 336
Production vendue de services	35 835	32 704
Total Chiffre d'affaires	39 380	39 041

5.6.2. Autres produits d'exploitation

Autres produits d'exploitation	31/12/2024	31/12/2023
En k€		
Production immobilisée	7 400	7 770
Subventions d'exploitation	22	16
Gains de change sur dettes et créances commerciales - Réalisés	535	543
Autres produits	40	8
Transferts de charges d'exploitation	1	20
Rep./dép. des créances (actif circulant)	195	259
Total autres produits d'exploitation	8 194	8 616

La production immobilisée correspond essentiellement à l'activation des frais de R&D, voir note 5.5.1.

Le Groupe a constaté des gains de change sur ses créances et dettes libellées en devises pour un montant de 535 K€ en 2024 (cf 5.7.5)

Une reprise sur provision pour dépréciation des créances a été constatée pour 195 K€, tandis qu'une dotation a été constituée pour 47 K€, voir note 5.6.8.

5.6.3. Achats consommés

Achats consommés	31/12/2024	31/12/2023
En k€		
Achat de hardwares	(2 159)	(3 568)
Var. stocks mp, fournir. & autres appro.	(23)	(1 325)
Autres achats	(4 734)	(4 157)
Transports sur ventes	(82)	(97)
Achats non stockés de matières et fournitures	(215)	(155)
Total Achats consommés	(7 213)	(9 303)

Les achats consommés représentent 7 213 K€ en 2024 en baisse de 22 % et sont principalement constitués :

- d'achats d'équipements pour 2 159 K€ correspondant aux achats de matériels réalisés auprès de fournisseurs externes, le Groupe ne fabricant pas les équipements livrés à ses clients, en baisse de 39% par rapport à 2023 en lien avec la diminution de l'activité vente d'équipements
- en complément des achats, l'impact de la variation des stocks en 2024 est de 23 K€. Les livraisons de stocks en 2023 et constitués en 2022 s'élevaient à 1 448 K€ expliquant la variation entre les deux exercices.
- d'autres achats s'élèvent à 4 734 K€, et correspondent à des achats de logiciels, de prestations de maintenance et de sous-traitance directement imputables à des projets. La progression du poste de 14 % est liée à la progression de l'activité maintenance et managed services entre 2023 et 2024

5.6.4. Charges de personnel

Charges de personnel	31/12/2024	31/12/2023
En k€		
Salaires bruts	(18 797)	(17 653)
Charges sociales	(6 329)	(5 881)
Autres charges de personnel	(450)	(383)
Total Charges de personnel	(25 576)	(23 917)

La progression des charges de personnel de 1 659 K€ soit 7 % entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024 résulte principalement liée à la progression de l'effectif moyen entre 2023 et 2024.

5.6.5. Autres charges d'exploitation

Charges externes	31/12/2024	31/12/2023
En k€		
Prestations externes France	(3 320)	(5 260)
Prestations externes Hors France	(5 723)	(5 180)
Sous-traitance diverse	(164)	(216)
Locations et charges locatives	(1 852)	(1 071)
Abonnements et maintenance informatique	(477)	(376)
Primes d'assurance	(375)	(311)
Etudes et recherches	(193)	(157)
Personnel mis à disposition	(104)	(351)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(751)	(674)
Commissions sur ventes	(603)	(552)
Publicités	(660)	(1 042)
Transports	(1)	(9)
Déplacements, missions	(1 165)	(1 591)
Frais postaux	(151)	(149)
Services bancaires	(129)	(137)
Autres charges externes	(335)	(591)
Pertes de change sur dettes et créances commerciales - Réalisées	(448)	(655)
Total Charges externes	(16 451)	(18 320)

Les autres charges d'exploitation sont de 16 451 K€ en 2024 (soit une baisse de 10% par rapport à 2023) et comprennent essentiellement :

- Les prestations externes qui correspondent aux effectifs de consultants et prestataires non salariés du Groupe
 - Les prestations externes en France s'élèvent à 3 320 K€ en 2024. Elles correspondent au recours à des Entreprises de Services du Numérique, principalement pour renforcer les équipes R&D et Support. La baisse du poste par rapport à 2023 est liée à celle du recours aux prestataires dans le cadre du plan d'économies mis en place sur 2024 (voir 5.1.3)
 - Hors France, les prestations externes correspondent à des consultants qui renforcent la structure au niveau Commerce et Opérations dans les pays où le Groupe n'est pas présent. Elles s'élèvent à 5 723 K€ en 2024.
 - Le personnel mis à disposition pour 104 K€ correspondent à des charges d'intérimaires et les coûts des VIE à l'étranger

- Par ailleurs, les autres postes se décomposent principalement par :
 - Des déplacements et missions pour 1 165 K€ qui correspondent aux frais de déplacements à l'international
 - Des charges de publicité pour 660 K€ comprenant principalement des frais de salon
 - Des locations et charges locatives pour 1 852 K€
 - des commissions sur ventes, qui s'établissent à 603 K€ en 2024, en liaison avec les ventes réalisées avec les agents et distributeurs.
 - des honoraires pour 751 K€ qui correspondent essentiellement aux prestations d'expertises spécifiques (brevets, juridiques, comptables, RH)
 - des autres charges externes d'un montant de 335 K€ comprenant des abonnements, des frais de formation du personnel, des cotisations diverses. La baisse du poste par rapport à 2023 est liée à des reclassements d'abonnements sur d'autres postes et à l'absence de renouvellement de cotisations en 2024

La baisse des autres postes entre les deux exercices est liée à la volonté du Groupe de diminuer ses coûts dans le cadre du plan d'économies mis en place (voir 5.1.3).
- des pertes de change sur dettes et créances libellées en devises pour 448 K€ (cf 5.7.5)

5.6.6. Impôts et taxes

Impôts et taxes	31/12/2024	31/12/2023
En k€		
Impôts et taxes sur rémunérations	(342)	(272)
Autres impôts et taxes	(277)	(253)
Total Impôts et taxes	(619)	(525)

Les autres impôts et taxes correspondent essentiellement à des retenues à la source sur des ventes réalisées à l'étranger pour un montant de 208 K€ au titre de l'exercice 2024.

5.6.7. Indicateurs alternatifs de performance

Marge brute et Marge brute ajustée

Marge brute	31/12/2024	31/12/2023
En K€		
Chiffres d'affaires	39 380	39 041
Production stockée	-	-
Achats consommés	(7 213)	(9 303)
Marge brute	32 166	29 738
Taux de marge brute	81,68%	76,17%
Commissions sur ventes	(603)	(552)
Marge brute ajustée	31 563	29 187
Taux de marge brute ajustée	80,15%	74,76%

EBITDA

Le Groupe a fait le choix de communiquer sur l'agrégat « EBITDA » compte tenu de son caractère significatif quant à l'analyse de sa performance financière.

EBITDA	31/12/2024	31/12/2023
En K€		
Résultat d'exploitation	(7 900)	(8 452)
Dotations aux Amort./Prov. sur immo.	5 556	3 924
Valeur nette des prov. pour dép. actif circulant	(148)	(139)
EBITDA	(2 492)	(4 667)
Taux d'EBITDA	-6,33%	-11,95%
Crédit Impôt Recherche et Crédit Impôt Innovation	4 476	4 649
EBITDA ajusté	1 984	(18)
Taux d'EBITDA ajusté	5,04%	-0,05%

5.6.8. Dotations aux amortissements et provisions

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS EXPLOITATION	31/12/2024	31/12/2023
En K€		
Dotations amortissements immobilisations incorporelles	(4 509)	(2 926)
Dotations amortissements immobilisations corporelles	(1 047)	(998)
Dotations aux provisions sur actif circulant	(47)	(120)
Dotations aux provisions pour risques et charges	(10)	0
Total dotations aux amortissements et provisions d'exploitation	(5 613)	(4 044)

Le poste dotations aux amortissements et provisions s'élève à 5 613 K€ en 2024, soit +38,8% par rapport à l'exercice 2023. Cette hausse provient essentiellement :

- des amortissements relatifs aux immobilisations incorporelles qui sont passés de 2 926 K€ en 2023 à 4 509 K€ causés par une hausse des amortissements des frais de développement, qui font suite à la mise en service de projets de R&D capitalisés ;
- des amortissements relatifs aux immobilisations corporelles qui sont passés de 998 K€ en 2023 à 1 047 K€ en 2024, en lien avec les acquisitions de l'exercice.
- Par ailleurs, une dotation aux provisions pour créances clients a été constituée pour 47 K€ (contre 121 K€ en 2023) tandis qu'une reprise a été constatée pour 195 K€ (voir note 5.6.2), soit un produit net de 148 K€ sur l'exercice 2024
- une provision pour litige a été constituée pour 10 K€ (voir 5.5.11)

5.6.9. Résultat financier

RESULTAT FINANCIER	31/12/2024	31/12/2023
En K€		
Charges d'intérêts	(437)	(109)
Résultat sur change	154	(132)
Autres produits et charges financières	(254)	(137)
Dot / Rep sur provisions financières	25	(18)
Total Résultat Financier	(511)	(395)

Le résultat financier est une perte de 511 K€ en 2024, soit une hausse de 116 K€ par rapport en 2023.

Cette évolution résulte principalement de la hausse des charges d'intérêts en raison de la mise en place des contrats de prêts participatifs relance et de prêts de financement d'immobilisations fin 2023 générant 376 K€ d'intérêts sur l'exercice 2024.

Les autres charges financières comprennent principalement 199 K€ de commission d'affacturage contre 168 K€ en 2023 et 62 K€ d'intérêts sur le financement du CIR 2023 (voir 5.3.16).

Les reprises sur provisions financières de 25 K€ correspondent aux gains de change sur le dépôt de garantie du factor en USD.

5.6.10. Résultat exceptionnel

RESULTAT EXCEPTIONNEL	31/12/2024	31/12/2023
En K€		
Plus ou moins value sur cession d'immobilisations	(28)	(3)
Subventions d'investissement virées au résultat	116	38
Produits (charges) net(te)s sur exercices antérieurs	5	7
Autres produits (charges) exceptionnel(le)s	(140)	(95)
Total Résultat Exceptionnel	(47)	(53)

Le résultat exceptionnel est une perte de 47 K€ variant de 6 K€ par rapport à l'exercice 2023.

Il comprend un produit de subvention d'investissement de 116 K€ lié à deux subventions reçues sur l'exercice 2024.

Les autres charges exceptionnelles de 140 K€ correspondent essentiellement à la moins-value sur les actions propres constatée sur l'exercice 2024 pour 94 K€ et aux provisions de pénalités liées à la mise en place de l'échelonnement des cotisations patronales URSSAF d'avril à octobre 2024 (voir 5.5.13). Une demande de remise gracieuse de ces pénalités sera effectuée à l'issue du calendrier de paiement.

5.6.11. Impôt

VENTILATION DE LA CHARGE / PRODUIT D'IMPOT	31/12/2024	31/12/2023	Ecart
En K€			
Charge / (produit d'impôt courant)	4 324	4 636	(312)
Charge / (produit d'impôt différé)	110	27	82
Total de l'impôt	4 434	4 663	(230)

VENTILATION DES IMPOTS DIFFERES	31/12/2024	31/12/2023
En K€		
Différences temporaires	150	56
Retraitements fiscaux et d'harmonisations	28	12
Total Impôts différés nets	178	68
Actifs d'impôts différés	178	68
Passifs d'impôts différés	0	0
Total Impôts différés nets	178	68

PREUVE D'IMPÔT	31/12/2024	31/12/2023
En K€		
Résultat consolidé net d'impôt	(4 024)	(4 237)
Charge / Produit d'impôt	4 434	4 663
Résultat consolidé avant impôt	(8 458)	(8 900)
Taux d'impôt théorique	25,00%	25,00%
Impôt théorique calculé	2 114	2 225
Impacts		
Incidence de la déduction des frais d'augmentation de capital		
Incidence des autres différences permanentes fiscales	(56)	58
Utilisation de déficit non activé (+) ou déficit non activé (-)	(2 091)	(2 275)
Crédit d'impôts	4 431	4 648
Incidence des variations de taux d'impôt	36	7
Autres		
Total de l'impôt effectif	4 434	4 663

Crédit Impôt :

Le Groupe a déclaré un crédit d'impôt recherche (CIR) et un crédit d'impôt innovation (CII) pour 4 476 K€ en 2024 contre 4 833 K€ en 2023.

Une retenue à la source constituant des crédits d'impôt a été reclassée en comptes d'impôt pour un montant de 46 K€ en 2024.

Déficits reportables :

Les déficits reportables ne sont pas activés par le Groupe. Le solde cumulé des déficits reportables non activés représentent une base de 29 835 K€ au 31 décembre 2024. Ces déficits sont reportables de façon illimitée dans le temps.

5.6.12. Résultat par action

Résultat par action	31/12/2024	31/12/2023
En K€		
Résultat net (en K€)	(4 024)	(4 237)
Nombre moyen d'actions pondéré	12 541 686	12 541 686
Résultat par action (en €)	(0,3209)	(0,3378)
Nombre moyen d'actions pondéré dilué	13 483 874	12 877 124
Résultat dilué par action (en €)	(0,2984)	(0,3290)

Le nombre d'instruments dilutifs existants à chaque clôture est le suivant :

Dilution potentielle totale	31/12/2024	31/12/2023
Nombre d'actions composant le capital actuel	12 541 686	12 541 686
Nombre d'actions maximal à provenir de l'exercice des plans de BSCPE 2019 et 2024	591 500	173 500
Nombre d'actions maximal à provenir de l'exercice des stocks-options (Plan US, Singapour, Canada de 2019 et 2024)	320 688	161 938
Nombre d'actions maximal à provenir de l'exercice des BSA du plan de 2024	30 000	0
Nombre total d'actions susceptibles d'être créées	942 188	335 438
Nb d'actions composant le capital dilué	13 483 874	12 877 124
% dilution potentielle (base capital actuel)	7,51%	2,67%
% dilution potentielle (base capital dilué)	6,99%	2,60%

5.7. AUTRES INFORMATIONS

5.7.1. Effectifs

EFFECTIF PAR CATEGORIE	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	216	212
Employés	6	6
Total de l'effectif	222	218

En complément des effectifs salariés, le groupe compte 74 prestataires externes au 31/12/24, contre 114 au 31/12/23.

5.7.2. Transactions avec les parties liées

Hors rémunération des dirigeants, les transactions conclues avec des parties liées correspondent à des prestations ou loyers facturés par des Sociétés immobilières détenues par les actionnaires et/ou dirigeants du Groupe, à des conditions de marché et de règlement habituelles pour ce type de prestations.

5.7.3. Rémunération des dirigeants

Rémunérations des dirigeants	31/12/2024	31/12/2023
Jacques Le Mancq - Président Directeur Général		
Rémunération fixe	126 573	124 738
Rémunération variable annuelle	0	56 661
Rémunérations variables pluriannuelles	n/a	n/a
Rémunération exceptionnelle	n/a	n/a
Rémunération allouée à raison du mandat d'administrateur	n/a	n/a
Avantages en nature	n/a	n/a

Les rémunérations indiquées sont les salaires bruts et les bonus versés au cours de l'exercice. La rémunération variable est calculée sur les objectifs de l'année précédente.

5.7.4. Honoraires des commissaires aux comptes

(En millier d'euros)		Deloitte & Associés	Geirec	Total
31/12/2024	Certification des comptes	118	23	141
	Services autres que la certifications des comptes (SACC)			
31/12/2023	Certification des comptes	72	22	94
	Services autres que la certifications des comptes (SACC)			

5.7.5. Stratégie de couverture de change

En 2024, le Groupe réalise plus de la moitié de ses ventes en USD. Son chiffre d'affaires reporté en euros est ainsi influencé par les variations de la parité Euro/USD. Ainsi, toute variation de la devise américaine par rapport à l'euro aura un impact significatif à la hausse ou à la baisse sur le niveau d'activité reporté.

Par ailleurs de l'ordre de 27% des charges du Groupe sont en devises au 31 décembre 2024, principalement en USD.

Le Groupe a ponctuellement réalisé des opérations de couverture de change mais n'a pas mis en place de couverture systématique en considérant notamment que son exposition aux devises étrangères est partiellement compensée entre ses ventes et achats en devises étrangères.

L'incidence nette des gains et pertes de change constitue un gain de 266 K€ au titre de 2024.

Incidence nette des gains et pertes de change sur le résultat avant impôts	31/12/2024	31/12/2023
Reprise / provisions d'exploitation		
Gains de change/ opérations courantes - réalisés	535	543
Pertes de change / opératons courantes - réalisées	(448)	(655)
Dot° prov pour risques et charges		0
Impact net / résultat d'exploitation en K€	87	(112)
Résultat sur change	154	(132)
Dot° / Repr sur provisions financières	25	(18)
Impact net / résultat financier en K€	179	(150)
Impact net / résultat avant impôts en K€	266	(262)

5.7.6. Engagements hors-bilan

Dettes garanties par des sûretés réelles

Nantissement du fonds de commerce en garantie d'emprunts bancaires pour un montant restant dû au 31 décembre 2024 de 1 579 K€, intérêts courus inclus.

Engagements financiers

Engagements reçus

Aucun engagement reçu au 31/12/2024.

Engagements donnés

Le montant des créances cédées dans le cadre du contrat d'affacturage s'élève à 5 842 K€ dont 3 147 K€ non échu.

Engagements de location simple

En K€	Total restant dû au 31/12/2024	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements de location simple	14 330	1 303	6 514	6 513

Le groupe déménagé son siège social fin janvier 2024. Un bail ferme de 12 ans a été conclu dans ce cadre en décembre 2021 une superficie de 6 092 m² à comparer à une superficie occupée de 2 511 m² au 31 décembre 2023. Une partie de ces surfaces (à hauteur de 839 m²) fait l'objet d'une sous location à deux entreprises depuis le dernier trimestre 2024.

Engagement en matière de pensions et retraites

L'engagement correspondant aux droits acquis par les salariés en matière d'indemnité de départ volontaire en retraite s'élève à 1 223 K€ au 31 décembre 2024 contre 866 K€ au 31 décembre 2023.

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE 31 DECEMBRE 2024**



BROADPEAK

Société anonyme

3771 Boulevard des Alliés
35510 CESSON SEVIGNE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

Geirec

276, rue de Chateaugiron

35063 Rennes Cedex

S.A.S. au capital de 385 600€

428 929 517 RCS Rennes

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale Ouest Atlantique

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide

92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 201 424 €

572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

BROADPEAK

Société anonyme

3771 Boulevard des Alliés

35510 CESSON SEVIGNE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société BROADPEAK

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société BROADPEAK relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Frais de recherche et développement

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société en matière de frais de recherche et développement, telles que décrites en notes « 5.3.9. Immobilisations incorporelles » et « 5.5.1. Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes, nous avons examiné les modalités d'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la détermination de leur valeur actuelle. Nous avons également vérifié les informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rennes, le 29 avril 2025

Les commissaires aux comptes

Geirec

Deloitte & Associés

Anthony ROUSSEAU

Guillaume RADIGUE

COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024



Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Capital souscrit non appelé						
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	19 090 543	9 310 305	9 780 237	7 280 453
		Frais de développement	1 801 357	1 296 677	504 679	524 397
		Concessions, brevets et droits similaires				
		Fonds commercial (1)				
		Autres immobilisations incorporelles	37 825	37 013	811	3 463
		Immobilisations incorporelles en cours	7 199 389		7 199 389	6 721 449
		Avances et acomptes				
		TOTAL	28 129 115	10 643 997	17 485 118	14 529 762
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst. techniques, mat. out. industriels	175 793	136 371	39 421	83 452
		Autres immobilisations corporelles	5 793 764	2 236 349	3 557 414	970 380
		Immobilisations en cours	9 718		9 718	1 309 641
		Avances et acomptes				
			TOTAL	5 979 276	2 372 721	3 606 555
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations évaluées par équivalence				
		Autres participations	64 769		64 769	64 769
		Créances rattachées à des participations				
		Titres immob. de l'activité de portefeuille				
		Autres titres immobilisés	66 498		66 498	6 818
		Prêts				
		Autres immobilisations financières	1 438 264	47 723	1 390 540	1 544 884
		TOTAL	1 569 531	47 723	1 521 808	1 616 472
Total de l'actif immobilisé			35 677 924	13 064 441	22 613 482	18 509 709
Actif circulant	Stocks	Matières premières, approvisionnements	102 913	19 396	83 517	122 803
		En cours de production de biens				
		En cours de production de services				
		Produits intermédiaires et finis				
		Marchandises				
		TOTAL	102 913	19 396	83 517	122 803
	Avances et acomptes versés sur commandes		215 703		215 703	67 989
	Créances ⁽³⁾	Clients et comptes rattachés	15 653 735	412 387	15 241 347	19 162 551
		Autres créances	6 983 464		6 983 464	7 867 205
		Capital souscrit et appelé, non versé				
	TOTAL	22 637 200	412 387	22 224 812	27 029 756	
Divers	Valeurs mobilières de placement					
	(dont actions propres :)					
	Instruments de trésorerie					
	Disponibilités	4 016 186		4 016 186	3 557 367	
	TOTAL	4 016 186		4 016 186	3 557 367	
Charges constatées d'avance			807 862		807 862	767 955
Total de l'actif circulant			27 779 867	431 784	27 348 083	31 545 872
Frais d'émission d'emprunts à étaler			19 825		19 825	19 825
Primes de remboursement des emprunts						
Écarts de conversion actif			257 898		257 898	229 356
TOTAL DE L'ACTIF			63 735 515	13 496 225	50 239 289	50 304 763
Renvois : (1) Dont droit au bail						
(2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières						81 958
(3) Dont créances à plus d'un an (brut)					343 526	312 861
Clause de réserve de propriété			Immobilisations	Stocks	Créances clients	

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Capitaux propres	Capital (dont versé : 250 833)	250 833	250 833
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	20 945 094	20 934 524
	Ecarts de réévaluation		
	Ecarts d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale	24 993	24 993
	Réserves statutaires		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	1 273 245	5 842 008
	Report à nouveau		
Aut. fonds propres	Résultats antérieurs en instance d'affectation		
	Résultat de la période (bénéfice ou perte)	-4 445 118	-4 568 762
	Situation nette avant répartition	18 049 048	22 483 597
	Subvention d'investissement	228 893	37 802
	Provisions réglementées		
Total		18 277 941	22 521 399
Provisions	Titres participatifs	146 287	46 997
	Avances conditionnées		
Total		146 287	46 997
Dettes	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	10 000	
Total		10 000	
Dettes	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	9 885 540	10 411 703
	Emprunts et dettes financières divers (3)	740 156	804 609
	Total	10 625 696	11 216 312
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)		60 045
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 177 914	8 252 978
	Dettes fiscales et sociales	5 950 359	4 253 017
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		5 040
Autres dettes	Autres dettes	52 519	47 465
	Instruments de trésorerie		
Total		14 180 792	12 558 502
Produits constatés d'avance		6 229 337	3 532 091
Total des dettes et des produits constatés d'avance		31 035 826	27 366 950
Écarts de conversion passif		769 232	369 415
TOTAL DU PASSIF		50 239 289	50 304 763
Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	Crédit-bail immobilier		
	Crédit-bail mobilier	229 841	478 940
	Effets portés à l'escompte et non échus		
	Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an	11 358 503	8 820 522
	à moins d'un an	19 677 323	18 486 383
(3) dont emprunts participatifs		270	611 756

		France	Exportation	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation (1)	Ventes de marchandises				
	Production vendue : - Biens	58 280	3 486 653	3 544 933	6 336 317
	- Services	3 384 822	32 449 942	35 834 764	32 704 415
	Chiffre d'affaires net	3 443 102	35 936 596	39 379 698	39 040 733
	Production stockée			7 400 365	7 769 868
	Production immobilisée				
	Produits nets partiels sur opérations à long terme				
	Subventions d'exploitation			22 440	15 920
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			196 198	279 126
	Autres produits			606 073	549 520
Total				47 604 776	47 655 169
Charges d'exploitation (2)	Marchandises Achats				
	Variation de stocks				
	Matières premières et autres approvisionnements Achats			2 220 347	3 690 218
	Variation de stocks			23 044	1 325 212
	Autres achats et charges externes (3)			28 419 090	28 868 133
	Impôts, taxes et versements assimilés			619 160	524 660
	Salaires et traitements			13 051 536	12 295 756
	Charges sociales			5 819 638	5 281 794
	Dotations • sur immobilisations amortissements			5 233 082	3 668 842
	d'exploitation • sur actif circulant provisions			47 076	120 464
Autres charges	• pour risques et charges			10 000	
				452 735	660 990
Total				55 895 712	56 436 072
Résultat d'exploitation			A	-8 290 936	-8 780 903
Opér. commun	Bénéfice attribué ou perte transférée		B		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		C		
Produits financiers	Produits financiers de participations (4)				
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)				
	Autres intérêts et produits assimilés (4)			30 201	31 808
	Reprises sur provisions, transferts de charges			25 333	
	Différences positives de change			144 695	73 421
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
Total				200 231	105 229
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions				17 538
	Intérêts et charges assimilées (5)			703 083	269 510
	Différences négatives de change				202 534
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total				703 083	489 583
Résultat financier			D	-502 852	-384 354
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (± A ± B - C ± D)			E	-8 793 788	-9 165 257

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		7 479
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	169 920	362 364
	Reprises sur provisions et transferts de charge		
	Total	169 920	369 844
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	8 648	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	213 447	422 131
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	Total	222 095	422 131
Résultat exceptionnel		F	-52 175
Participation des salariés aux résultats		G	
Impôt sur les bénéfices		H	-4 400 845
BÉNÉFICE OU PERTE (± E ± F - G - H)			-4 568 762
(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier - redevances de crédit-bail immobilier	271 175	226 942
(4) Dont	produits concernant les entités liées		
(5) Dont	intérêts concernant les entités liées		

SA BROADPEAK

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture :
31/12/2024



Table des matières

1 . Faits caractéristiques de l'exercice	3
2 . Principes, règles et méthodes comptables	3
3 . Informations relatives aux postes du bilan	9
3.1. Actif immobilisé.....	9
3.2. Actif circulant	16
3.3. Autres informations sur l'actif.....	17
3.4. Passif	19
3.4.1. Capitaux propres	19
3.4.2. Provisions	21
3.4.3. Autres informations sur le passif.....	23
4 . Informations relatives aux postes du compte de résultat	26
4.1. Honoraires des commissaires aux comptes	26
5 . Informations relatives à l'effectif.....	26
6 . Impôt sur les bénéfices	27
6.1. Autres informations fiscales spécifiques	27
7 . Informations relatives à la consolidation.....	27
8 . Informations au titre des opérations réalisées avec des parties liées.....	27
9 . Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan.....	28
9.1. Engagements financiers donnés et reçus	28
9.2. Engagements pris en matière de crédit-bail	29
10 . Événements postérieurs à la clôture.....	30

1. Faits caractéristiques de l'exercice

Contrôle fiscal :

Broadpeak SA a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur l'exercice 2024 et a concerné les exercices 2021 et 2022. Le contrôle fiscal s'est terminé en novembre 2024 et n'a pas fait l'objet de redressements significatifs.

Déménagement du siège social Groupe :

Le Groupe a déménagé son nouveau siège social à Cesson-Sévigné en date du 29 janvier 2024 nécessitant des acquisitions d'immobilisations en termes d'agencements, aménagements et mobilier.

Mise en place d'un plan d'économies :

Un plan d'économies concentré sur les achats et prestations externes a été mis en place début 2024 et a commencé à produire ses effets à compter du second trimestre de l'exercice 2024.

Nouveau plan de BSPCE, options et souscriptions d'actions et BSA :

La Société a mis en place un nouveau programme d'incitation destiné à ses salariés et ses partenaires en date du 19 janvier 2024 donnant lieu à l'émission de 437 000 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« BSPCE »), 188 000 options de souscriptions d'actions et 32 000 bons de souscriptions d'actions (« BSA »). Le prix de souscription unitaire des actions nouvelles pouvant être émises sur exercices de ces valeurs mobilières est de 3,30 €.

Les BSPCE, les options de souscriptions d'actions et les BSA sont exerçables aux conditions et dans les délais suivants :

- un maximum de 25% des titres attribués est exerçable à l'issue d'une période de 12 mois à compter de l'attribution et jusqu'à la date d'échéance des titres ;
- un maximum de 6,25% des titres attribués est exerçable par période trois mois à l'issue de la période de 12 mois décrite ci-dessus, soit un montant total maximum de 75% à l'issue d'une période de 36 mois.

L'exercice des BSPCE, des options de souscriptions d'actions et des BSA est conditionné à la présence du bénéficiaire en tant que salarié ou prestataire de la Société.

Contrat de liquidité :

En février 2024, la Société a réalisé un virement de 20 000 € sur le contrat de liquidité avec TC ICAP portant sur les actions de la Société.

Gestion des créances clients :

Au 31/12/2023, le poste clients était impacté par un client export dont les délais de paiement sont habituellement longs, pour une créance totale de 6.6 m€ dont 4.5 m€ échus soit 4.97 m\$. Un calendrier de paiement avait été mis en place avec ce client en mars 2024 afin d'apurer les créances échues au 31/12/23 de 4.97 m\$.

Au 31/12/2024, suite au plan de recouvrement mis en place, les créances échues concernées par le calendrier ont été intégralement réglées pour 4.97 m\$. Le solde de la créance s'élève à 4.2 m€ et intègre de nouvelles factures de 2024.

2. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes découlant des textes légaux et réglementaires applicables en France.

Ils respectent en particulier les dispositions des règlements de l'Autorité des Normes Comptables modifiant le règlement n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Continuité d'exploitation :

Les comptes de Broadpeak ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 02 avril 2025 en application du principe de continuité d'exploitation, compte tenu de la capacité financière de la société à subvenir à ses besoins de financement des 12 prochains mois.

Opérations en devises :

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises sont enregistrées pour leur contre-valeur en euros sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

L'écart de conversion qui résulte de la valorisation des dettes et créances en devises est inscrit en comptes de régularisation, à l'actif s'il s'agit d'une perte latente et au passif s'il s'agit d'un profit latent. Les pertes latentes non couvertes font l'objet d'une provision pour risques. Les comptes annuels ont été arrêtés en date du 31/12/2024.

Frais de recherche et de développement :

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement sont immobilisés, par contrepartie de la production immobilisée, lorsque les critères d'activation suivants sont remplis :

- Faisabilité technique,
- Intention de l'achever et de l'utiliser ou de le vendre,
- Capacité à l'utiliser ou le vendre,
- Avantages économiques probables,
- Disponibilité des ressources,
- Capacité à évaluer de manière fiable les dépenses liées au projet.

Les frais de développement activés intègrent les coûts externes (engagements pris envers des fournisseurs ou prestataires extérieurs - factures, factures à recevoir, relevés de situation, etc.) et internes (valorisés sur la base des temps de travail imputés sur ces projets).

Les dépenses ne sont activées qu'à partir de la date à laquelle les conditions d'activation de l'immobilisation incorporelle sont remplies. Les dépenses cessent d'être inscrites à l'actif lorsque l'immobilisation incorporelle est prête à être utilisée et commercialisée. Le démarrage de l'amortissement s'effectue à compter de la date de commercialisation. Les frais de développement pour lesquels l'amortissement n'a pas débuté à la clôture de l'exercice sont présentés en " Immobilisations en cours ".

Ces frais sont amortis en linéaire sur la durée de 3 à 5 ans.

Montant immobilisé sur l'exercice au 31 décembre 2024 : 26 244 K€.

Amortissements économiques comptabilisés au 31 décembre 2024 : 9 310 K€.

Les frais de développement de projets non achevés à la date du 31 décembre 2024 et comptabilisés en immobilisations incorporelles en cours pour un montant de 7 153 K€ seront amortis comptablement via un compte de dotation d'exploitation à compter de la date d'achèvement du projet sur la durée de commercialisation prévisionnelle des produits issus de ces projets.

Test de perte de valeur des actifs immobilisés :

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés à durée de vie finie dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît. Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur comptable de l'actif à sa valeur actuelle. La valeur actuelle d'un actif est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale diminuée des coûts de cession et la valeur d'usage. La valeur d'usage est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs. Le taux d'actualisation correspond au coût moyen pondéré du capital.

Les actifs qui présentent une durée d'utilisation non limitée sont soumises à un test de dépréciation au moins une fois par an et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut être déprécié.

Créances et dettes :

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Mobilisations de créances :

Au cours de l'exercice 2024, la société utilise deux types de mobilisation de créances :

- Mobilisations de créances export de type MCNE (Mobilisation de créances Nées de l'Etranger),
- Affacturage à compter du 1er juin 2022.

S'agissant des crédits de mobilisation de créances commerciales (MCNE et AED, celles-ci ne conduisent pas à une sortie du bilan des créances, mais à la comptabilisation d'une dette financière en contre partie de la trésorerie reçue, des charges d'intérêts et des frais bancaires.

S'agissant du contrat d'affacturage, les créances cédées au Factor sont sorties de l'actif pour leur valeur nominale car il s'agit d'une cession "sans recours".

La trésorerie reçue (droit de tirage) est comptabilisée en disponibilités, la retenue de garantie figure en immobilisations financières et les créances financées apparaissent en débiteurs divers.

La société a eu recours à la cession de créances Dailly pour une partie de sa créance du crédit d'impôt recherche de 2023, cette dernière a été close sur l'exercice à la suite du versement du CIR 2023 par l'administration fiscale.

Disponibilités :

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale. La trésorerie active est composée des comptes bancaires, immédiatement disponibles. La trésorerie passive est uniquement constituée des concours bancaires courants.

Instruments dérivés de change :

La société utilise des instruments de dérivés de change. Ces instruments ne sont pas documentés en couverture. Les gains et pertes sur instruments dérivés sont constatés en charges et produits financiers. Quant à la clôture, dès que la position ouverte isolée sur un ensemble homogène est une perte latente, une provision est constituée. En revanche, à la clôture, dès que la position ouverte isolée sur un ensemble homogène est un gain latent, celui-ci n'est pas constaté dans les comptes.

La société ne présente pas d'instruments de dérivés de change en cours au 31 décembre 2024.

Provisions et passifs éventuels :

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dans la mesure où elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente pour la société.

L'estimation de la valorisation des provisions est revue lors de chaque clôture. Les provisions sont maintenues tant que la société n'est pas en mesure de statuer clairement et avec certitude sur leur dénouement.

Un passif éventuel fait l'objet d'une mention en annexe lorsque :

- la société a une obligation potentielle à l'égard d'un tiers résultant d'événements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité,
- la société a une obligation à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaires de la société résulte :

- de contrats à éléments multiples regroupant des licences de streaming vidéo et de contenus numériques, d'équipements (serveurs informatiques), prestations de services et contrats de maintenance,
- de licences de streaming vidéo et de contenu numérique vendus séparément (hors contrats à éléments multiples),
- de contrats de maintenance

Contrats à éléments multiples :

La société est amenée à signer des contrats à éléments multiples, pouvant correspondre à une combinaison de différents services ou livraisons de biens. Le chiffre d'affaires est reconnu de manière séparée pour chacun des éléments lorsqu'ils sont identifiables séparément, que le client peut en profiter de manière distincte et que le prix de vente individuel est spécifié dans le contrat.

Lorsqu'un contrat contient plusieurs biens ou services distincts dont le client peut bénéficier indépendamment, le prix est alloué à chacune d'elle sur la base de son prix de vente individuel défini contractuellement. Le chiffre d'affaires est ainsi reconnu séparément sans attendre la fin d'exécution du contrat, selon les modalités telles que définies ci-après.

Licences de propriété intellectuelle :

La société commercialise principalement des licences perpétuelles (sans limitation de temps), qui transfèrent au client un droit d'utilisation de la propriété intellectuelle telle qu'elle existe au moment précis où la licence est octroyée (licence statique). Ces licences bénéficient uniquement de mises à jour correctives. Le chiffre d'affaires relatif aux licences est reconnu à la date de mise à disposition de celles-ci au client.

Vente d'équipements :

Le chiffre d'affaires relatif aux ventes d'équipements est reconnu lors du transfert de propriété.

Prestations de services :

Le chiffre d'affaires relatif aux prestations de services est reconnu à la date de réalisation de la prestation.

Les prestations de services correspondent principalement au paramétrage des solutions commercialisées par la société.

Ce chiffre d'affaires est qualifié de contrat à long terme, et reconnu conformément à la méthode dite de l'avancement décrite à l'article 622-2, alinéa 3 du PCG.

Cette méthode consiste à constater un résultat en appliquant au résultat à terminaison le pourcentage d'avancement (art. 622-3 du PCG). Ce pourcentage d'avancement est déterminé en utilisant les modalités qui permettent de mesurer de façon fiable, selon leur nature, les services exécutés et acceptés.

Pour cela, la société établit un rapport entre le coût des travaux et services exécutés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution du contrat.

Le cas échéant, soit une provision pour factures à établir, soit un produit constaté d'avance est constaté.

Lorsque le résultat estimé à terminaison est négatif, une provision pour risques et charges est comptabilisée afin de constater immédiatement ladite perte à terminaison.

Contrats de maintenance :

Le chiffre d'affaires est reconnu de façon continue, prorata temporis sur la durée du contrat ; ceux-ci étant conclus sur des durées de 12 à 36 mois.

Production immobilisée :

La production de l'exercice conservée par l'entreprise en vue de son immobilisation constitue un produit d'exploitation enregistré à son coût de production en " Production immobilisée ".

Subventions :

Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées immédiatement en produit d'exploitation. Dès lors qu'elles sont rattachées à un contrat long terme, elles sont comptabilisées au rythme de l'avancement dudit contrat.

Subventions finançant des dépenses de recherche et développement

Les subventions finançant des dépenses de recherche et développement sont comptabilisées en produit exceptionnel au même rythme que les dépenses c'est-à-dire, au prorata des dépenses engagées par rapport aux dépenses prévisibles du projet.

Achats consommés :

Les achats consommés correspondent au coût d'achat des matières premières et marchandises y inclus les variations de stocks.

Emprunts et dettes financières diverses :

Les dettes sont comptabilisées initialement à leur valeur nominale.

Ventilation du chiffre d'affaires net :

Le chiffre d'affaires par secteur géographique est le suivant :

Chiffre d'affaires (en K€)	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
France	3 443	3 568
EMEA hors France	16 471	14 099
Amérique du Nord et Latine	15 751	16 693
Asie pacifique	3 715	4 680
Total	39 380	39 041

Identité de la société mère consolidante :

L'identité de la société mère consolidante est la suivante :

Dénomination sociale	Capital	Siège social
SA BROADPEAK	250 834€	3771 BOULEVARD DES ALLIES 35510 CESSON-SEVIGNE

3 . Informations relatives aux postes du bilan

3.1. Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les coûts d'entrée d'une immobilisation incorporelle correspondent aux seuls coûts directs attribuables au projet.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Un actif immobilisé est amortissable lorsque sa durée d'utilisation est limitée.

En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué à la clôture des comptes (article 214-15 du PCG). La valeur nette comptable de l'actif est alors comparée à sa valeur actuelle.

Marques :

Les marques non amortissables font l'objet, au moins une fois par an, de tests de perte de valeur sur la base utilisée lors de l'acquisition ; cela peut engendrer une constatation d'une dépréciation. Les frais de dépôt de marque sont comptabilisés en charges.

Logiciels :

Les logiciels créés sont évalués au coût de production sur la base des temps passés pour la conception des progiciels correspondants. Les heures produites sont valorisées à partir des salaires augmentés des charges sociales et après application d'un coefficient de charges indirectes.

Ils sont amortis linéairement sur la durée de vie probable d'utilisation, généralement comprise entre 3 ans et 7 ans. Les mesures fiscales dérogatoires, permettant un amortissement accéléré de ces logiciels, peuvent être appliquées.

Immobilisations financières :

Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition constitué du prix d'achat augmenté des coûts directement attribuables.

Les actifs acquis par voie d'apport sont comptabilisés à la valeur figurant dans le traité d'apport.

Une provision est constatée lorsque la valeur d'utilité des titres devient inférieure à la valeur comptable. L'écart constaté fait l'objet d'une dépréciation des titres, puis, si nécessaire, des créances détenues sur la filiale et éventuellement complétée d'une provision pour risques et charges.

3.1.1. État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur fin exercice
Incorp.	Frais d'établissement et de développement – TOTAL I	12 232 738	6 857 805	-	19 090 543
	Autres postes d'immobilisations incorporelles – TOTAL II	8 432 142	606 430	-	9 038 572
Corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Construction sur sol propre	-	-	-	-
	Construction sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agencés et am. des constructions	-	-	-	-
	Installations techniques, matériel et outillage	175 793	-	-	175 793
	Installations générales, agencements,	620 222	2 742 118	615 856	2 746 484
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et mobilier informatique	2 582 105	575 946	110 771	3 047 281
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	1 309 641	9 719	1 309 641	9 719
	Avances et acomptes	-	-	-	-
	TOTAL III	4 687 761	3 327 783	2 036 268	5 979 277
Financière	Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-
	Autres participations	64 770	-	-	64 770
	Autres titres immobilisés	6 818	360 635	300 955	66 498
	Prêts et autres immobilisations	1 617 942	316 976	496 653	1 438 264
TOTAL IV		1 689 530	677 611	797 608	1 569 532
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		27 042 171	11 469 629	2 833 876	35 677 924

Les projets de développement ont été inscrits en immobilisations incorporelles à hauteur de 7,3 m€ en 2024. La variation du poste autre immobilisations corporelles s'explique par le déménagement du nouveau siège social en janvier 2024 et est détaillée comme suit :

- 1 432 K€ d'acquisitions d'agencements et aménagements en 2024
- 1 310 K€ de mise en service des acquisitions en cours au 31/12/2023
- 616 K€ de mises au rebus des immobilisations liées aux anciens locaux (qui étaient entièrement amortis)

Les immobilisations financières intègrent les éléments relatifs au contrat de liquidités : 18 K Euros en compte espèces et 60 K Euros correspondant à 59 574 titres auto-détenus.

3.1.2. Amortissements de l'actif immobilisé

L'amortissement pratiqué, qu'il soit linéaire ou dégressif, est équivalent à un amortissement calculé sur la durée d'utilisation réelle du bien.

Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

- Logiciels informatiques : 1 à 5 ans,
- Frais de développements : 3 à 5 ans,
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 3 à 20 ans,
- Mobilier et matériel de bureau : 2 à 10 ans,
- Matériel informatique : 2 à 3 ans,
- Matériel et outillage : 3 à 5 ans,

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement - TOTAL I		4 952 285	4 358 021	-	9 310 306
Autres immobilisations incorporelles - TOTAL II		1 182 833	150 858	-	1 333 691
Terrains		-	-	-	-
Constructions	Sur sol propre	-	-	-	-
	Sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agcts et amgts constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels		92 341	44 031	-	136 372
Autres immobilisations corporelles	Inst. Générales, agencements, aménagements divers	601 076	191 087	607 785	184 378
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 630 870	489 086	67 984	2 051 972
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
TOTAL III		2 324 287	724 203	675 769	2 372 721
TOTAL GÉNÉRAL. (I+II+III)		8 459 405	5 233 083	675 769	13 016 718

3.1.3. Dépréciations de l'actif immobilisé

Provisions pour dépréciation	Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Incorporelles	-	-	-	-
Corporelles	-	-	-	-
Titres mis en équivalence	-	-	-	-
Titres de participation	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	73 057	-	25 334	47 723
TOTAL	73 057	-	25 334	47 723

3.1.4. Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	6 135 118	4 508 879	-	-	-	10 643 997
Corporelles	2 324 287	724 203	-	675 769	-	2 372 721
Financières	73 057		-		25 334	47 723
TOTAL	8 532 462	5 233 082	-	675 769	25 334	13 064 441

3.1.5. Informations relatives aux filiales et participations

Filiales (+ de 50 % capital détenu).	Capital	Quote-part %	Valeur comptable des titres détenus	CA Hors taxes	Prêts/avances non remboursés
	Réserve. et report avant affect.	Dividendes	Brute Nette	Résultats	Cautions
BROADPEAK ASIA PACIFIC	72 845	100%	60 156	2 476 245	
	563 900		60 156	103 800	
	Observation :				
BROADPEAK VIDEO SYSTEMS	0	100%	4 549	5 292 512	
	830 127		4 549	268 028	
	Observation :				
BROADPEAK CANADA	67	100%	64	485 464	
	14 462		64	16 761	
	Observation :				
	Observation :				
	Observation :				
	Observation :				

3.2. Actif circulant

3.2.1. Stocks et en-cours

Les stocks sont valorisés à leur coût d'acquisition par application de la méthode du premier entré, premier sorti.

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables à l'acquisition des produits finis, des matières premières et des services. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production, qui comprend les consommations, les charges directes et les charges indirectes de production, ainsi que les amortissements des biens concourant à la production. En revanche, le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Lorsque la valeur brute déterminée suivant les modalités précédentes est supérieure au cours du jour ou à la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente, une dépréciation des stocks est comptabilisée pour le montant de la différence.

3.2.2. Tableau des dépréciations de l'actif circulant

Rubriques	<i>Situations et mouvements</i>			
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	19 396	-	-	19 396
Créances	560 590	47 077	195 278	412 388
Autres	-	-	-	-
<i>TOTAL</i>	<i>579 986</i>	<i>47 077</i>	<i>195 278</i>	<i>431 784</i>

3.3. Autres informations sur l'actif

3.3.1. État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES			Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations		-	-	-
	Prêts		-	-	-
	Autres immobilisations financières		1 438 264	-	1 438 264
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		312 861	-	312 861
	Autres créances clients		15 340 874	15 340 874	-
	Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie	Provisions pour dépréciation antérieurement constituée	-	-	-
	Personnel et comptes rattachés		286	286	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		14 667	14 667	-
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	4 499 782	4 499 782	-
		Taxe sur la valeur ajoutée	985 181	985 181	-
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-
		Divers	47 476	47 476	-
	Groupe et associés		-	-	-
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		1 436 073	1 405 408	30 665
	Charges constatées d'avance		807 862	807 862	-
	TOTAL		24 883 327	23 101 536	1 781 791

Prêts Accordés en cours d'exercice	-
Remboursements obtenus en cours d'exercice	-

3.3.2. Charges constatées d'avance

Nature	Montants		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CCA EXPLOITATION	807 862		

3.3.3. Produits à recevoir

Libellés	Montant
INTÉRÊTS COURUS	
Immobilisations financières	-
Participations groupe	-
Participations Hors groupe	-
Clients	-
Associés	-
Valeurs mobilières de placements	-
AUTRES PRODUITS	
Factures à établir	6 569 142
RRR à obtenir, avoirs à recevoir	679 171
Personnel	-
Sécurité sociale	13 604
État	-
Divers	4 420
TOTAL	7 266 338

3.3.4. Écarts de conversion actif

Nature	Montants		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
ECA	257 899		

3.4. Passif

3.4.1. Capitaux propres

Capital social

	Nombre d'actions	Valeur en capital
Position début de l'exercice	12 541 686	250 834
Mouvements :	0	0
Position fin de l'exercice	12 541 686	250 834

Actions propres, parts bénéficiaires

L'entité détient 0,47% de ses propres actions.

Variation des capitaux propres

Libellés	Début exercice	Augmentations	Diminutions	Fin Exercice
Capital	250 834	-	-	250 834
Réserves, primes et écarts	26 801 526	-	4 558 192	22 243 334
Report à nouveau	-	-	-	-
Résultat	-4 568 762	123 644	-	-4 445 118
Subventions d'investissement	37 802	191 091	-	228 893
Provisions réglementées	-	-	-	-
Autres	46 998	99 290	-	146 288
TOTAL	22 568 397	414 025	4 558 192	18 424 230

Au 31 décembre 2024, le capital social de la société s'élève à 250 833,72€ décomposé en 12 541 686 titres d'une valeur nominale de 0.02 euros, entièrement libérés.

Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE)

L'assemblée générale du 30 décembre 2019 a accordé aux salariés de la société les BSCPE dont les principales caractéristiques figurent ci-après.

Les BSPCE ont été attribués sous la condition suspensive de la signature par chacun des bénéficiaires d'un engagement contractuel avec l'ensemble des associés de la société dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Existence d'un droit de préemption au profit des fondateurs de la société ainsi qu'Eutelsat et Technicolor Delivery Technologies SAS au prorata de leur participation respective dans le capital de la société.
- Existence d'un droit de sortie conjointe totale dans l'hypothèse où un ou plusieurs fondateurs de la société ainsi qu'Eutelsat et Technicolor Delivery Technologies SAS accepteraient une offre qui permettrait à ce ou ces tiers de détenir le contrôle de la société au sens de l'article L. 233-3 I du code de commerce
- Existence d'une obligation de cession forcée prenant la forme d'une promesse irrévocable de vente dès lors que l'un ou plusieurs des associés de la société ou un tiers agissant seul ou de concert viendrait(en)t à faire une offre d'achat portant sur au moins 95% du capital de la société.

Ces engagements contractuels ont été conclus pour une durée de 10 ans à compter du 2 juillet 2019. Ils sont renouvelables par tacite reconduction pour des périodes d'un an.

L'Assemblée générale du 15 juin 2023 a accordé aux salariés de la société les BSCPE dont les principales caractéristiques figurent ci-après :

Chaque bénéficiaire a la possibilité d'exercer ses BSPCE 2024, tant qu'il est salarié de la Société, dans les proportions et selon le calendrier suivant :

- à hauteur de 25% à compter du 19/01/2025 ;
- puis à hauteur de 6,25% à l'expiration de chaque trimestre écoulé depuis le 19/01/2025 jusqu'au 19/01/2032.

Stock-options

Lors de l'assemblée générale du 30/12/2019, le président a attribué 448 500 BSPCE à titre gratuit au profit du personnel salarié de Broadpeak SA. Une attribution de 237 500 stocks options a aussi été proposée au profit des salariés des sociétés Broadpeak Video Systems Corp ainsi que 211 000 stocks options au profit des salariés de Broadpeak Asia Pacific Pte Ltd.

3.4.2. Provisions

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation.

La contrepartie des provisions réglementées est comptabilisée en charges exceptionnelles, au poste "Dotations aux provisions réglementées - Amortissements dérogatoires".

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation. En fin d'exercice, cette estimation est faite en fonction des informations connues à la date d'établissement des comptes.

Provisions pour risques et charges

Nature des Provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentation : Dotations de l'exercice	Diminution : Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour litiges	-	10 000	-	10 000
Provisions pour garanties données aux clients	-	-	-	-
Provisions pour pertes sur marchés à terme	-	-	-	-
Provisions pour amendes et pénalités	-	-	-	-
Provisions pour pertes de change	-	-	-	-
Provisions pour pensions et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour impôts	-	-	-	-
Provisions pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-
Provisions pour gros entretiens	-	-	-	-
Provisions pour charges sociales et fiscale sur congés à payer	-	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	-	-	-	-
TOTAL	-	10 000	-	10 000

Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	-	1 222 528	-

Les engagements de retraite sont présentés en engagements hors bilan pour un montant de 1 222 528 € à la date de la clôture.

Paramètres économiques pour le calcul de la dette actuarielle :

- Augmentation annuelle des salaires : 3%
- Taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds : 3,30%
- Taux de charges sociales patronales de 47,15% pour les cadres et 33,6% pour les non-cadres
- Table de mortalité 2018-2020

Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous la forme de provision, mais d'engagement hors bilan.

3.4.3. Autres informations sur le passif

3.4.3.1. État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	270	270	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	9 885 270	1 788 785	4 979 102	3 117 383
Emprunts et dettes financières divers		740 092	168 138	525 000	46 954
Fournisseurs et comptes rattachés		8 177 915	8 177 915	-	-
Personnel et comptes rattachés		2 493 234	2 493 234	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		3 012 285	3 012 285	-	-
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	327 245	327 245	-	-
	Obligations cautionnées	-	-	-	-
	Autres impôts, taxes et assimilés	117 595	117 595	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		-	-	-	-
Groupe et associés		64	64	-	-
Autres dettes (dont relatives à des opérations de pension de titres)		52 519	52 519	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie		-	-	-	-
Produits constatés d'avance		6 229 337	3 539 273	2 688 628	1 436
TOTAL		31 035 827	19 677 324	8 192 730	3 165 773

Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 080 219
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 005 034
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	-

Produits constatés d'avance

Libellé	Montants		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
PCA EXPLOITATION	6 229 337		

Écarts de conversion passifs

Nature	Montants		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
ECP	769 233		

Charges à payer

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	2 408 759
Charges sociales provisionnées	1 056 061
Charges fiscales provisionnées	-
INTERETS COURUS	
Emprunts et dettes assimilées	10 237
Dettes part. groupes	-
Dettes part. hors groupes	-
Dettes sociétés en participation	-
Fournisseurs	-
Associés	-
Banques	-
Concours bancaires courants	-
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	2 889 224
RRR à accorder, avoirs à établir	-
Participation des salariés	-
Personnel	25 908
Sécurité sociale	114 432
Autres charges fiscales	54 556
Divers	35 883
TOTAL	6 595 060

4. Informations relatives aux postes du compte de résultat

4.1. Honoraires des commissaires aux comptes

	<i>Deloitte & Associés</i>	<i>Geirec</i>
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	115	23
Au titre d'autres prestations	3	0
<i>Honoraires totaux</i>	118	23

Conformément aux lettres de mission, le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 141 K€.

5. Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie :

	<i>Personnel salarié</i>
Cadres	178
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	6
Apprentis	2
<i>TOTAL</i>	186

6 . Impôt sur les bénéfices

6.1. Autres informations fiscales spécifiques

Crédit impôt Recherche et Crédit Impôt Innovation :

La société "Broadpeak" a bénéficié au titre de l'année 2024 :

- d'un crédit d'impôt recherche de 4 481 K€,
- d'un crédit d'impôt innovation de 9 K€.

7 . Informations relatives à la consolidation

La société BROADPEAK est la société mère consolidante.

8 . Informations au titre des opérations réalisées avec des parties liées

Aucune transaction significative ou à des conditions différentes de celle du marché n'a été conclue avec une partie.

9. Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

9.1. Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautionnements		
Garanties		
Créances cédées non échues		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis à l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées	1 222 528	
Engagements assortis de sûretés réelles	1 579 437	
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Autre engagement – Crédit-Bail	229 841	
Autre engagement – Créances cédées au Factor	5 842 335	
TOTAL	8 874 141	
Dont concernant :		Montants
Les dirigeants		
Les filiales		
Les participations		
Les autres entreprises liées		
Engagements assortis de sûretés réelles		1 579 437

9.2. Engagements pris en matière de crédit-bail

	Terrains	Constructions	Installations matériels outillages	Autres	Total
Valeur d'origine			321 590		
Amortissements :					
Cumuls exercices antérieurs					
Dotation de l'exercice					
TOTAL					
Redevances payées :					
Cumuls exercices antérieurs			403 248		
Exercices			271 176		
TOTAL			674 424		
Redevances restant à payer :					
A 1 an au plus	-	-	88 971	-	-
A plus d'1 an et 5 ans au plus	-	-	140 870	-	-
A plus de 5 ans	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	229 841	-	-
Valeur résiduelle :					
A 1 an au plus					
A plus d'1 an et 5 ans au plus					
A plus de 5 ans					
TOTAL					
Montant pris en charge dans l'exercice					

10 . Événements postérieurs à la clôture

Gestion des créances clients :

Concernant le client dont il est question ci-dessus, à la date du présent rapport, la créance de 4.2 m€ a été réglée à hauteur de 1.9 m€.

La direction considère que la probabilité de recouvrement du solde de la créance est élevée.

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 31 DECEMBRE 2024**



BROADPEAK

Société anonyme

3771 Boulevard des Alliés

35510 CESSON SEVIGNE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Geirec

276, rue de Chateaugiron

35063 Rennes Cedex

S.A.S. au capital de 385 600€

428 929 517 RCS Rennes

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale Ouest Atlantique

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide

92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 188 160 €

572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

BROADPEAK

Société anonyme

3771 Boulevard des Alliés

35510 CESSON SEVIGNE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la société BROADPEAK

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BROADPEAK relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Frais de recherche et développement

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société en matière de frais de recherche et développement, telles que décrites en note « Frais de Recherche et Développement » de l'annexe aux comptes, nous avons examiné les modalités d'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la détermination de leur valeur actuelle. Nous avons également vérifié les informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément

aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rennes, le 29 avril 2025

Les commissaires aux comptes

Geirec

Deloitte & Associés

Anthony ROUSSEAU

Guillaume RADIGUE